



# Informations au titre du Pilier 3 de Bâle III du Groupe Crédit Agricole

Eléments au 30 juin 2021

## Indicateurs clés phasés au niveau du Groupe Crédit Agricole (EU KM1)

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en millions d'euros		30/06/2021
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	100 422
2	Fonds propres de catégorie 1	105 337
3	Fonds propres totaux	122 464
<b>Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
4	Montant total d'exposition au risque	579 718
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	17,32%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	18,17%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	21,12%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	1,50%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,84
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,13
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	9,50%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,03%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	1,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	
11	Exigence globale de coussin (%)	3,53%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	13,03%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	11,05%
<b>Ratio de levier</b>		
13	Mesure de l'exposition totale	1 777 738
14	Ratio de levier (%)	5,93%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>		
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	362 466
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	279 651
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	60 809
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	218 842
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	165,63%
<b>Ratio de financement stable net</b>		
18	Financement stable disponible total	1 266 841
19	Financement stable requis total	1 012 577
20	Ratio NSFR (%)	125,11%

# 1. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques.

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composants des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le Groupe Crédit Agricole a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels le Groupe Crédit Agricole est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités. L'objectif est de sécuriser les dépôts de ses clients et de permettre l'accès du Groupe aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, le Groupe s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe qui permet un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques du Groupe tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Outre la solvabilité, Crédit Agricole S.A. pilote également les ratios de résolution (MREL & TLAC) pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Enfin, les ratios de solvabilité et de résolution font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein du Groupe Crédit Agricole (décrit dans le chapitre "Facteurs de risque et gestion des risques").

## 1.1 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;

- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur 7 jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier, qui fait l'objet d'une exigence réglementaire de Pilier 1 depuis le 28 juin 2021.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1er janvier 2018 et continuent de s'appliquer aux instruments de dette hybride jusqu'au 1er janvier 2022) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9.

Une vision non phasée des ratios, comme si les évolutions réglementaires étaient d'application immédiate, est également publiée.

À ce dispositif s'ajoutent deux ratios visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption des pertes et de recapitalisation dans le cadre de la résolution bancaire. Ces deux exigences sont applicables au niveau du Groupe Crédit Agricole :

- le ratio TLAC (*Total Loss Absorbing Capacity*), défini pour les banques systémiques au niveau mondial (*Global Systemically Important Institution*, G-SII) et applicable en Union européenne *via* son intégration dans CRR 2 ;
- le ratio de MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*), applicable à tous les établissements bancaires de l'Union européenne et défini dans BRRD.

## 1.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie "Annexe aux fonds propres réglementaires".

## 1.3 Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Projet de Groupe et le Plan moyen terme 2022. Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

### 1.1 Groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16 % à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80 % de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le Groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24 % à 25 % des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) d'au moins 8 % du TLOF (*Total Liabilities and Own Funds*).

L'atteinte de ces deux objectifs permettra de confirmer la robustesse et la solidité financière du Groupe Crédit Agricole, confortant ainsi la sécurité des dépôts de ses clients, ses conditions d'accès au marché et sa notation vis-à-vis des agences de notation.

## 1.2 Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif un ratio CET1 de 11 % sur la durée du plan. Il s'engage sur un taux de distribution de 50 % en numéraire (en 2020, cette politique de distribution a toutefois dû être adaptée pour tenir compte des circonstances exceptionnelles, avec un paiement du dividende au titre de 2020 à 80 centimes par action, avec option de paiement du dividende en action. L'option de paiement en actions a été retenue à 84,8%, dont la SAS Rue La Boétie, qui représentait 55,3% du capital au moment du paiement du dividende).

Dans un contexte économique et réglementaire incertain, cette politique de capital permet d'aboutir à un équilibre entre une politique de distribution attractive pour l'actionnaire et une allocation de capital agile.

## 1.3 Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

## 1.4 Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences réglementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

## 1.4 Gouvernance

Chaque trimestre se tient le Comité de capital management, présidé par le Directeur général adjoint en charge des finances et auquel participent notamment la Directrice des risques, le Directeur du pilotage financier, la Directrice de la communication financière et le Directeur de la trésorerie et du financement.

Ce Comité a comme principales missions de :

- revoir les projections à court et moyen terme du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. en matière de solvabilité, de ratio de levier et de résolution, mais aussi les ratios suivis par les agences de notation ;
- valider les hypothèses structurantes impactant la solvabilité en cohérence avec le Plan moyen terme ;
- fixer les règles de gestion et d'allocation du capital au sein du Groupe ;
- décider les opérations de liability management (gestion de la dette subordonnée) ;
- prendre connaissance de l'actualité en matière de supervision et de réglementation ;
- étudier les problématiques pertinentes relatives aux filiales et aux Caisses régionales ;
- préparer les décisions à soumettre le cas échéant au Comité actif-passif et au Conseil d'administration ;
- étudier tout autre sujet impactant les ratios de solvabilité et de résolution au niveau Groupe.

Le pilotage du capital réglementaire est réalisé dans le cadre d'un processus de planification nommé *capital planning*.

Le *capital planning* a pour objet de fournir des projections de fonds propres et de consommation de ressources rares (emplois pondérés et taille de bilan) sur l'horizon du Plan moyen terme en cours sur les deux périmètres de consolidation (l'entité cotée Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole, établissement d'importance systémique mondiale), en vue d'établir les trajectoires de ratios de solvabilité (*CET1*, *Tier 1*, ratio global et ratio de levier) et de résolution (MREL et TLAC le cas échéant).

Il décline les éléments budgétaires de la trajectoire financière en y incluant les projets d'opérations de structure, les évolutions réglementaires comptables et prudentielles, ainsi que les revues de modèles appliqués aux assiettes de risques. Il traduit également la politique d'émission (dettes subordonnées et dettes éligibles TLAC et MREL) et de distribution au regard des objectifs de structure de capital définis en cohérence avec la stratégie du Groupe.

Il détermine les marges de manœuvre dont dispose le Groupe pour se développer. Il est également utilisé pour la fixation des différents seuils de risques retenus pour l'appétence au risque. Il veille ainsi au respect des différentes exigences prudentielles et sert au calcul du Montant Maximum Distribuable (MMD) tel que défini par les textes.

Le capital planning est présenté à diverses instances de gouvernance et fait l'objet d'une communication aux autorités compétentes, soit dans le cadre d'échanges réguliers, soit pour des opérations ponctuelles (par exemple des demandes d'autorisations).

Les filiales soumises au respect d'exigences prudentielles et les Caisses régionales se livrent également à cet exercice de prévision au niveau sous-consolidé.

## 1.5 Conglomérat financier

### 1.5 Dispositif d'ensemble

La directive européenne du 16 décembre 2002 impose une surveillance complémentaire consolidée sur les "conglomérats financiers", en particulier ceux exerçant à la fois des activités de banque et d'assurance.

Cette réglementation impose notamment de disposer, au niveau du conglomérat financier, de procédures de gestion des risques ainsi que de dispositifs de contrôle interne appropriés permettant un suivi global des risques.

L'approche en conglomérat est pertinente pour le Groupe Crédit Agricole, car elle correspond au périmètre naturel du Groupe qui associe les activités bancaires et celles d'assurance ainsi qu'à sa gouvernance interne (reflétée notamment au travers du dispositif d'Appétence au risque). Ainsi, la démarche ICAAP du Groupe Crédit Agricole repose également sur une approche en conglomérat pour définir à la fois le besoin de capital économique et le capital interne disponible au niveau du Groupe pour couvrir ce besoin (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne").

Pour la supervision du conglomérat financier, le Groupe Crédit Agricole s'appuie sur trois périmètres réglementaires :

- le périmètre bancaire (Bâle 3) – *ratios bancaires* ;
- le périmètre assurance (Solvabilité 2 <sup>1</sup>) – *ratio de solvabilité de l'assurance* ;
- le périmètre conglomérat – *ratio conglomérat*.

$$\text{Ratio conglomérat} = \frac{\text{Fonds propres totaux du conglomérat}}{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}} > 100 \%$$

Le ratio conglomérat est le rapport entre les fonds propres totaux phasés du conglomérat financier et les exigences de fonds propres de la banque cumulées avec celles de l'assurance :

- un retraitement est effectué, à la fois au numérateur et au dénominateur sur les intragroupes liés aux participations en fonds propres ;
- les fonds propres du conglomérat financier intègrent les fonds propres de la filiale d'assurance levés à l'extérieur du périmètre de consolidation ;
- le dénominateur intègre les activités bancaires et d'assurance selon leurs exigences réglementaires respectives de solvabilité, tenant ainsi compte des risques spécifiques réels liés à chacun de ces deux secteurs d'activité.

Le ratio conglomérat doit à tout moment être supérieur à 100 %. Le seuil de 100 % reste une exigence contraignante dont le non-respect serait préjudiciable : en cas de non-respect ou risque de non-respect de la situation financière d'un conglomérat, les mesures nécessaires doivent être prises pour remédier dès que possible à cette situation (au sens de la directive européenne FICOD 2002/87).

#### Conglomérats financiers - Informations sur les fonds propres et le ratio d'adéquation des fonds propres (EU INS2)

Conglomérats financiers - Informations sur les fonds propres et le ratio d'adéquation des fonds propres (EU INS2)	30/06/2021
Exigences complémentaires de fonds propres du conglomérat financier (montant en m€)	58 744
<b>Ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier (%)</b>	<b>169%</b>

Au 30 juin 2021, le ratio conglomérat phasé du Groupe Crédit Agricole, qui intègre l'exigence Solvabilité 2 pour la participation dans Crédit Agricole Assurances, est de 169 %, bien au-dessus de l'exigence minimale réglementaire de 100 %. Le ratio conglomérat phasé du Groupe Crédit Agricole au 30 juin 2021 correspond à un excédent de fonds propres du conglomérat financier du Groupe de 59 milliards d'euros.

Cette situation découle logiquement du respect des exigences de solvabilité de chacun des deux secteurs, bancaire et assurantiel.

## 1.6 Exigences prudentielles au titre de l'assurance dans les ratios bancaires

Les conglomérats financiers peuvent, sur autorisation de l'autorité compétente, utiliser l'option de ne pas déduire des fonds propres prudentiels leur participation dans les sociétés d'assurance mais de les traiter en risques pondérés. Cette disposition, dite "compromis danois" (ou article 49-(1) du CRR) n'a pas été modifiée par "CRR 2" (Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013).

Le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. ont reçu l'autorisation de l'ACPR le 18 octobre 2013 d'appliquer ce traitement aux entités du groupe Crédit Agricole Assurances.

Les emplois pondérés incluent, pour le périmètre validé en conglomérat, la valeur de mise en équivalence des participations dans les assurances, en application de l'article 49-(1) du CRR. La pondération appliquée à cette valeur est de 370 %, étant donné le statut non coté de Crédit Agricole Assurances (CAA).

<sup>1</sup> Solvabilité 2 est une réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance.

Le tableau ci-dessous présente le montant des participations couvertes au titre de l'article 49-(1) du CRR.

#### Participations dans l'assurance (EU INS1)

Participations dans l'assurance (EU INS1) en millions d'euros	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition au risque
Instruments de fonds propres détenus dans des entreprises d'assurance ou de réassurance ou des sociétés holding d'assurance non déduits des fonds propres	12 684	46 932

## 1.6 Fonds propres prudentiels

### 1.7 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*), constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

#### 1.6.1.1 Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la *prudent valuation* ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation,
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,
  - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

## Passage des capitaux propres aux fonds propres CET1

Passage des capitaux propres aux fonds propres CET1 phasés (en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (1)</b>	<b>121 954</b>	<b>119 565</b>
<b>(-) Prévision de distribution</b>	<b>(632)</b>	<b>(914)</b>
<b>(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables</b>	<b>(4 881)</b>	<b>(5 888)</b>
Intérêts minoritaires comptables (1)	6 967	6 909
(-) éléments non reconnus en prudentiel (3)	(3 555)	(3 761)
<b>Intérêts minoritaires éligibles (2)</b>	<b>3 412</b>	<b>3 148</b>
(-) Augmentations de la valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés	(289)	(265)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	(469)	(829)
Profits et pertes cumulatifs attribuables aux variations du risque de crédit propre pour les passifs évalués à la juste valeur	301	277
Profits et pertes en juste valeur résultant du propre risque de crédit de l'établissement lié aux instruments dérivés au passif	(10)	(15)
(-) Prudent valuation	(1 547)	(1 225)
<b>Filtres prudentiels</b>	<b>(2 014)</b>	<b>(2 056)</b>
Ecart d'acquisition	(15 875)	(15 814)
Actifs incorporels	(2 155)	(2 284)
<b>(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles</b>	<b>(18 030)</b>	<b>(18 098)</b>
<b>Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles</b>	<b>(215)</b>	<b>(131)</b>
<b>Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions</b>	<b>(452)</b>	<b>(440)</b>
<b>Dépassement de franchises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres éléments du CET1</b>	<b>1 280</b>	<b>1 756</b>
<b>TOTAL CET1</b>	<b>100 422</b>	<b>96 942</b>

(1) Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.

(2) Ce poste se retrouve dans le tableau ci-dessous des fonds propres prudentiels simplifiés.

(3) Dont titres hybrides émis par Crédit Agricole Assurances.

### 1.6.1.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Les instruments AT1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2) sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 % (ou 7 % pour le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole). Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. Une totale flexibilité des paiements est exigée (interdiction des mécanismes de rémunération automatique et/ou suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur).

Le montant d'instruments AT1 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Les instruments AT1 émis par Crédit Agricole S.A. comportent deux mécanismes d'absorption des pertes qui se déclenchent lorsque l'une au moins de ces deux conditions est remplie :

- le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A. est inférieur à un seuil de 5,125 % ;
- le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole est inférieur à un seuil de 7 %.

Au 30 juin 2021, les ratios phasés CET1 de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole s'établissent respectivement à 12,6 % et 17,3 %. Ainsi, ils représentent un coussin en capital de 26,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. et de 59,8 milliards d'euros le Groupe Crédit Agricole par rapport aux seuils d'absorption des pertes de respectivement 5,125 % et 7 %.

Au 30 juin 2021, aucune restriction sur le paiement des coupons n'est applicable.

À cette même date, les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 40,2 milliards d'euros incluant 26,2 milliards d'euros de réserves distribuables et 14,0 milliards d'euros de primes d'émission.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et *Tier 2*.

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) dans l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)" et correspondent aux titres super-subordonnés (TSS).

### 1.6.1.3 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
  - les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
  - une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) dans l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)". Ils correspondent aux titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI), aux titres participatifs (TP) et aux titres subordonnés remboursables (TSR).

### 1.6.1.4 Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de huit ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;
- la partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

CRR 2 est venu compléter ces dispositions en introduisant une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- des fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous CRR 2 (AT1) ;
- des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 1* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des instruments de *Tier 1* non éligibles en date de clôture (*post calls* éventuels, rachats, etc.),
  - de 10 % (seuil réglementaire pour l'exercice 2021) du stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012, qui s'élevait à

9 313 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 931 millions d'euros,

- le montant de *Tier 1* dépassant ce seuil prudentiel est intégré au *Tier 2* phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au *Tier 2*.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 2* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 10 % (seuil pour l'exercice 2021) des titres *Tier 1* non éligibles,
  - de 10 % (seuil pour 2021) du stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 4 704 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 470 millions d'euros.

Enfin le règlement 'Quick Fix' du 26 juin 2020 est venu étendre jusqu'en 2024 les dispositions transitoires prévues par le CRR relatives à la prise en compte dans les ratios de solvabilité des impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9. Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole n'avaient pas opté pour cette disposition lors de la 1<sup>ère</sup> application d'IFRS9 en 2018. Suite à la publication du règlement Quick Fix, la décision a été prise d'opter pour cette disposition à compter de l'arrêté du 30 juin 2020.

Pendant la phase transitoire (jusqu'en 2024), les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9 peuvent être repris dans les fonds propres CET1, selon un calcul composé de plusieurs éléments :

- Une composante statique permettant de neutraliser, dans les fonds propres, une partie de l'impact de 1<sup>ère</sup> application de la norme IFRS 9. En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 50% ;
- Une composante dynamique, permettant de neutraliser une partie de l'augmentation nette des provisions constatées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 1<sup>er</sup> janvier 2020 sur les encours sains (compartiments 1 et 2 d'IFRS9). En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 50% ;
- Une seconde composante dynamique, permettant de neutraliser une partie de l'augmentation nette des provisions constatées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et la date d'arrêté sur les encours sains (compartiments 1 et 2 d'IFRS9). En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 100%.

## 1.6.1.5 Situation au 30 juin 2021

### Fonds propres prudentiels simplifiés

Phased-in simplified regulatory capital (in millions of euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Phased-in	Fully loaded	Phased-in	Fully loaded
Capital instruments eligible as CET1 capital	24 476	24 476	23 303	23 303
Retained earnings and other reserves	90 556	90 556	87 398	87 398
Accumulated other comprehensive income	1 656	1 656	2 474	2 474
Minority interests (amount allowed in consolidated CET1)	3 412	3 412	3 148	3 148
<b>Capital instruments and reserves</b>	<b>120 099</b>	<b>120 099</b>	<b>116 323</b>	<b>116 323</b>
Prudential filters	(2 014)	(2 014)	(2 056)	(2 056)
(-) Deduction of intangible assets	(18 030)	(18 030)	(18 098)	(18 098)
Amount exceeding thresholds (1)	-	-	-	-
Other CET1 components	367	(1 646)	774	(1 045)
<b>Regulatory adjustments</b>	<b>(19 677)</b>	<b>(21 690)</b>	<b>(19 381)</b>	<b>(21 200)</b>
<b>COMMON EQUITY TIER 1 (CET1)</b>	<b>100 422</b>	<b>98 409</b>	<b>96 942</b>	<b>95 123</b>
Eligible AT1 capital instruments	3 319	3 319	4 335	4 335
Ineligible AT1 capital instruments qualifying under grandfathering clause	1 846	-	1 670	-
Deduction of holdings of AT1 instruments of financial sector entities where the institution has a significant investment in those entities	(107)	(107)	(107)	(107)
Other Tier 1 components	(143)	(143)	(118)	(118)
<b>ADDITIONAL TIER 1 CAPITAL</b>	<b>4 915</b>	<b>3 069</b>	<b>5 780</b>	<b>4 110</b>
<b>TIER 1 CAPITAL</b>	<b>105 337</b>	<b>101 478</b>	<b>102 722</b>	<b>99 234</b>
Eligible Tier 2 capital instruments	16 055	16 055	17 001	17 001
Ineligible Tier 2 capital instruments under grandfathering clause	2 478	-	65	-
Surplus provisions relative to expected losses eligible under the internal ratings-based approach (2)	1 624	1 624	1 567	1 567
Deduction of holdings by the institution of Tier 2 instruments and subordinated loans of financial sector entities where the institution has a significant investment in those entities	(2 853)	(2 853)	(2 818)	(2 818)
Other Tier 2 components	(179)	(179)	(213)	(213)
<b>TIER 2 CAPITAL</b>	<b>17 127</b>	<b>14 648</b>	<b>15 603</b>	<b>15 537</b>
<b>TOTAL CAPITAL</b>	<b>122 464</b>	<b>116 127</b>	<b>118 325</b>	<b>114 771</b>

(1) Financial-sector CET1 instruments in which the institution holds a significant stake amount for € 3,116 million, and the deferred taxes that rely on future profitability arising from temporary differences amount to € 1,445 million as of the 30th of June 2021.

(2) The transfer to Tier 2 of the surplus provisions relative to eligible expected losses determined in accordance with the internal ratings-based approach is limited to 0,6% of risk-weighted assets under IRB.

Par souci de lisibilité, les tableaux complets sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) sont disponibles directement sur le site Internet : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

### Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) phasés s'élèvent à 100,4 milliards d'euros au 30 juin 2021 et font ressortir une hausse de 3,5 milliards d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2020.

Cette variation s'explique principalement du fait du résultat prudentiel conservé pour 3,6 milliard d'euros, de l'acquisition de parts sociales pour 0,5 milliard d'euros et des intérêts minoritaires pour 0,3 milliard d'euros. Dans le sens inverse, l'impact des plus et moins-values latentes est négatif à hauteur de 0,8 milliard d'euros. L'impact du paiement du dividende 2020 couplé avec l'opération de rachat d'actions propres (*share buyback*) est neutre en capital CET1 : le paiement du dividende en actions Crédit Agricole S.A. s'est traduit par une augmentation de capital du même montant (2 milliards d'euros incluant le capital et la prime d'émission). Le différentiel entre le montant de dividende payé en numéraire et le montant qui avait été provisionné au 31 décembre 2020 est

neutralisé par l'opération de rachat d'actions propres Crédit Agricole S.A. (*share buyback*), dont l'enveloppe est déduite du CET1 pour -0,6 milliards d'euros.

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 98,4 milliards d'euros au 30 juin 2021, soit un écart à la baisse de 2 milliards d'euros par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) phasés. Cet écart est entièrement dû à une mesure du règlement 'Quick Fix' du 26 juin 2020, précité dans le paragraphe sur les dispositions transitoires, qui est venue étendre jusqu'en 2024 la possibilité de prise en compte dans les ratios de solvabilité des impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9. Pendant cette phase transitoire, les impacts liés à l'application de cette norme peuvent être ainsi repris dans les fonds propres CET1 phasés, ce que le Groupe a choisi de faire à compter de l'arrêté de juin 2020.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) phasés s'élèvent à 105,3 milliards d'euros, soit une augmentation de 2,6 milliards d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2020, avec une baisse des fonds propres additionnels de catégorie 1 de 0,9 milliard d'euros sous l'effet principalement du remboursement d'un instrument de fonds propres additionnels en juin 2021.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) non phasés atteignent 101,5 milliards d'euros. Les instruments de capital AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité dite clause de "grand-père" s'élèvent à 1,8 milliards d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) phasés, s'élèvent à 17,1 milliards d'euros et sont en hausse de 1,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020 : les émissions sur la période (+2,1 milliards d'euros) nettes de remboursements et décote (-0,6 milliard d'euros) se traduisent par une progression des instruments de Tier 2 pour 1,5 milliards d'euros. Les autres éléments du Tier 2 sont stables.

Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) non phasés s'élèvent à 14,6 milliards d'euros, soit un écart à la baisse de 2,5 milliards d'euros par rapport aux fonds propres phasés. Cette différence s'explique par la part des instruments de capital Tier 2 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité dite clause de "grand-père" : les instruments de fonds propres en droit de pays tiers et ne disposant pas d'une clause de *bail-in* sont non éligibles mais restent éligibles aux fonds propres phasés jusqu'au 28 juin 2025 au titre de CRR2.

Au total, les fonds propres totaux phasés s'élèvent à 122,5 milliards d'euros, en hausse de 4,1 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Ces fonds propres prudentiels ne prennent pas en compte les émissions de dette senior non préférée, traitées dans le point 3.1.7.3 "Ratios de résolution".

## Évolution des fonds propres

Evolution des fonds propres prudentielsphasés (en millions d'euros)	30/06/2021 vs 31/12/2020
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2020</b>	<b>96 942</b>
Augmentation de capital	1 176
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution (1)	4 325
Prévision de distribution	(632)
Autres éléments du résultat global accumulés	(818)
Intérêts minoritaires éligibles	264
Filtres prudentiels	42
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	68
Dépassement de franchises	-
Autres éléments du CET1	(945)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>100 422</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 AU 31/12/2020</b>	<b>5 780</b>
Emissions	-
Remboursements et écarts de change (2)	(838)
Autres éléments du Tier 1	(28)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>4 915</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>105 337</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 AU 31/12/2020</b>	<b>15 603</b>
Emissions	2 138
Remboursements et écarts de change (2) (3)	(799)
Autres éléments du Tier 2	185
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 AU 30/06/2021</b>	<b>17 127</b>
<b>FONDS PROPRES TOTAUX AU 30/06/2021</b>	<b>122 464</b>

(1) avant retraitement des dépréciations de goodwill, sans impact sur le ratio CET1

(2) y compris impact éventuel du plafond applicable aux instruments soumis à exclusion progressive

(3) un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance

## 1.7 Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité, sur le ratio de levier et sur les ratios de résolution. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels et/ou d'instruments éligibles à une exposition en risque, en levier, ou en taille de bilan. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

### 1.8 Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

#### 1.7.1.1 Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

#### Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 depuis 2015 sont les suivantes :

Exigence minimale de Pilier 1	
CET1	4,50%
Tier 1	6,00%
Fonds Propres Totaux	8,00%

## Exigences minimales au titre du Pilier 2

Le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. sont notifiés annuellement par la Banque centrale européenne (BCE) des exigences de capital applicables suite aux résultats du processus de revue et d'évaluation de supervision ("SREP") :

- une exigence Pilier 2 ou "*Pillar 2 Requirement*" (P2R) qui s'applique à tous les niveaux de fonds propres et entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, dividendes, rémunérations variables) en cas de non-respect ; en conséquence, cette exigence est publique. Le P2R peut être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1 ;
- une recommandation Pilier 2 ou "*Pillar 2 Guidance*" (P2G) qui n'a pas de caractère public et doit être constituée intégralement de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1).

## Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019), qui vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %), qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) qui vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.
- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

Ces coussins doivent être couverts intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1.

À ce jour, des coussins contracycliques ont été activés dans 6 pays par les autorités nationales compétentes. De nombreux pays ont relâché leur exigence de coussin contracyclique suite à la crise du Covid-19. En ce qui concerne les expositions françaises, le HCSF a porté le taux de coussin contracyclique de 0,25% à 0% le 2 avril 2020.

Compte tenu des expositions portées par le Groupe Crédit Agricole dans ces pays, le taux de coussin contracyclique du Groupe s'élève à 0,026 % au 30 juin 2021.

Par ailleurs, le HCSF a reconnu depuis 2019 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités estoniennes. Compte tenu des modalités d'application de ce coussin et de la matérialité des emplois pondérés portés par le Groupe Crédit Agricole en Estonie, le taux de coussin pour risque systémique est à 0% au 30 juin 2021.

Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

30/06/2021 <i>(en millions d'euros)</i>		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
		Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
1	Ventilation par pays													
2	Allemagne	4 012	14 396	-	-	3 080	21 487	626	-	42	668	8 350	1,77%	0,00%
3	Belgique	3 902	3 791	-	-	-	7 694	165	-	-	165	2 065	0,44%	0,00%
4	Bulgarie	1	14	-	-	-	15	0	-	-	0	5	0,00%	0,50%
5	Danemark	169	871	-	-	72	1 112	25	-	1	26	323	0,07%	0,00%
6	France	87 668	659 323	217	1 642	16 103	764 954	24 160	149	297	24 606	307 579	65,20%	0,00%
7	Hong Kong	552	5 366	-	-	-	5 918	159	-	-	159	1 987	0,42%	1,00%
8	Irlande	75	4 568	-	-	45	4 688	149	-	1	149	1 867	0,40%	0,00%
9	Islande	0	0	-	-	-	1	0	-	-	0	0	0,00%	0,00%
10	Lituanie	22	1	-	-	-	23	1	-	-	1	14	0,00%	0,00%
11	Luxembourg	2 860	163 690	-	-	1 613	168 163	1 587	-	1	1 588	19 850	4,21%	0,50%
12	Norvege	13	1 354	-	-	32	1 399	39	-	0	39	490	0,10%	1,00%
13	Republique Tchèque	27	118	-	-	-	145	7	-	-	7	83	0,02%	0,50%
14	Royaume Uni	1 505	14 935	-	-	2 171	18 610	516	-	32	548	6 850	1,45%	0,00%
15	Slovaquie	4	7	-	-	-	11	0	-	-	0	6	0,00%	1,00%
16	Suede	99	1 826	-	-	38	1 964	72	-	0	72	898	0,19%	0,00%
17	Autres pays *	73 296	190 674	206	-	32 192	296 368	9 945	16	418	10 379	129 737	27,50%	0,00%
18	<b>Total</b>	<b>170 193</b>	<b>1 046 540</b>	<b>423</b>	<b>1 642</b>	<b>52 266</b>	<b>1 271 064</b>	<b>36 825</b>	<b>165</b>	<b>750</b>	<b>37 740</b>	<b>471 754</b>	<b>100%</b>	<b>0,026%</b>

\*Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini par l'autorité compétente

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)		30/06/2021	31/12/2020
1	Montant total d'exposition au risque	579 718	562 059
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,026%	0,014%
3	<b>Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement</b>	<b>153</b>	<b>81</b>

En résumé :

Exigence globale de coussins de fonds propres	30/06/2021	31/12/2020
Coussin de conservation phasé	2,50%	2,50%
Coussin systémique phasé	1,00%	1,00%
Coussin contracyclique	0,03%	0,01%
<b>Exigence globale de coussins de fonds propres</b>	<b>3,53%</b>	<b>3,51%</b>

Au final, après prise en compte des exigences au titre du Pilier 1, de celles au titre du Pilier 2 et de l'exigence globale de coussins de fonds propres, l'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigence de fonds propres SREP	30/06/2021	31/12/2020
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,84%	0,84%
Exigence globale de coussins de fonds propres	3,53%	3,51%
<b>Exigence de CET1</b>	<b>8,87%</b>	<b>8,86%</b>
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
P2R en AT1	0,28%	0,28%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
P2R en Tier 2	0,38%	0,38%
<b>Exigence globale de capital</b>	<b>13,03%</b>	<b>13,01%</b>

Le Groupe Crédit Agricole doit en conséquence respecter un ratio CET1 minimum de 8,87 %. Ce niveau inclut les exigences au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 P2R, complétées de l'exigence globale de coussins de fonds propres (d'après les décisions connues à ce jour).

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,84%	1,13%	1,50%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin systémique	1,00%	1,00%	1,00%
Coussin contracyclique	0,03%	0,03%	0,03%
<b>Exigence SREP (a)</b>	<b>8,87%</b>	<b>10,65%</b>	<b>13,03%</b>
<b>30/06/2021 Ratios de solvabilité phasés (b)</b>	<b>17,3%</b>	<b>18,2%</b>	<b>21,1%</b>
Distance à l'exigence SREP (b-a)	845 pb	752 pb	810 pb
<b>Distance au seuil de déclenchement du MMD</b>		<b>752 pb (44 Md€)</b>	

Au 30 juin 2021, le Groupe Crédit Agricole dispose d'une marge de sécurité de 752 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 44 milliards d'euros de capital CET1.

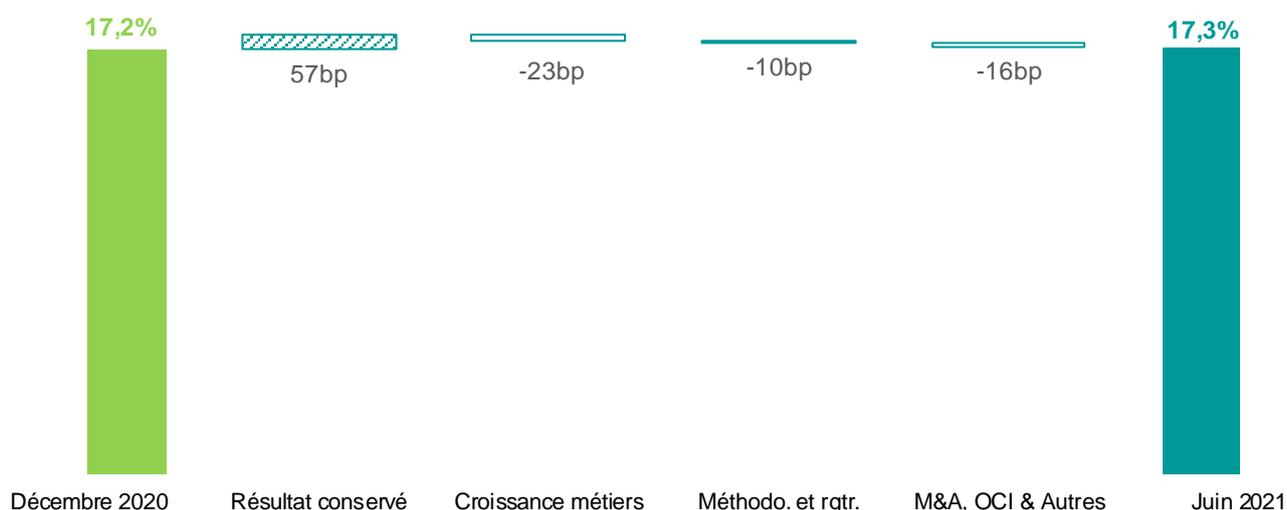
### 1.7.1.2 Situation au 30 juin 2021

#### Synthèse des chiffres clés

Synthèse chiffres clés (en millions d'euros)	30/06/2021			31/12/2020		
	Phasé	Non Phasé	Exigences	Phasé	Non Phasé	Exigences
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	100 422	98 409		96 942	95 123	
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	105 337	101 478		102 722	99 234	
Fonds propres totaux	122 464	116 127		118 325	114 771	
Total des emplois pondérés	579 718	579 201		562 059	561 467	
<b>RATIO CET1</b>	<b>17,32%</b>	<b>16,99%</b>	<b>8,87%</b>	<b>17,25%</b>	<b>16,94%</b>	<b>8,86%</b>
<b>RATIO TIER 1</b>	<b>18,17%</b>	<b>17,52%</b>	<b>10,65%</b>	<b>18,28%</b>	<b>17,67%</b>	<b>10,64%</b>
<b>RATIO GLOBAL</b>	<b>21,12%</b>	<b>20,05%</b>	<b>13,03%</b>	<b>21,05%</b>	<b>20,44%</b>	<b>13,01%</b>

Les exigences minimales applicables sont pleinement respectées ; le ratio CET1 phasé du Groupe Crédit Agricole est de 17,3 % au 30 juin 2021.

#### Évolution du CET1 sur le premier semestre 2021



Le ratio CET1 a légèrement progressé sur le premier semestre 2021 (+0,1 point de pourcentage). Le résultat conservé solide (+0,57 pp) a permis d'absorber la croissance des métiers, modérée sur le semestre (-0,23 pp), les effets règlementaires (-0,10 pp, principalement liés à la mise en œuvre de CRR2 au deuxième trimestre) et l'impact de l'acquisition de CreVal (-0,26 pp). Les émissions de parts sociales (+0,09 pp au sein du poste « M&A, OCI et Autres ») ont également permis de renforcer le ratio CET1 sur le semestre.

#### Impact de l'application des dispositions transitoires IFRS 9

Les dispositions transitoires d'IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois à partir de l'arrêté du 30 juin 2020.

Comparaison des fonds propres et des ratios de fonds propres et de levier des établissements, avec et sans l'application des dispositions transitoires relatives à la norme IFRS 9 ou aux PCA analogues (IFRS 9-FL)				
en millions d'euros		30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>				
1	Fonds propres de base de catégorie (CET1)	100 422	96 942	92 227
2	Fonds propres de base de catégorie (CET1) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	98 409	95 123	90 613
3	Fonds Propres de catégorie 1 (T1)	105 337	102 722	97 392
4	Fonds propres T1 si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	103 324	100 904	95 778
5	Total Fonds Propres	122 464	118 325	112 604
6	Total des Fonds Propres si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	120 451	116 506	110 990
<b>Total des Actifs pondérés en fonction du risque (Montants)</b>				
7	Total des actifs pondérés en fonction du risque	579 718	562 059	572 833
8	Total des actifs pondérés comme si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	579 201	561 467	572 323
<b>Ratios de Fonds Propres</b>				
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	17,32%	17,25%	16,10%
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	16,99%	16,94%	15,83%
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	18,17%	18,28%	17,00%
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	17,84%	17,97%	16,73%
13	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	21,12%	21,05%	19,66%
14	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant de l'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	20,80%	20,75%	19,39%
<b>Ratio de levier</b>				
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	1 777 738	1 684 937	1 826 763
16	Ratio de levier	5,93%	6,10%	5,33%
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	5,81%	5,98%	5,24%

Le Groupe Crédit Agricole n'applique pas le traitement temporaire décrit à l'article 468 du règlement CRR n°2019/876 et n'est impacté par aucun changement relatif à cette disposition au cours de la période. Les fonds propres et les ratios de fonds propres et de levier du Groupe Crédit Agricole reflètent déjà l'incidence totale des plus-values et des pertes non réalisées mesurées à leur juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

## 1.9 Ratio de levier

### 1.7.1.3 Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 applicable à compter du 28 juin 2021 :

- l'exigence minimale de ratio de levier est de 3 % ;
- à ce niveau s'ajoutera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII), donc pour le Groupe Crédit Agricole, un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin systémique de l'entité ;
- enfin, le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînera une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Le règlement CRR2 prévoit que certaines expositions Banque Centrale peuvent être exclues de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Le Groupe Crédit Agricole applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,11% pendant cette période.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Le Groupe Crédit Agricole a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

### 1.7.1.4 Situation au 30 juin 2021

#### Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier (EU LRA)

Le ratio de levier du Groupe Crédit Agricole s'élève à 5,9 % sur une base de Tier 1 phasé après neutralisation des expositions Banque Centrale. L'application de cette mesure permet de neutraliser les expositions Banque Centrale à hauteur de 195,2 Md€ au 30 juin 2021.

Le ratio de levier quotidien phasé du Groupe Crédit Agricole, dont le dénominateur est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions SFT, atteint 5,9 % (après neutralisation des expositions Banque Centrale).

Le ratio de levier est en légère baisse sur le semestre (-0,2 point de pourcentage), la progression des fonds propres Tier 1 ne couvrant que partiellement la progression de la taille de bilan du Groupe. Le ratio reste à un niveau élevé, supérieur à l'exigence de 2,8 points de pourcentage.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité (ratio de solvabilité / ratio de résolution) et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau du Groupe fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

LRCOM: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2)

LRCOM: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en millions d'euros		30/06/2021
<b>Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>		
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	1 637 257
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	8 550
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(14 759)
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(19 834)
7	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>	<b>1 611 213</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>		
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	24 030
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	0
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	44 793
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	24
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	(3 548)
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	13 731
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	(3 933)
13	<b>Expositions totales sur dérivés</b>	<b>75 097</b>
<b>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</b>		
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	358 103
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	(198 581)
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	8 213
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-
18	<b>Expositions totales sur opérations de financement sur titres</b>	<b>167 735</b>
<b>Autres expositions de hors bilan</b>		
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	396 748
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(193 466)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-
22	<b>Expositions de hors bilan</b>	<b>203 282</b>

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - suite - en millions d'euros		30/06/2021
<b>Expositions exclues</b>		
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	-
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	(69 995)
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	(12 676)
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-
EU-22k	<b>(Total des expositions exemptées)</b>	<b>(82 671)</b>
<b>Fonds propres et mesure de l'exposition totale</b>		
23	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>105 337</b>
24	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>1 777 738</b>
<b>Ratio de levier</b>		
25	<b>Ratio de levier (%)</b>	<b>5,93%</b>
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	5,93%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	5,34%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,11%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,11%
<b>Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes</b>		
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire

#### LRSum : Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LR1)

Montant applicable - en millions d'euros		30/06/2021
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	2 299 648
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	(392 094)
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	(42)
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	(195 232)
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	(141 537)
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	(190 368)
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	203 282
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	(1 547)
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	-
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	(69 995)
12	Autres ajustements	265 623
13	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>1 777 738</b>

## LRSpI: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées) (EU LR3)

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR (en millions d'euros)		30/06/2021
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:	1 359 312
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	43 455
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	1 315 858
EU-4	Obligations garanties	5 822
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	144 339
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	35 903
EU-7	Établissements	47 046
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	440 816
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	244 084
EU-10	Entreprises	295 747
EU-11	Expositions en défaut	21 174
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	80 926

### 1.10 Ratios de résolution

Les exigences de TLAC et MREL décrites ci-dessous sont applicables au niveau du Groupe Crédit Agricole.

#### 1.7.1.5 Ratio TLAC

Le ratio TLAC, dont les modalités ont été précisées dans un *Term Sheet* publié le 9 novembre 2015, a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière *Financial Stability Board* (FSB). Le FSB a ainsi défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques d'importance systémique mondiale (G-SII). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SII ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. En conséquence, les autorités de résolution pourront mettre en œuvre une stratégie de résolution ordonnée, qui minimise les impacts sur la stabilité financière, assure la continuité des fonctions économiques critiques des G-SII et limite le recours aux contribuables. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au Groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'autorité de résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR 2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16 % des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets – RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD 5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5 %, un coussin systémique de 1 % et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5 % (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique) ;
- un ratio TLAC supérieur à 6 % de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure – LRE*).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à 18 % des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75 % de l'exposition en levier.

Groupe Crédit Agricole - Exigences de TLAC au niveau du groupe de résolution

EU KM2 : Fonds propres et engagements éligibles au TLAC, ratios et composantes (en m€)		30/06/2021	31/03/2021	31/12/2020	30/09/2020	30/06/2020
1	Fonds propres et engagements éligibles [1]	148 640	146 240	143 073	139 045	136 125
2	Montant total d'exposition au risque (TREA) [2]	579 718	568 097	562 059	560 348	572 833
3	<b>Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA</b>	<b>25,64%</b>	<b>25,74%</b>	<b>25,46%</b>	<b>24,81%</b>	<b>23,76%</b>
4	Mesure de l'exposition totale au niveau du groupe de résolution [2]	1 777 738	1 754 094	1 684 937	1 723 918	1 826 763
5	<b>Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la mesure de l'exposition totale</b>	<b>8,36%</b>	<b>8,34%</b>	<b>8,49%</b>	<b>8,07%</b>	<b>7,45%</b>
6a	L'exemption de subordination indiquée à l'article 72 ter (4) de CRR s'applique t-elle ? (exemption de 5%)	Non	Non	Non	Non	Non
6b	Montant des instruments d'engagements éligibles non subordonnés autorisés dans le cadre de l'utilisation de l'exemption de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR (exemption maximale de 3,5%). [3]	0	0	0	0	0
6c	Si l'exemption limitée de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR s'applique, le montant de financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui est reconnu en ligne 1, divisé par le financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui serait reconnu en ligne 1 si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

[1] Capacité totale d'absorption des pertes ("TLAC").

[2] Aux fins du calcul des ratios de résolution, le montant total d'exposition au risque (Total Exposure Risk Amount – TREA) du groupe de résolution est équivalent au montant des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets – RWA) du Groupe Crédit Agricole ; la mesure de l'exposition totale (Total Exposure Measure – TEM) du groupe de résolution est équivalente à l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure – LRE) du Groupe Crédit Agricole.

[3] Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

Au 30 juin 2021, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 25,6 % des emplois pondérés et 8,4 % de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,5 %. Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5 % des emplois pondérés (d'après CRR 2/CRD 5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03 % au 30 juin 2021) et de 6 % de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par un programme d'émission 2021 sur le marché de 7 milliards d'euros de dettes TLAC. Au 30 juin 2021, 5,1 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 24,5 milliards d'euros. Sur les six premiers mois de l'année 2021, le ratio TLAC progresse de 18 points de base, également en lien avec le renforcement du CET1 et la croissance modérée des métiers (hausse du ratio CET1 de 17,2 % à 17,3 %).

Groupe Crédit Agricole : composition du TLAC au niveau du groupe de résolution

EU TLAC1 : Composition - Exigence en fonds propres et passifs éligibles pour les EISm (en millions d'euros)		30/06/2021
<b>Fonds propres et engagements éligibles : fonds propres réglementaires</b>		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	100 422
2	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	4 915
6	Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	17 127
11	<b>Fonds propres réglementaires (aux fins de l'article 92 bis CRR)</b>	<b>122 464</b>
<b>Fonds propres et engagements éligibles : éléments non liés aux fonds propres réglementaires</b>		
12	Instruments d'engagements éligibles émis directement par l'entité de résolution et subordonnés aux passifs exclus (sans clause d'antériorité)	24 479
EU-12a	Instruments d'engagements éligibles émis par d'autres entités au sein du groupe de résolution et subordonnés aux passifs exclus (sans clause d'antériorité) [1]	0
EU-12b	Instruments d'engagements éligibles subordonnés aux passifs exclus et émis avant le 27 juin 2019 (clause d'antériorité)	0
EU-12c	Fraction amortie des instruments de fonds propres de catégorie 2 d'une maturité résiduelle d'au moins 1 an, non qualifiée en éléments de fonds propres de catégorie 2	1 697
13	Engagements éligibles non subordonnés aux passifs exclus (sans clause d'antériorité, avant application de la limite) [2]	N/A
EU-13a	Engagements éligibles non subordonnés aux passifs exclus émis avant le 27 juin 2019 (avant application de la limite) [2]	N/A
14	Montant des engagements éligibles non subordonnés autorisés dans le cadre de l'utilisation de l'exemption de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR [2]	0
17	<b>Éléments d'engagements éligibles avant ajustements</b>	<b>26 176</b>
EU-17a	dont subordonnés	26 176
<b>Fonds propres et engagements éligibles : ajustements des éléments non liés aux fonds propres réglementaires</b>		
18	Fonds propres et éléments d'engagements éligibles avant ajustements	148 640
19	(Déduction des expositions entre groupes de résolution MPE)	N/A
20	(Déduction d'instruments d'engagements éligibles émis par d'autres EISm)	0
22	<b>FONDS PROPRES ET PASSIFS ELIGIBLES après ajustements</b>	<b>148 640</b>
EU-22a	dont fonds propres et passifs éligibles subordonnés	148 640
<b>Montant total d'exposition au risque (TREA) et mesure de l'exposition totale (TEM)</b>		
22	<b>Montant total d'exposition au risque (TREA) [3]</b>	<b>579 718</b>
23	<b>Mesure de l'exposition totale (TEM) [3]</b>	<b>1 777 738</b>
<b>Ratio de fonds propres et engagements éligibles</b>		
25	<b>Fonds propres et engagements éligibles (en pourcentage du TREA)</b>	<b>25,64%</b>
EU-25a	dont fonds propres et engagements éligibles subordonnés	25,64%
26	<b>Fonds propres et engagements éligibles (en pourcentage de la TEM)</b>	<b>8,36%</b>
EU-26a	dont fonds propres et engagements éligibles subordonnés	8,36%
27	CET1 (en pourcentage du TREA) disponible au niveau du groupe de résolution après respect de ses exigences [4]	9,64%
28	Exigence globale de coussins de fonds propres	3,53%
29	dont : coussin de conservation	2,50%
30	dont : coussin contracyclique spécifique à l'établissement	0,03%
31	dont : coussin applicable pour risque systémique	0,00%
EU-31a	dont : coussin applicable aux établissements d'importance systémique mondiale ou aux autres établissements d'importance systémique	1,00%
<b>Information additionnelle</b>		
EU-32	Montant total des engagements exclus définis à l'article 72 bis (2) CRR	voir note [5]

[1] Instruments de dette senior non préférée.

[2] Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

[3] Aux fins du calcul des ratios de résolution, le montant total d'exposition au risque (Total Exposure Risk Amount – TREA) du groupe de résolution est équivalent au montant des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets – RWA) du Groupe Crédit Agricole ; la mesure de l'exposition totale (Total Exposure Measure – TEM) du groupe de résolution est équivalente à l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure – LRE) du Groupe Crédit Agricole.

[4] CET1 disponible après le respect des exigences de Pilier 1, de Pilier 2 (P2R) et de résolution au 30/06/2021.

[5] Le montant total des engagements exclus définis à l'article 72 bis (2) CRR était de 764 162 millions d'euros au 31/12/2020.

Du rang le plus senior au plus junior, les éléments de TLAC du Groupe Crédit Agricole incluent des titres de dette senior non préférée, des titres subordonnés non reconnus en fonds propres prudeniels (part amortie prudeniellement), des instruments Tier 2, des éléments additionnels de catégorie 1 et des éléments de fonds propres de base de catégorie 1.

L'ensemble de ces éléments d'engagements éligibles et leurs caractéristiques peuvent être consultés

l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)" disponible sur le site internet : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/informations-financieres>.

Conformément au Règlement d'exécution (UE) 2021/763, le tableau ci-dessous détaille la ventilation des fonds propres et passifs éligibles au TLAC de l'entité de résolution Crédit Agricole S.A.

EU TLAC3 : hiérarchie des créanciers au niveau de l'entité de résolution Crédit Agricole SA						
30/06/2021 en m€		Hiérarchie en liquidation				Somme de 1 à 4
		1 (le plus junior)	2	3	4 (le plus senior)	
1	Description du rang en liquidation	Capitaux propres [1]	Dettes super subordonnées et subordonnées [2]	Autres dettes subordonnées de rang supérieur [3]	Dettes senior non préférées [4]	
2	<b>Fonds propres et engagements</b>	<b>53 387</b>	<b>25 510</b>	-	<b>27 292</b>	<b>106 189</b>
3	dont engagements exclus	0	0	-	0	0
4	Fonds propres et engagements, moins les passifs exclus	53 387	25 510	-	27 292	106 189
5	<b>Portion des fonds propres et engagements inscrits en ligne 4 qui respectent les critères d'éligibilité pour le respect du TLAC [5]</b>	<b>53 387</b>	<b>25 204</b>	-	<b>24 479</b>	<b>103 070</b>
6	ayant une maturité résiduelle ≥ 1 an et < 2 ans	0	1	-	3 168	3 169
7	ayant une maturité résiduelle ≥ 2 ans et < 5 ans	0	7 677	-	9 327	17 004
8	ayant une maturité résiduelle ≥ 5 ans et < 10 ans	0	8 484	-	10 497	18 981
9	ayant une maturité résiduelle ≥ 10 ans, à l'exception des titres à durée indéterminée	0	6 138	-	1 487	7 625
10	titres à durée indéterminée	53 387	2 904	-	0	56 291

[1] Capitaux propres hors Fonds pour risques bancaires généraux.

[2] Dettes subordonnées émises avant le 28/12/2020 qui sont ou qui ont été reconnues en Additional Tier 1 et Tier 2, ainsi que les dettes subordonnées émises depuis le 28/12/2020 reconnues totalement ou partiellement en Additional Tier 1 et Tier 2.

[3] Dettes subordonnées de rang supérieur au rang 2 visées par l'article L613-30-3-l-5<sup>e</sup> du Code Monétaire et financier émises après le 28/12/2020 qui sont totalement exclues des fonds propres. Ce rang résulte de la transposition de l'article 48(7) BRRD2 par l'Ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020.

[4] Dettes senior non préférées au sens de l'article L613-30-3-l-4<sup>e</sup> du Code monétaire et financier.

[5] Les passifs ayant une maturité résiduelle inférieure à un an ainsi que les passifs émis vis-à-vis d'entités appartenant au groupe de résolution ne sont pas retenus dans les engagements éligibles au TLAC

### 1.7.1.6 Ratio MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la directive européenne "Redressement et résolution des banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive – BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour prévenir la survenue de crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimum à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2)<sup>2</sup>.

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles, exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (*Total Liabilities and Own Funds*, TLOF) ou exprimé en actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets – RWA*). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes seniors non préférées et certaines dettes seniors préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

<sup>2</sup> Le Groupe est en attente des notifications sous BRRD2, compte tenu des délais de transposition de BRRD2 dans les Etats européens dans lesquels il opère.

Le ratio MREL sert à calibrer une exigence de passifs éligibles et ne préjuge pas des dettes qui seraient effectivement appelées à subir des pertes en cas de résolution.

**L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24%-25% des emplois pondérés et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8 % du TLOF.** Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 juin 2021, le Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL<sup>3</sup> estimé à environ 10 % du TLOF et 8,3 % hors dette senior préférée éligible. Exprimé en pourcentage des emplois pondérés, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ 31,5 % à fin juin 2021. Il s'établit à 25,6 % hors dette senior éligible, en hausse de 18 points de base sur les six premiers mois de l'année. L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,1 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 30/06/2021 et 4,1 points de pourcentage au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1<sup>e</sup> janvier 2022.

## 1.11 Adéquation du capital en vision interne

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est (ou peut être) exposé, le Groupe complète son dispositif d'adéquation du capital en vision réglementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP qui couvre également le programme de stress-tests afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité du Groupe.

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 5 *via* sa transposition dans la réglementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

L'ICAAP est avant tout un processus interne et il appartient à chaque établissement de le mettre en œuvre de manière proportionnée. La mise en œuvre, mais également l'actualisation de la démarche ICAAP à leur niveau, sont ainsi de la responsabilité de chaque filiale.

### Informations ICAAP (EU OVC)

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à

<sup>3</sup> Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe en matière de notation externe ;

- enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 30 juin 2021 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. Le Groupe mesure notamment le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque émetteur, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

Le Groupe s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne, vision interne des fonds propres, définie dans une approche en conglomérat étant donnée l'importance des activités d'assurance du Groupe et tenant compte du principe de continuité d'exploitation. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, le capital interne couvre plus de 180 % du besoin de capital économique au 30 juin 2021.

Les entités de Crédit Agricole S.A. soumises à la mesure du besoin de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure du besoin de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le besoin de capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

## 1.8 Annexe aux fonds propres prudentiels

### 1.12 Différence de traitement des expositions sous forme d'actions entre périmètre comptable et périmètre prudentiel

Type d'exposition	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Traitement prudentiel de ces participations par mise en équivalence, le Groupe étant reconnu "conglomérat financier" : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pondération des instruments de CET1 à 370 % (pour les entités non cotées) avec calcul de la perte anticipée (<i>expected loss</i>) à hauteur de 2,4 %, sous réserve de l'accord du superviseur ; à défaut, déduction des instruments de CET1 de la filiale du total des instruments CET1 du Groupe ;</li> <li>▪ déduction des instruments AT1 et <i>Tier 2</i> du total des instruments respectifs du Groupe.</li> </ul> <p>En contrepartie, comme les années précédentes, Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des exigences complémentaires en matière de fonds propres et de ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier.</p>
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en équivalence</li> <li>▪</li> <li>▪ Titres de participation dans les établissements de crédit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles.</li> <li>▪ Déduction des instruments AT1 et <i>Tier 2</i> de la catégorie d'instruments correspondante du Groupe.</li> </ul>
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres détenus à des fins de collecte et vente	Déduction des instruments CET1, AT1 et <i>Tier 2</i> , au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Participations ≤ 10 % dans un établissement d'importance systémique mondiale (G-SII)	Actifs financiers	Déduction des éléments d'engagements éligibles ou, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas en quantité suffisante, déduction des instruments <i>Tier 2</i> , au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1 (pour les établissements d'importance systémique mondiale).
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP ( <i>Asset-Backed Commercial Paper</i> )	Consolidation par intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

### 1.13 Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle

Les entités comptablement consolidées mais exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée sont essentiellement les sociétés d'assurance et quelques entités *ad hoc* mises en équivalence de façon prudentielle. Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle au 31 décembre 2013 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, conformément à la norme IFRS 11, restent consolidées de manière prudentielle par intégration proportionnelle. L'information sur ces entités

ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés "Périmètre de consolidation au 30 juin 2021".

## 2. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

### 2.1 Synthèse des emplois pondérés

#### 1.14 Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque (OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 579,7 milliards d'euros au 30 juin 2021 contre 562,1 milliards d'euros au 31 décembre 2020.

30/06/2021		Montants total d'exposition au risque RWA			Exigences totales de fonds propres
		30/06/2021	31/03/2021	31/12/2020	30/06/2021
<b>1</b>	<b>Risque de crédit (hors CCR)</b>	<b>477 144</b>	<b>468 334</b>	<b>463 920</b>	<b>38 171</b>
2	Dont: approche standard	138 596	131 843	136 040	11 088
3	Dont: approche NI simple (F-IRB)	91 691	94 137	93 478	7 335
4	Dont: approche par référencement	-	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	72 527	71 379	71 814	5 802
5	Dont: approche NI avancée (A-IRB)	167 705	164 703	156 478	13 416
<b>6</b>	<b>Risque de crédit de contrepartie - CCR</b>	<b>24 885</b>	<b>23 875</b>	<b>22 914</b>	<b>1 991</b>
7	Dont: approche standard <sup>(1)</sup>	5 226	3 715	3 950	418
8	Dont: méthode du modèle interne (IMM)	10 379	10 581	10 301	830
EU 8a	Dont: expositions sur une CCP	437	335	348	35
EU 8b	Dont: ajustement de la valeur de crédit - CVA	4 874	4 568	4 563	390
9	Dont autres CCR	3 969	4 676	3 752	318
<b>15</b>	<b>Risque de règlement</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
<b>16</b>	<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)</b>	<b>9 449</b>	<b>9 505</b>	<b>8 736</b>	<b>756</b>
17	Dont approche SEC-IRBA	3 212	3 305	2 370	257
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	4 994	5 026	5 214	400
19	Dont approche SEC-SA	1 243	1 174	1 152	99
EU 19a	Dont 1250%	-	-	-	-
<b>20</b>	<b>Risques de position, de change et de matières premières (risque de marché)</b>	<b>10 324</b>	<b>10 309</b>	<b>10 026</b>	<b>826</b>
21	Dont: approche standard	5 332	4 917	4 693	427
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	4 993	5 392	5 333	399
<b>EU 22a</b>	<b>Grands risques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>23</b>	<b>Risque opérationnel</b>	<b>57 915</b>	<b>56 069</b>	<b>56 462</b>	<b>4 633</b>
EU 23a	Dont: approche élémentaire	-	-	-	-
EU 23b	Dont: approche standard	12 695	10 779	11 349	1 016
EU 23c	Dont: approche par mesure avancée	45 220	45 290	45 114	3 618
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250%)	11 402	10 180	11 633	912
<b>29</b>	<b>TOTAL</b>	<b>579 718</b>	<b>568 097</b>	<b>562 059</b>	<b>46 377</b>

(1) Avec l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30/06/2021, les expositions sur les dérivés auparavant modélisées en méthode CEM sont dorénavant évaluées en approche standard SA-CCR.

## 1.15 Information sectorielle par secteur opérationnel

30/06/2021	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB <sup>(1)</sup>	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Banque de proximité en France	42 392	21 672	165 669	-	229 734	328	23 752	39	253 854
Banque de proximité à l'international	37 553	1 229	8 207	-	46 989	105	5 295	291	52 679
Gestion de l'épargne et Assurances	7 449	47 699	895	-	56 043	672	7 016	75	63 806
Services financiers spécialisés	31 850	1 349	17 969	-	51 167	54	3 982	2	55 205
Grandes Clientèles	18 534	1 301	84 316	187	104 338	3 714	17 065	6 407	131 525
Activités hors métiers	7 378	5 903	5 052	-	18 333	-	805	3 511	22 649
<b>TOTAL EMPLOIS PONDERES</b>	<b>145 157</b>	<b>79 152</b>	<b>282 107</b>	<b>187</b>	<b>506 605</b>	<b>4 874</b>	<b>57 915</b>	<b>10 324</b>	<b>579 718</b>

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

31/12/2020	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB <sup>(1)</sup>	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Banque de proximité en France	41 424	19 050	167 601	-	228 076	251	23 843	46	252 215
Banque de proximité à l'international	33 836	977	4 244	3	39 060	6	4 230	74	43 370
Gestion de l'épargne et Assurances	6 538	49 779	768	-	57 086	343	7 275	60	64 763
Services financiers spécialisés	32 546	1 189	17 815	-	51 549	21	3 413	2	54 985
Grandes Clientèles	19 884	1 246	75 930	344	97 404	3 943	16 978	6 701	125 026
Activités hors métiers	6 911	5 683	5 239	-	17 832	-	724	3 143	21 699
<b>TOTAL EMPLOIS PONDERES</b>	<b>141 139</b>	<b>77 924</b>	<b>271 597</b>	<b>348</b>	<b>491 007</b>	<b>4 563</b>	<b>56 462</b>	<b>10 026</b>	<b>562 059</b>

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

## 1.16 Évolution des emplois pondérés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole au 1er semestre 2021 :

	31/12/2020	Change	Variation organique et actions d'optimisation	VME Assurances	Périmètre	Méthode et réglementation	Total variation 2021	30/06/2021
<i>(en millions d'euros)</i>								
Risque de crédit	491 007	1 659	5 669	(2 173)	6 177	4 265	15 597	506 604
<i>dont Risque actions</i>	77 924	-	3 181	(2 173)	220	-	1 228	79 152
CVA	4 563	-	262	-	49	-	311	4 874
Risque de marché	10 026	-	287	-	12	-	298	10 324
Risque opérationnel	56 462	-	514	-	939	-	1 452	57 915
<b>TOTAL</b>	<b>562 059</b>	<b>1 659</b>	<b>6 732</b>	<b>(2 173)</b>	<b>7 176</b>	<b>4 265</b>	<b>17 659</b>	<b>579 718</b>

Les emplois pondérés s'établissent à 580 milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 18 milliards d'euros (soit +3,1 %) au 1<sup>er</sup> semestre, en raison notamment :

- De la croissance des métiers (+8,3 milliards d'euros dont +1,7 milliard d'effet change), notamment des pôles Banque de Proximité (+4 milliards d'euros) et la Grande clientèle (+3,5 milliards d'euros);
- D'effets méthodologiques et de réglementation (+4,3 milliards d'euros), en lien avec la mise en place du règlement CRR2 (+3,2 milliards d'euros) et la revue des modèles internes chez CACIB et LCL (+1,2 milliards d'euros);
- De la baisse de la Valeur de Mise en Equivalence de la participation dans les Assurances pour -2,2 milliards d'euros;
- D'un effet périmètre (+7,2 milliards d'euros) lié principalement à l'acquisition de la société Credito Valtellinese S.P.A (+8,5 milliards d'euros) par Crédit Agricole Italie et à la cession de la filiale Bankoa de la Caisse Régionale Pyrénées Gascogne (-1,4 milliard d'euro).

## 2.2 Risque de crédit et de contrepartie

### 2.2.1 Présentation générale du risque de crédit et de contrepartie

#### 2.2.1.1 Expositions par type de risque

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du groupe Crédit Agricole au risque global (crédit, contrepartie, dilution et règlement livraison) par catégorie d'exposition, pour les approches standard et notations internes au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

Les 16 catégories d'expositions en standard sont regroupées afin d'assurer une présentation homogène avec les expositions IRB.

## EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON) AU 30 JUIN 2021

30/06/2021	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>													
Administrations centrales et banques centrales	109,2	111,0	110,9	7,5	327,7	350,6	347,7	2,7	436,9	461,6	458,6	10,2	0,8
Etablissements	40,6	56,0	53,6	9,1	108,7	119,6	110,2	17,4	149,3	175,5	163,8	26,5	2,1
Entreprises	157,1	136,8	105,7	82,1	431,1	383,8	324,2	151,5	588,2	520,6	429,9	233,6	18,7
Clientèle de détail	43,6	40,2	37,3	22,9	700,1	700,1	701,6	102,3	743,7	740,4	738,9	125,2	10,0
Crédits aux particuliers	29,0	27,4	25,6	16,2	557,0	557,0	557,7	66,7	586,0	584,4	583,3	82,9	6,6
dont garantis par une sûreté immobilière	9,4	9,1	9,0	3,8	418,0	418,0	418,0	36,9	427,3	427,1	427,0	40,7	3,3
dont renouvelables	2,7	2,6	1,2	0,9	19,7	19,7	19,9	4,1	22,4	22,3	21,1	5,1	0,4
dont autres	16,9	15,8	15,4	11,4	119,3	119,3	119,9	25,6	136,2	135,1	135,2	37,1	3,0
Crédits aux Petites et moyennes entités	14,6	12,8	11,7	6,7	143,1	143,1	143,9	35,6	157,7	155,9	155,6	42,4	3,4
dont garantis par une sûreté immobilière	0,8	0,8	0,6	0,3	25,5	25,5	25,5	6,5	26,3	26,2	26,1	6,7	0,5
dont autres crédits	13,8	12,0	11,1	6,5	117,6	117,6	118,4	29,1	131,5	129,7	129,5	35,6	2,9
Actions	1,4		1,4	1,7	20,9		20,8	72,5	22,3		22,2	74,2	5,9
Titrisations	5,7		4,4	1,2	44,0		44,0	8,2	49,7		48,4	9,4	0,8
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	25,9		25,7	20,7	-		-	-	25,9		25,7	20,7	1,7
<b>TOTAL</b>	<b>383,5</b>		<b>339,1</b>	<b>145,2</b>	<b>1 632,5</b>		<b>1 548,3</b>	<b>354,6</b>	<b>2 015,9</b>		<b>1 887,5</b>	<b>499,8</b>	<b>40,0</b>

(1) Exposition brute initiale

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC)

## EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÉGLEMENT LIVRAISON) AU 31 DÉCEMBRE 2020

31/12/2020	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>													
Administrations centrales et banques centrales	96,6	98,3	98,2	7,6	286,8	310,0	307,3	2,7	383,4	408,3	405,5	10,3	0,8
Etablissements	38,6	51,7	49,2	8,1	110,7	116,7	113,3	17,7	149,3	168,4	162,5	25,7	2,1
Entreprises	160,5	139,6	107,5	79,4	420,1	382,3	317,5	142,2	580,5	521,9	425,0	221,6	17,7
Clientèle de détail	43,1	39,8	36,7	22,6	672,0	672,0	673,8	101,5	715,1	711,8	710,5	124,1	9,9
Crédits aux particuliers	29,1	27,4	25,5	16,1	535,0	535,0	535,5	66,9	564,0	562,4	561,0	83,0	6,6
dont garantis par une sûreté immobilière	10,0	9,7	9,6	4,1	399,9	399,9	399,9	37,0	409,9	409,6	409,5	41,1	3,3
dont renouvelables	3,1	2,9	1,4	1,1	19,8	19,8	19,7	4,1	22,9	22,7	21,1	5,2	0,4
dont autres	16,0	14,8	14,4	10,9	115,3	115,3	115,9	25,7	131,2	130,1	130,4	36,7	2,9
Crédits aux Petites et moyennes entités	14,0	12,4	11,2	6,5	137,0	137,0	138,2	34,6	151,1	149,5	149,5	41,1	3,3
dont garantis par une sûreté immobilière	0,6	0,5	0,5	0,2	23,7	23,7	23,7	6,3	24,2	24,2	24,2	6,5	0,5
dont autres crédits	13,5	11,9	10,7	6,2	113,3	113,3	114,6	28,3	126,8	125,2	125,3	34,5	2,8
Actions	1,2	-	1,2	1,5	20,5	-	20,5	71,9	21,7	-	21,7	73,3	5,9
Titrisations	5,5	-	4,3	1,2	40,6	-	40,6	7,6	46,1	-	44,9	8,7	0,7
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	27,0	-	26,9	20,9	-	-	-	-	27,0	-	26,9	20,9	1,7
<b>TOTAL</b>	<b>372,4</b>	<b>-</b>	<b>323,9</b>	<b>141,1</b>	<b>1 550,7</b>	<b>-</b>	<b>1 473,0</b>	<b>343,5</b>	<b>1 923,1</b>	<b>-</b>	<b>1 796,9</b>	<b>484,6</b>	<b>38,8</b>

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Mesurés en exposition brute, les encours globaux du Groupe enregistrent une hausse de + 4,8% reflétant la dynamique commerciale favorable observée sur les principaux métiers.

Le principal portefeuille demeure la catégorie Clientèle de détail avec un montant global d'exposition brute de 743,7 milliards d'euros à fin juin 2021 contre 715,1 milliards à fin 2020.

Le portefeuille "Administrations centrales et banques centrales" progresse de 13,96% en raison principalement de l'accroissement des dépôts auprès de banques centrales.

La densité des emplois pondérés (définie comme le ratio emplois pondérés/EAD) s'élève à 17% en moyenne pour la clientèle de détail et à 54% pour le portefeuille Entreprises au 30 juin 2021.

## QUALITE DE CREDIT DES EXPOSITIONS RENEGOCIEES (CQ1)

30/06/2021

		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
(en millions d'euros)									
005	Solde de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	7 704	8 644	8 322	8 322	(632)	(3 594)	8 002	2 764
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	22	9	5	5	(1)	(4)	-	-
040	Etablissements de crédit	-	45	45	45	-	(26)	-	-
050	Autres entreprises financières	101	160	154	154	(12)	(89)	87	22
060	Entreprises non financières	5 263	5 665	5 517	5 517	(458)	(2 350)	5 627	2 005
070	Ménages	2 318	2 765	2 601	2 601	(161)	(1 125)	2 287	736
080	Titres de créance	-	5	5	1	-	(1)	-	-
090	Engagements de prêts donnés	242	190	186	186	(18)	(28)	127	71
100	<b>TOTAL</b>	<b>7 946</b>	<b>8 838</b>	<b>8 513</b>	<b>8 509</b>	<b>(649)</b>	<b>(3 623)</b>	<b>8 129</b>	<b>2 836</b>

31/12/2020

		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
(en millions d'euros)									
005	Solde de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	6 326	7 983	7 138	7 138	(549)	(3 419)	6 939	2 474
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	24	11	3	3	(1)	(3)	-	-
040	Etablissements de crédit	-	45	45	45	-	(26)	-	-
050	Autres entreprises financières	80	127	114	114	(8)	(76)	73	24
060	Entreprises non financières	4 018	4 909	4 494	4 494	(378)	(2 084)	4 634	1 627
070	Entreprises non financières	2 204	2 890	2 482	2 482	(162)	(1 229)	2 232	824
080	Titres de créance	-	1	1	1	-	(1)	-	-
090	Engagements de prêts donnés	354	162	150	150	(22)	(34)	99	33
100	<b>TOTAL</b>	<b>6 681</b>	<b>8 145</b>	<b>7 289</b>	<b>7 289</b>	<b>(571)</b>	<b>(3 454)</b>	<b>7 039</b>	<b>2 508</b>

## EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (CR1)

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sortie partielle du bilan cumulée	Sûretés reçues et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3				
<b>30/06/2021</b> (en millions d'euros)																
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	243 380	243 380	-	16		16	(2)	(2)		(16)		(16)		68	
010	Prêts et avances	1 101 364	1 020 283	80 882	24 650	306	24 333	(7 099)	(2 582)	(4 517)	(13 819)	(47)	(13 772)		606 209	6 828
020	<i>Banques centrales</i>	609	609					-	-							
030	<i>Administrations publiques</i>	41 647	40 799	848	81	3	78	(34)	(28)	(6)	(44)	-	(44)		3 679	22
040	<i>Etablissements de crédit</i>	86 974	86 915	59	406		406	(35)	(35)	-	(353)		(353)		351	
050	<i>Autres sociétés financières</i>	32 153	30 622	1 508	790	6	784	(311)	(154)	(158)	(596)	(1)	(595)		9 751	57
060	<i>Sociétés non financières</i>	380 592	327 517	53 039	14 064	145	13 917	(4 284)	(1 463)	(2 821)	(8 029)	(22)	(8 007)		183 737	4 194
070	<i>Dont PME</i>	193 368	167 053	26 280	8 175	126	8 049	(3 013)	(1 050)	(1 962)	(4 865)	(22)	(4 843)		103 452	2 020
080	<i>Ménages</i>	559 389	533 821	25 429	9 309	152	9 148	(2 435)	(902)	(1 532)	(4 797)	(24)	(4 774)		408 691	2 556
090	Encours des titres de créance	164 644	153 142	1 376	107	-	87	(88)	(76)	(11)	(82)		(82)		2 780	2
100	<i>Banques centrales</i>	5 137	4 634	503				(5)	(3)	(2)						
110	<i>Administrations publiques</i>	79 224	78 928	296				(44)	(41)	(3)					1 843	
120	<i>Etablissements de crédit</i>	40 701	40 334	8	5		5	(22)	(22)	-	(5)		(5)		560	
130	<i>Autres sociétés financières</i>	22 917	13 027	429	14		-	(4)	(4)	(1)	-				100	2
140	<i>Sociétés non financières</i>	16 664	16 219	140	88	-	82	(13)	(7)	(5)	(77)		(77)		278	
150	Expositions hors bilan	802 149	785 380	16 769	4 044	41	4 003	(1 248)	(542)	(706)	(557)	(8)	(548)		38 042	225
160	<i>Banques centrales</i>	300 871	300 871					-	-							
170	<i>Administrations publiques</i>	43 966	43 248	719	-		-	(7)	(4)	(3)					1 941	
180	<i>Etablissements de crédit</i>	101 232	101 204	28	23		23	(5)	(5)	-	(25)		(25)		150	-
190	<i>Autres sociétés financières</i>	77 208	76 955	253	2 293	-	2 293	(63)	(42)	(21)	(24)	-	(23)		1 561	2
200	<i>Sociétés non financières</i>	232 995	218 012	14 983	1 605	19	1 587	(1 034)	(413)	(620)	(458)	(2)	(456)		23 099	212
210	<i>Ménages</i>	45 876	45 090	786	122	22	100	(139)	(78)	(62)	(51)	(6)	(45)		11 290	11
220	<b>TOTAL</b>	<b>2 311 536</b>	<b>2 202 186</b>	<b>99 027</b>	<b>28 817</b>	<b>348</b>	<b>28 439</b>	<b>(8 436)</b>	<b>(3 202)</b>	<b>(5 234)</b>	<b>(14 473)</b>	<b>(55)</b>	<b>(14 418)</b>		<b>647 100</b>	<b>7 055</b>

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sortie partielle du bilan cumulée		Sûretés reçues et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions					Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
			Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3				
<b>31/12/2020</b>																	
<i>(en millions d'euros)</i>																	
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	201 146	201 146	-	15		15	(1)	(1)		(15)		(15)			3 228	
010	Prêts et avances	1 052 629	980 923	71 513	25 104	1 209	23 881	(6 665)	(2 427)	(4 238)	(13 474)	(142)	(13 332)			563 092	6 825
020	Banques centrales	461	461					-	-							-	
030	Administrations publiques	42 090	41 271	819	106	8	98	(20)	(14)	(6)	(47)	0	(47)			545	-
040	Etablissements de crédit	80 439	80 378	61	393	0	393	(29)	(29)	-	(343)		(343)			98	
050	Autres sociétés financières	30 706	29 296	1 386	738	14	723	(328)	(158)	(169)	(566)	(3)	(563)			9 516	65
060	Sociétés non financières	361 471	318 234	43 209	14 137	669	13 462	(3 972)	(1 423)	(2 549)	(7 590)	(83)	(7 507)			171 010	3 953
070	Dont PME	186 887	165 379	21 481	8 130	465	7 665	(2 783)	(1 038)	(1 745)	(4 802)	(65)	(4 737)			100 596	2 253
080	Ménages	537 461	511 283	26 038	9 731	518	9 204	(2 317)	(803)	(1 513)	(4 928)	(57)	(4 871)			381 922	2 807
090	Encours des titres de créance	162 775	148 164	1 096	105	0	86	(78)	(67)	(11)	(81)	0	(81)			2856	2
100	Banques centrales	5 428	5 049	379				(6)	(4)	(2)							
110	Administrations publiques	75 079	74 749	330	-			(40)	(36)	(4)						1866	
120	Etablissements de crédit	40 342	40 005	5	5		5	(18)	(18)	0	(5)		(5)			557	
130	Autres sociétés financières	26 325	13 256	314	12		-	(4)	(3)	(1)	0		0			107	2
140	Sociétés non financières	15 601	15 105	68	88	0	81	(11)	(7)	(4)	(76)	0	(76)			325	
150	Expositions hors bilan	734 294	719 750	14 544	3 917	71	3 847	(1 134)	(521)	(613)	(521)	(7)	(515)			34 296	289
160	Banques centrales	288 250	288 250					-	-								
170	Administrations publiques	15 257	14 504	753	0	0	0	(4)	(2)	(2)	-1		-1			1 478	
180	Etablissements de crédit	102 861	102 828	32	23		23	(5)	(4)	(1)	(25)		(25)			192	0
190	Autres sociétés financières	70 706	70 426	280	2 179	0	2 179	(44)	(30)	(14)	(33)		(33)			2 107	2
200	Sociétés non financières	213 149	200 531	12 619	1 579	38	1 541	(930)	(399)	(531)	(418)	-2	(417)			19 713	275
210	Ménages	44 071	43 210	860	136	32	104	(151)	(86)	(65)	(44)	(5)	(39)			10 806	12
220	<b>TOTAL</b>	<b>2 150 845</b>	<b>2 049 984</b>	<b>87 154</b>	<b>29 142</b>	<b>1 280</b>	<b>27 829</b>	<b>(7 877)</b>	<b>(3 016)</b>	<b>(4 861)</b>	<b>(14 092)</b>	<b>(149)</b>	<b>(13 943)</b>			<b>603 472</b>	<b>7 116</b>

## SURETES OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXECUTION (CQ7)

		Sûretés obtenues par prise de possession		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur lors de la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur lors de la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
		30/06/2021		31/12/2020	
<i>(en millions d'euros)</i>					
010	Immobilisations corporelles	3	-	3	0
020	Autres qu'immobilisations corporelles	248	(146)	247	(151)
030	<i>Biens immobiliers résidentiels</i>	36	(13)	39	(14)
040	<i>Biens immobiliers commerciaux</i>	72	(39)	79	(40)
050	<i>Biens meubles (automobiles, navires, etc.)</i>	135	(93)	124	(95)
060	<i>Actions et titres de créance</i>				
070	<i>Autres sûretés</i>	5	(1)	5	(1)
080	<b>TOTAL</b>	<b>251</b>	<b>(146)</b>	<b>250</b>	<b>-151</b>

## QUALITÉ DES EXPOSITIONS NON PERFORMANTES PAR SITUATION GÉOGRAPHIQUE (CQ4)

30/06/2021	Valeur comptable brute/montant nominal				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
			Dont non performantes	Dont soumises à dépréciation			
			Dont en défaut				
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Expositions au bilan</b>	<b>1 290 765</b>	<b>24 757</b>	<b>24 425</b>	<b>1 280 410</b>	<b>(21 087)</b>		-
<b>Europe</b>	<b>1 178 185</b>	<b>21 520</b>	<b>21 245</b>	<b>1 167 934</b>	<b>(18 825)</b>		-
France	933 244	14 643	14 394	924 095	(13 398)		-
Italie	110 194	5 002	5 000	110 001	(3 746)		-
Allemagne	26 883	334	334	26 879	(320)		-
Luxembourg	17 639	81	81	16 962	(134)		-
Royaume uni	13 760	82	82	13 760	(110)		-
Espagne	8 611	187	185	8 610	(173)		-
Suisse	11 019	127	127	11 015	(69)		-
Pays-Bas	10 931	80	80	10 930	(60)		-
Pologne	9 151	420	399	9 003	(401)		-
Autres pays Europe	36 753	562	562	36 680	(414)		-
<b>Asie et Océanie</b>	<b>44 392</b>	<b>508</b>	<b>508</b>	<b>44 373</b>	<b>(276)</b>		-
Japon	9 211	224	224	9 211	(77)		-
Autres Asie et Océanie	35 181	284	284	35 161	(199)		-
<b>Amerique du nord</b>	<b>29 314</b>	<b>228</b>	<b>228</b>	<b>29 270</b>	<b>(256)</b>		-
Etats-Unis	22 686	178	178	22 643	(196)		-
Autres Amérique du nord	6 627	50	50	6 627	(59)		-
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>11 126</b>	<b>1 269</b>	<b>1 269</b>	<b>11 125</b>	<b>(724)</b>		-
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>23 735</b>	<b>1 233</b>	<b>1 176</b>	<b>23 695</b>	<b>(1 005)</b>		-
<b>Reste du monde</b>	<b>4 013</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 013</b>	<b>(1)</b>		-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>806 193</b>	<b>4 044</b>	<b>4 003</b>			<b>1 804</b>	
<b>Europe</b>	<b>704 176</b>	<b>3 808</b>	<b>3 803</b>			<b>1 504</b>	
France	571 776	925	920			1 155	
Italie	29 451	2 269	2 269			87	
Allemagne	12 380	21	21			37	
Luxembourg	11 168	-	-			10	
Royaume uni	21 776	-	-			31	
Espagne	5 602	69	69			27	
Suisse	8 952	2	2			6	
Pays-Bas	7 951	482	482			84	
Pologne	1 462	14	14			11	
Autres pays Europe	33 658	25	25			56	
<b>Asie et Océanie</b>	<b>22 391</b>	<b>21</b>	<b>21</b>			<b>17</b>	
<b>Amerique du nord</b>	<b>62 055</b>	<b>20</b>	<b>20</b>			<b>188</b>	
Etats-Unis	57 489	10	10			178	
Autres Amérique du nord	4 566	10	10			9	
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>5 112</b>	<b>101</b>	<b>101</b>			<b>51</b>	
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>9 783</b>	<b>95</b>	<b>58</b>			<b>45</b>	
<b>Reste du monde</b>	<b>2 675</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			<b>-</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 096 958</b>	<b>28 802</b>	<b>28 428</b>	<b>1 280 410</b>	<b>(21 087)</b>	<b>1 804</b>	<b>-</b>

31/12/2020	Valeur comptable brute/montant nominal				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation			
			Dont en défaut				
(en millions d'euros)							
<b>Expositions au bilan</b>	<b>1 441 775</b>	<b>25 225</b>	<b>23 992</b>	<b>1 428 035</b>	<b>(20 314)</b>		-
<b>Europe</b>	<b>1 307 331</b>	<b>21 570</b>	<b>20 777</b>	<b>1 293 688</b>	<b>(18 045)</b>		-
France	1 054 144	15 390	14 623	1 041 385	(13 392)		-
Italie	98 203	4 290	4 281	98 166	(2 918)		-
Allemagne	28 264	325	325	28 260	(317)		-
Luxembourg	27 934	68	68	27 339	(135)		-
Royaume uni	14 985	143	143	14 985	(180)		-
Espagne	11 779	193	189	11 754	(161)		-
Suisse	14 108	176	176	14 104	(70)		-
Pays-Bas	11 983	113	113	11 958	(67)		-
Pologne	8 975	338	328	8 825	(378)		-
Autres pays d'Europe	36 957	534	532	36 912	(427)		-
<b>Asie et Océanie</b>	<b>61 205</b>	<b>540</b>	<b>540</b>	<b>61 205</b>	<b>(297)</b>		-
Japon	26 714	231	231	26 714	(82)		-
Autres Asie et Océanie	34 491	309	309	34 491	(215)		-
<b>Amerique du nord</b>	<b>35 940</b>	<b>302</b>	<b>302</b>	<b>35 873</b>	<b>(267)</b>		-
Etats-Unis	29 657	270	270	29 590	(225)		-
Autres Amérique du nord	6 283	32	32	6 283	(43)	-	-
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>10 355</b>	<b>1 212</b>	<b>1 212</b>	<b>10 354</b>	<b>(693)</b>		-
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>22 847</b>	<b>1 602</b>	<b>1 161</b>	<b>22 817</b>	<b>(1 011)</b>		-
<b>Reste du monde</b>	<b>4 097</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 097</b>	<b>(1)</b>	-	-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>738 211</b>	<b>3 917</b>	<b>3 847</b>			<b>1 655</b>	
<b>Europe</b>	<b>650 674</b>	<b>3 701</b>	<b>3 688</b>			<b>1 421</b>	
France	548 885	886	873			1 117	
Italie	21 620	2 162	2 162			91	
Allemagne	11 267	22	22			31	
Luxembourg	9 925	-	-			7	
Royaume uni	22 484	-	-			21	
Espagne	5 005	116	116			25	
Suisse	7 873	3	3			14	
Pays-Bas	6 550	484	484			62	
Pologne	1 558	5	5			12	
Autres pays d'Europe	15 507	24	24			41	
<b>Asie et Océanie</b>	<b>20 742</b>	<b>37</b>	<b>37</b>			<b>17</b>	
<b>Amerique du nord</b>	<b>50 713</b>	<b>56</b>	<b>56</b>			<b>142</b>	
Etats-Unis	46 035	46	46			126	
Autres Amérique du nord	4 678	9	9			17	
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>4 544</b>	<b>19</b>	<b>19</b>			<b>36</b>	
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>8 709</b>	<b>104</b>	<b>46</b>			<b>39</b>	
<b>Reste du monde</b>	<b>2 830</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			<b>-</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 179 987</b>	<b>29 142</b>	<b>27 838</b>	<b>1 428 035</b>	<b>(20 314)</b>	<b>1 655</b>	<b>-</b>

L'état CQ4 (qualité des expositions non performantes par situation géographique) remplace l'état RC1-C (qualité de crédit des expositions par zone géographique) dans le cadre de l'application de CRR2.

L'état CQ4 distingue le bilan du Hors Bilan contrairement au RC1-C.

Sur l'état CQ4, la trésorerie, comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue ont été sortis du périmètre de la ligne des expositions au Bilan pour suivre la présentation FINREP 2021 qui a changé à partir du 30/06/21.

## QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES ACCORDÉS À DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (CQ5)

30/06/2021

		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
			Dont non performantes				
			Dont en défaut	Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
<i>(en millions d'euros)</i>							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	34 277	1 237	1 204	34 276	(1 354)	-
020	Industries extractives	11 065	152	152	11 065	(136)	-
030	Industrie manufacturière	62 818	2 036	2 018	62 804	(1 591)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	17 333	195	194	17 333	(211)	-
050	Production et distribution d'eau	2 493	59	59	2 493	(47)	-
060	Construction	14 592	1 256	1 254	14 592	(940)	-
070	Commerce	50 034	1 926	1 914	50 034	(1 633)	-
080	Transport et stockage	27 222	1 598	1 598	27 222	(759)	-
090	Hébergement et restauration	12 968	905	873	12 968	(971)	-
100	Information et communication	12 330	170	170	12 330	(121)	-
105	Activités financières et d'assurance	22 318	532	532	22 309	(463)	-
110	Activités immobilières	74 377	1 832	1 799	74 365	(1 841)	-
120	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22 202	916	913	22 201	(841)	-
130	Activités de services administratifs et de soutien	11 759	402	401	11 759	(297)	-
140	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	1 900	31	31	1 900	(22)	-
150	Enseignement	512	20	20	512	(19)	-
160	Santé humaine et action sociale	5 439	137	137	5 439	(94)	-
170	Arts, spectacles et activités récréatives	1 779	132	131	1 779	(97)	-
180	Autres services	9 238	528	520	9 236	(877)	-
<b>190</b>	<b>TOTAL</b>	<b>394 656</b>	<b>14 064</b>	<b>13 919</b>	<b>394 618</b>	<b>(12 313)</b>	<b>-</b>

31/12/2020

		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
			Dont non performantes	Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
							Dont en défaut
<i>(en millions d'euros)</i>							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	32 740	1 266	1 206	32 738	(1 152)	-
020	Industries extractives	11 235	264	260	11 235	(180)	-
030	Industrie manufacturière	60 788	2 263	2 157	60 774	(1 747)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	16 218	260	220	16 218	(236)	-
050	Production et distribution d'eau	2 350	43	39	2 350	(44)	-
060	Construction	13 937	1 197	1 108	13 937	(899)	-
070	Commerce	49 837	2 046	1 934	49 837	(1 635)	-
080	Transport et stockage	26 123	1 656	1 637	26 122	(807)	-
090	Hébergement et restauration	11 927	738	688	11 927	(842)	-
100	Information et communication	10 484	182	165	10 484	(149)	-
105	Activités financières et d'assurance	22 322	615	611	22 315	(550)	-
110	Activités immobilières	70 044	1 918	1 851	70 036	(1 823)	-
120	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 635	742	718	21 635	(742)	-
130	Activités de services administratifs et de soutien	10 933	311	305	10 933	(243)	-
140	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	1 648	10	9	1 648	(10)	-
150	Enseignement	511	21	18	511	(24)	-
160	Santé humaine et action sociale	5 603	136	130	5 603	(103)	-
170	Arts, spectacles et activités récréatives	1 665	100	96	1 665	(85)	-
180	Autres services	5 608	369	314	5 606	(292)	-
<b>190</b>	<b>TOTAL</b>	<b>375 607</b>	<b>14 137</b>	<b>13 467</b>	<b>375 574</b>	<b>(11 561)</b>	<b>-</b>

L'état CQ5 (qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité) remplace l'état RC1-B (qualité des expositions de crédit par secteur ou type de contrepartie) dans le cadre de l'application de CRR2.

L'état CQ5 n'inclut pas les établissements financiers, le retail ainsi que le hors bilan contrairement au RC1-B.

## ÉCHÉANCE DES EXPOSITIONS (CR1-A)

		Valeurs nettes d'exposition					
		A vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
<i>(en millions d'euros)</i>							
1	Prêts et avances	-	381 223	423 565	429 691	3 392	1 237 871
2	Titres de créances	-	45 847	80 875	54 487	9 476	190 685
<b>3</b>	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>427 070</b>	<b>504 440</b>	<b>484 178</b>	<b>12 869</b>	<b>1 428 556</b>

## 2.2.2 Risque de crédit

### 2.2.1.1 Expositions en approche standard

#### APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ARC (CR4)

30/06/2021

Catégories d'expositions

(en millions d'euros)

		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité de RWA	
		Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	RWA	Densité de RWA (%)
1	Administration centrales ou banques centrales	96 996	755	98 822	673	7 459	7,50%
2	Administration régionales ou locales	952	92	1 105	60	170	14,59%
3	Entités du secteur public	4 135	57	4 315	39	187	4,30%
4	Banques multilatérales de développement	467	5	473	1	27	5,73%
5	Organisations internationales	1 109	-	1 109	-	-	-
6	Banques (établissements)	20 631	5 360	35 767	3 045	6 664	17,17%
7	Entreprises	81 574	30 025	64 270	11 197	63 127	83,65%
8	Clientèle de détail	28 255	3 467	26 381	764	18 194	67,02%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	13 091	315	12 960	104	5 516	42,22%
10	Expositions en défaut	1 804	107	1 584	51	2 004	122,61%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	1 681	703	1 603	339	2 913	150,00%
12	Obligations garanties	923	-	923	-	92	10,00%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	13 295	18 858	13 295	6 977	9 935	49,01%
15	Actions	1 405	1	1 405	1	1 665	118,44%
16	Autres éléments	25 720	4	25 720	4	20 643	80,25%
17	<b>TOTAL</b>	<b>292 039</b>	<b>59 748</b>	<b>289 733</b>	<b>23 254</b>	<b>138 596</b>	<b>44,28%</b>

## APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ARC (CR4)

31/12/2020

Catégories d'expositions

(en millions d'euros)

		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité de RWA	
		Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	RWA	Densité de RWA (%)
1	Administration centrales ou banques centrales	85 499	116	87 205	35	7 609	8,72%
2	Administration régionales ou locales	966	87	1 107	57	142	12,18%
3	Entités du secteur public	3 807	40	3 964	26	163	4,10%
4	Banques multilatérales de développement	361	2	369	-	21	5,58%
5	Organisations internationales	1 116	-	1 116	-	-	-
6	Banques (établissements)	20 378	5 786	35 326	3 352	6 511	16,83%
7	Entreprises	81 877	30 837	64 787	11 776	63 808	83,34%
8	Clientèle de détail	26 925	3 883	25 257	797	17 661	67,79%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	12 228	178	12 082	84	5 149	42,32%
10	Expositions en défaut	2 020	93	1 728	38	2 117	119,86%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	1 737	668	1 677	318	2 993	150,00%
12	Obligations garanties	664	-	664	-	140	21,13%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	16 364	18 989	16 364	6 229	7 391	32,71%
15	Actions	1 220	6	1 220	6	1 450	118,30%
16	Autres éléments	26 843	6	26 843	6	20 885	77,79%
17	<b>TOTAL</b>	<b>282 004</b>	<b>60 691</b>	<b>279 709</b>	<b>22 724</b>	<b>136 040</b>	<b>44,98%</b>

## APPROCHE STANDARD DES EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (CR5)

30/06/2021		Pondération des risques																
Catégories d'expositions		0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%	Autres	Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée
		<i>(en millions d'euros)</i>																
1	Administrations centrales ou banques centrales	94 197	-	-	-	8	-	-	-	-	3 846	-	1 445	-	-	-	99 495	99 494
2	Administrations régionales ou locales	315	-	-	-	850	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 165	1 165
3	Entités du secteur public	3 687	-	-	-	581	-	30	-	-	56	-	-	-	-	-	4 354	4 274
4	Banques multilatérales de développement	338	-	-	-	135	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	474	474
5	Organisations internationales	1 109	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 109	1 109
6	Banques (établissements)	15 180	5 904	-	-	10 957	-	4 862	-	-	1 881	28	-	-	-	-	38 812	31 208
7	Entreprises	-	-	-	-	5 877	-	8 754	-	-	58 653	2 183	-	-	-	-	75 467	45 287
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	530	-	-	26 614	-	-	-	-	-	-	27 145	27 145
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	7 746	3 741	-	1 577	-	-	-	-	-	-	13 064	13 064
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	896	739	-	-	-	-	1 635	1 635
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 942	-	-	-	-	1 942	1 942
12	Obligations garanties	-	-	-	923	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	923	-
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Titres d'organismes de placement collectif	9 612	-	3	93	2 770	-	2 973	-	-	4 304	262	-	-	255	-	20 272	18 857
15	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 233	-	173	-	-	-	1 406	1 406
16	Autres éléments	4 236	-	-	-	1 057	-	-	-	-	20 431	-	-	-	-	-	25 724	25 205
17	<b>TOTAL</b>	<b>128 674</b>	<b>5 904</b>	<b>3</b>	<b>1 016</b>	<b>22 235</b>	<b>8 276</b>	<b>20 361</b>	<b>-</b>	<b>28 192</b>	<b>91 300</b>	<b>5 154</b>	<b>1 618</b>	<b>-</b>	<b>255</b>	<b>-</b>	<b>312 988</b>	<b>272 264</b>

## APPROCHE STANDARD DES EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (CR5)

31/12/2020 Catégories d'expositions		Pondération des risques															Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée	
		0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%	Autres			
(en millions d'euros)																			
1	Administrations centrales ou banques centrales	82 046	-	-	-	6	-	334	-	-	3 127	3	1 724	-	-	-	-	87 240	87 239
2	Administrations régionales ou locales	455	-	-	-	709	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 164	1 163
3	Entités du secteur public	3 443	-	-	-	456	-	38	-	-	53	-	-	-	-	-	-	3 990	3 959
4	Banques multilatérales de développement	342	-	-	-	8	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	369	369
5	Organisations internationales	1 116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 116	1 116
6	Banques (établissements)	19 173	1 784	-	-	10 590	-	5 590	-	-	1 500	42	-	-	-	-	-	38 678	30 088
7	Entreprises	-	-	-	-	5 291	-	11 069	-	-	57 885	2 317	-	-	-	-	-	76 563	46 803
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	26 054	-	-	-	-	-	-	-	26 054	26 054
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	8 212	2 063	-	1 891	-	-	-	-	-	-	-	12 166	12 166
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 064	701	-	-	-	-	-	1 766	1 766
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 995	-	-	-	-	-	1 995	1 995
12	Obligations garanties	-	-	-	269	352	-	-	-	-	43	-	-	-	-	-	-	664	-
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Titres d'organismes de placement collectif	9 192	-	1	85	5 025	-	4 130	-	-	3 856	304	-	-	-	-	-	22 593	21 116
15	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 076	-	150	-	-	-	-	1 226	1 226
16	Autres éléments	4 579	-	-	-	1 732	-	-	-	-	20 539	-	-	-	-	-	-	26 849	26 242
17	<b>TOTAL</b>	<b>120 346</b>	<b>1 784</b>	<b>1</b>	<b>354</b>	<b>24 169</b>	<b>8 212</b>	<b>23 224</b>	<b>-</b>	<b>27 945</b>	<b>89 162</b>	<b>5 362</b>	<b>1 874</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>302 433</b>	<b>261 302</b>

Les expositions sur les classes d'actifs « Administrations centrales et banques centrales » et « Banques » (établissements) traitées en approche standard bénéficient majoritairement de l'application d'un coefficient de pondération de 0% à fin juin 2021 comme à fin 2020. Cela reflète la qualité des activités réalisées avec ces types de contreparties.

## 2.2.1.2 Qualité des expositions en approche notations internes

### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE FONDATION AU 30 JUIN 2021 (CR6)

30/06/2021	Echelle de probabilité de défaut	Expositions au bilan	Expositions hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplémentifs	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
(en millions d'euros)												
IRBF												
Administrations centrales et banques centrales	0.00 to <0.15	219 597	886	523	230 941	0,00%	45,00%	2,50	973	0,42%	1	29
	0.00 to <0.10	219 597	886	523	230 941	0,00%	45,00%	2,50	973	0,42%	1	29
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	602	3	2	605	0,16%	45,00%	2,50	249	41,15%	-	-
	0.25 to <0.50	30	1	1	29	0,32%	43,01%	2,50	18	61,65%	-	-
	0.50 to <0.75	93	6	2	95	0,60%	45,00%	2,50	77	80,39%	-	-
	0.75 to <2.50	116	11	7	114	1,30%	44,88%	2,50	129	113,46%	1	-
	0.75 to <1.75	95	9	6	92	1,15%	44,85%	2,50	100	109,12%	-	-
	1.75 to <2.5	20	2	2	22	1,90%	45,00%	2,50	29	131,38%	-	-
	2.50 to <10.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10.00 to <100.00	36	1	-	35	20,00%	45,00%	2,50	88	253,01%	3	-
	10 to <20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 to <30	36	1	-	35	20,00%	45,00%	2,50	88	253,01%	3	-	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	-	-	-	-	100,00%	45,00%	2,50	-	-	-	-	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>220 474</b>	<b>907</b>	<b>536</b>	<b>231 818</b>	<b>0,01%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>1 533</b>	<b>0,66%</b>	<b>5</b>	<b>31</b>	
Etablissements	0.00 to <0.15	47 988	4 195	2 309	51 613	0,03%	41,96%	2,50	8 239	15,96%	7	19
	0.00 to <0.10	47 988	4 195	2 309	51 613	0,03%	41,96%	2,50	8 239	15,96%	7	19
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	1 001	84	61	1 067	0,16%	36,04%	2,50	405	37,94%	1	1
	0.25 to <0.50	841	27	15	862	0,31%	44,99%	2,50	593	68,77%	1	1
	0.50 to <0.75	543	39	23	553	0,60%	44,88%	2,50	531	95,99%	1	-
	0.75 to <2.50	307	47	25	330	1,00%	44,88%	2,50	354	107,16%	1	2
	0.75 to <1.75	287	41	22	310	0,94%	44,88%	2,50	328	105,73%	1	2
	1.75 to <2.5	20	6	3	20	1,90%	44,82%	2,50	26	129,06%	-	-
	2.50 to <10.00	14	2	1	15	5,00%	45,00%	2,50	26	172,77%	-	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	14	2	1	15	5,00%	45,00%	2,50	26	172,77%	-	-
	10.00 to <100.00	115	22	13	124	19,39%	44,76%	2,50	314	252,32%	11	1
	10 to <20	7	4	2	9	12,00%	45,00%	2,50	23	240,98%	1	-
20 to <30	107	18	11	115	20,00%	44,74%	2,50	291	253,26%	10	1	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	28	-	-	28	100,00%	45,00%	2,50	-	-	13	15	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>50 837</b>	<b>4 417</b>	<b>2 446</b>	<b>54 592</b>	<b>0,15%</b>	<b>41,94%</b>	<b>2,50</b>	<b>10 461</b>	<b>19,16%</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	
Entreprises - Autres	0.00 to <0.15	19 928	7 630	5 896	25 726	0,05%	44,82%	2,50	5 398	20,98%	5	15
	0.00 to <0.10	19 928	7 630	5 896	25 726	0,05%	44,82%	2,50	5 398	20,98%	5	15
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	6 603	3 727	2 666	9 169	0,17%	44,53%	2,50	4 096	44,67%	7	21
	0.25 to <0.50	9 730	5 239	3 423	12 645	0,32%	44,38%	2,50	7 950	62,87%	18	47
	0.50 to <0.75	6 608	2 828	1 872	7 850	0,60%	44,33%	2,50	6 648	84,69%	21	43
	0.75 to <2.50	18 969	6 729	4 571	19 683	1,24%	43,90%	2,50	21 298	108,20%	107	406
	0.75 to <1.75	14 108	5 338	3 644	15 057	1,00%	43,91%	2,50	15 327	101,80%	66	260
	1.75 to <2.5	4 861	1 391	926	4 627	2,02%	43,84%	2,50	5 970	129,04%	41	147
	2.50 to <10.00	1 699	575	376	1 404	5,16%	43,51%	2,50	2 370	168,79%	32	119
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 699	575	376	1 404	5,16%	43,51%	2,50	2 370	168,79%	32	119
	10.00 to <100.00	1 646	348	230	1 379	17,29%	44,21%	2,50	3 522	255,46%	105	143
	10 to <20	650	146	102	502	12,38%	44,46%	2,50	1 177	234,25%	28	74
20 to <30	996	203	128	876	20,11%	44,07%	2,50	2 345	267,61%	78	69	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	1 429	275	144	1 336	100,00%	44,65%	2,50	-	-	596	851	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>66 613</b>	<b>27 352</b>	<b>19 178</b>	<b>79 193</b>	<b>2,53%</b>	<b>44,40%</b>	<b>2,50</b>	<b>51 282</b>	<b>64,76%</b>	<b>891</b>	<b>1 645</b>	

Entreprises - PME	0.00 to <0.15	115	17	11	133	0,06%	42,93%	2,50	28	21,05%	-	-
	0.00 to <0.10	115	17	11	133	0,06%	42,93%	2,50	28	21,05%	-	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	378	55	30	407	0,16%	42,80%	2,50	159	39,17%	-	1
	0.25 to <0.50	922	257	189	1 111	0,30%	44,09%	2,50	650	58,50%	1	4
	0.50 to <0.75	523	186	141	664	0,60%	43,84%	2,50	531	80,06%	2	3
	0.75 to <2.50	510	152	114	621	1,25%	43,74%	2,50	642	103,29%	3	14
	0.75 to <1.75	352	98	73	424	0,94%	44,00%	2,50	395	93,13%	2	6
	1.75 to <2.5	158	54	41	197	1,90%	43,20%	2,50	247	125,12%	2	9
	2.50 to <10.00	30	2	2	32	5,00%	44,29%	2,50	50	156,35%	1	1
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	30	2	2	32	5,00%	44,29%	2,50	50	156,35%	1	1
	10.00 to <100.00	66	26	20	83	16,43%	43,86%	2,50	191	231,58%	6	4
	10 to <20	23	21	16	37	12,00%	43,02%	2,50	77	208,91%	2	4
	20 to <30	43	5	4	46	20,00%	44,53%	2,50	114	249,91%	4	-
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	30	-	-	30	100,00%	43,86%	2,50	-	-	-	13	6
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>2 574</b>	<b>695</b>	<b>506</b>	<b>3 080</b>	<b>1,97%</b>	<b>43,74%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 252</b>	<b>73,11%</b>	<b>27</b>	<b>33</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0.00 to <0.15	904	196	140	1 037	0,06%	44,49%	2,50	170	16,35%	-	3
	0.00 to <0.10	904	196	140	1 037	0,06%	44,49%	2,50	170	16,35%	-	3
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	1 200	309	205	1 329	0,19%	43,59%	2,50	448	33,69%	1	8
	0.25 to <0.50	2 813	957	608	3 097	0,34%	43,40%	2,50	1 384	44,71%	5	14
	0.50 to <0.75	3 990	838	588	4 081	0,60%	42,82%	2,50	2 350	57,58%	10	22
	0.75 to <2.50	21 014	4 262	2 967	20 416	1,39%	43,03%	2,50	15 184	74,37%	122	390
	0.75 to <1.75	12 969	2 830	1 986	12 932	1,03%	43,22%	2,50	8 952	69,23%	58	193
	1.75 to <2.5	8 045	1 432	980	7 484	2,00%	42,69%	2,50	6 232	83,27%	64	197
	2.50 to <10.00	3 820	613	442	3 413	5,29%	42,56%	2,50	3 704	108,53%	77	221
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	3 820	613	442	3 413	5,29%	42,56%	2,50	3 704	108,53%	77	221
	10.00 to <100.00	2 183	354	244	1 848	15,55%	42,74%	2,50	2 924	158,20%	123	228
	10 to <20	1 281	168	117	1 062	12,19%	42,90%	2,50	1 581	148,88%	56	149
	20 to <30	902	186	127	786	20,09%	42,53%	2,50	1 343	170,78%	67	79
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	1 431	163	119	1 353	100,00%	44,24%	2,50	-	-	-	598	1 021
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>37 355</b>	<b>7 691</b>	<b>5 312</b>	<b>36 573</b>	<b>5,86%</b>	<b>43,08%</b>	<b>2,50</b>	<b>26 163</b>	<b>71,54%</b>	<b>936</b>	<b>1 907</b>	
<b>TOTAL (Toutes classes d'expositions)</b>	<b>377 853</b>	<b>41 062</b>	<b>27 978</b>	<b>405 257</b>			<b>2,50</b>	<b>91 691</b>	<b>22,63%</b>	<b>1 895</b>	<b>3 656</b>	

## EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE FONDATION AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CR6)

31/12/2020 Catégories d'expositions (en millions d'euros)	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions au hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant de pertes attendues	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	187 349	996	74,36%	200 587	0,00%	45,00%	2,50	926	0,46%	1	-
	0,15 à < 0,25	713	11	76,16%	718	0,16%	45,00%	2,50	297	41,39%	1	-
	0,25 à < 0,50	11	-	75,00%	9	0,30%	44,31%	2,50	5	61,88%	-	-
	0,50 à < 0,75	93	4	75,00%	96	0,60%	45,00%	2,50	77	80,27%	-	-
	0,75 à < 2,50	88	10	75,09%	96	1,24%	44,99%	2,50	107	110,73%	1	-
	2,50 à < 10,00	9	1	75,00%	10	5,00%	45,00%	2,50	17	173,92%	-	-
	10,00 à < 100,00	18	1	77,68%	18	20,00%	44,22%	2,50	45	248,77%	2	-
	100,00 (défaut)	1	-	-	1	100,00%	45,00%	2,50	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>188 283</b>	<b>1 023</b>	<b>74,38%</b>	<b>201 535</b>	<b>0,01%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>1 474</b>	<b>0,73%</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	
Etablissements	0,00 à < 0,15	49 885	4 477	68,29%	54 244	0,03%	42,09%	2,50	8 753	16,14%	7	-
	0,15 à < 0,25	1 132	101	74,72%	1 251	0,16%	38,02%	2,50	487	38,96%	1	-
	0,25 à < 0,50	748	8	58,27%	752	0,30%	44,99%	2,50	517	68,76%	1	-
	0,50 à < 0,75	260	32	68,31%	266	0,60%	44,77%	2,50	225	84,62%	1	-
	0,75 à < 2,50	265	55	55,42%	294	1,06%	44,89%	2,50	319	108,69%	1	-
	2,50 à < 10,00	9	2	41,36%	9	5,00%	45,00%	2,50	17	177,88%	-	-
	10,00 à < 100,00	105	17	72,40%	110	19,34%	44,99%	2,50	277	252,17%	10	-
	100,00 (défaut)	42	-	-	42	100,00%	45,00%	2,50	-	-	19	-
<b>Sous-total</b>	<b>52 445</b>	<b>4 693</b>	<b>68,26%</b>	<b>56 969</b>	<b>0,16%</b>	<b>42,08%</b>	<b>2,50</b>	<b>10 596</b>	<b>18,60%</b>	<b>40</b>	<b>26</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	20 364	8 006	73,20%	26 240	0,04%	44,73%	2,50	5 233	19,94%	5	-
	0,15 à < 0,25	7 246	3 616	73,98%	9 290	0,16%	44,61%	2,50	4 059	43,69%	7	-
	0,25 à < 0,50	8 914	4 799	69,35%	11 617	0,30%	44,41%	2,50	7 103	61,14%	15	-
	0,50 à < 0,75	7 556	3 232	72,50%	8 852	0,60%	44,35%	2,50	7 485	84,56%	24	-
	0,75 à < 2,50	18 922	6 302	73,60%	19 926	1,23%	43,87%	2,50	21 517	107,99%	107	-
	2,50 à < 10,00	2 113	577	74,18%	1 863	5,00%	43,70%	2,50	3 141	168,64%	41	-
	10,00 à < 100,00	1 815	409	69,59%	1 553	16,83%	44,45%	2,50	3 956	254,63%	116	-
	100,00 (défaut)	1 342	364	54,07%	1 337	100,00%	44,79%	2,50	-	-	599	-
<b>Sous-total</b>	<b>68 273</b>	<b>27 305</b>	<b>72,33%</b>	<b>80 678</b>	<b>2,54%</b>	<b>44,39%</b>	<b>2,50</b>	<b>52 494</b>	<b>65,07%</b>	<b>913</b>	<b>1 660</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	524	150	77,55%	638	0,04%	44,50%	2,50	84	13,20%	-	-
	0,15 à < 0,25	762	291	73,91%	937	0,16%	44,07%	2,50	313	33,45%	1	-
	0,25 à < 0,50	2 211	609	73,32%	2 251	0,30%	43,57%	2,50	976	43,34%	3	-
	0,50 à < 0,75	3 386	678	76,95%	3 417	0,60%	43,39%	2,50	1 979	57,90%	9	-
	0,75 à < 2,50	21 361	4 242	76,42%	20 818	1,40%	43,09%	2,50	15 645	75,15%	125	-
	2,50 à < 10,00	4 378	750	77,78%	4 057	5,00%	42,56%	2,50	4 327	106,65%	86	-
	10,00 à < 100,00	2 574	399	77,07%	2 218	15,18%	42,95%	2,50	3 505	158,01%	145	-
	100,00 (défaut)	1 382	186	78,72%	1 354	100,00%	44,23%	2,50	-	-	599	-
<b>Sous-total</b>	<b>36 579</b>	<b>7 305</b>	<b>76,39%</b>	<b>35 690</b>	<b>6,20%</b>	<b>43,17%</b>	<b>2,50</b>	<b>26 829</b>	<b>75,17%</b>	<b>968</b>	<b>1 866</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	139	34	77,61%	170	0,06%	43,50%	2,50	37	21,56%	-	-
	0,15 à < 0,25	261	48	79,37%	297	0,16%	42,48%	2,50	116	38,91%	-	-
	0,25 à < 0,50	873	210	77,88%	1 035	0,30%	43,98%	2,50	593	57,34%	1	-
	0,50 à < 0,75	524	212	79,58%	693	0,60%	44,00%	2,50	543	78,38%	2	-
	0,75 à < 2,50	368	146	76,81%	478	1,15%	43,92%	2,50	473	98,78%	2	-
	2,50 à < 10,00	49	14	75,12%	60	5,00%	44,15%	2,50	94	155,84%	1	-
	10,00 à < 100,00	69	45	76,33%	103	14,75%	43,76%	2,50	230	224,18%	7	-
	100,00 (défaut)	6	1	100,00%	7	100,00%	40,02%	2,50	-	-	3	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 289</b>	<b>710</b>	<b>78,12%</b>	<b>2 844</b>	<b>1,35%</b>	<b>43,78%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 085</b>	<b>73,33%</b>	<b>17</b>	<b>32</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>347 869</b>	<b>41 035</b>	<b>72,73%</b>	<b>377 715</b>	<b>1,17%</b>	<b>44,25%</b>		<b>93 478</b>	<b>24,75%</b>	<b>1 942</b>	<b>3 604</b>

# EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 30 JUIN 2021 (CR6)

30/06/2021	Echelle de probabilité de défaut	Expositions au bilan	Expositions hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Echéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplémentifs	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
(en millions d'euros)												
IRB-A												
Administrations centrales et banques centrales	0.00 to <0.15	91 390	2 409	1 690	105 601	0,01%	5,27%	1,59	384	0,36%	-	8
	0.00 to <0.10	91 390	2 409	1 690	105 601	0,01%	5,27%	1,59	384	0,36%	-	8
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	913	10	8	1 526	0,16%	10,00%	2,13	127	8,34%	3	-
	0.25 to <0.50	102	-	-	102	0,30%	10,00%	3,85	16	16,10%	-	-
	0.50 to <0.75	667	232	174	427	0,60%	10,00%	1,59	65	15,22%	-	1
	0.75 to <2.50	146	422	317	22	1,87%	45,00%	4,61	33	147,78%	-	1
	0.75 to <1.75	6	-	-	1	1,15%	45,00%	1,89	1	93,84%	-	-
	1.75 to <2.5	140	422	317	21	1,90%	45,00%	4,73	32	150,15%	-	1
	2.50 to <10.00	1 042	349	262	60	5,00%	57,77%	3,60	134	221,14%	2	1
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 042	349	262	60	5,00%	57,77%	3,60	134	221,14%	2	1
	10.00 to <100.00	221	383	161	161	18,80%	41,09%	4,64	262	162,61%	4	2
	10 to <20	127	152	114	24	12,00%	72,31%	3,10	87	358,56%	2	1
	20 to <30	93	231	47	137	20,00%	35,58%	4,91	175	128,01%	2	1
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	45	-	-	23	100,00%	45,00%	3,80	-	-	-	14	14
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>94 525</b>	<b>3 805</b>	<b>2 611</b>	<b>107 922</b>	<b>0,06%</b>	<b>5,46%</b>	<b>1,60</b>	<b>1 021</b>	<b>0,95%</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	
Etablissements	0.00 to <0.15	21 005	3 544	1 831	29 840	0,03%	20,20%	1,35	1 202	4,03%	2	1
	0.00 to <0.10	21 005	3 544	1 831	29 840	0,03%	20,20%	1,35	1 202	4,03%	2	1
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	760	1 841	1 212	636	0,16%	34,36%	1,82	195	30,71%	-	2
	0.25 to <0.50	715	761	199	848	0,36%	46,34%	1,45	354	41,73%	1	1
	0.50 to <0.75	58	466	162	202	0,60%	41,13%	1,50	133	66,10%	-	-
	0.75 to <2.50	172	648	268	348	1,29%	47,28%	0,96	364	104,73%	2	1
	0.75 to <1.75	95	413	124	202	0,84%	55,46%	1,04	226	111,83%	1	1
	1.75 to <2.5	77	235	144	146	1,90%	36,00%	0,84	139	94,94%	1	-
	2.50 to <10.00	51	312	93	39	5,00%	83,23%	0,92	119	301,53%	2	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	51	312	93	39	5,00%	83,23%	0,92	119	301,53%	2	-
	10.00 to <100.00	63	51	14	70	19,34%	39,30%	1,02	160	229,11%	5	-
	10 to <20	-	48	14	6	12,00%	80,13%	1,07	24	415,95%	1	-
	20 to <30	63	3	1	64	20,00%	35,61%	1,01	136	212,22%	5	-
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	205	174	1	378	100,00%	45,01%	4,32	-	-	368	368	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>23 029</b>	<b>7 796</b>	<b>3 780</b>	<b>32 360</b>	<b>1,28%</b>	<b>21,99%</b>	<b>1,39</b>	<b>2 527</b>	<b>7,81%</b>	<b>380</b>	<b>375</b>	
Entreprises - Autres	0.00 to <0.15	26 122	57 685	33 261	57 093	0,05%	35,75%	2,01	8 471	14,84%	10	18
	0.00 to <0.10	26 122	57 685	33 261	57 093	0,05%	35,75%	2,01	8 471	14,84%	10	18
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	9 647	27 362	13 099	18 049	0,17%	42,28%	2,00	6 421	35,57%	13	15
	0.25 to <0.50	10 200	13 763	8 630	16 518	0,31%	39,24%	2,07	7 955	48,16%	20	27
	0.50 to <0.75	6 269	10 405	7 338	9 574	0,60%	40,14%	2,38	6 920	72,28%	23	41
	0.75 to <2.50	12 972	11 417	7 225	14 582	1,24%	42,10%	2,57	14 160	97,10%	72	320
	0.75 to <1.75	10 054	9 722	6 163	11 243	1,00%	42,56%	2,70	10 620	94,46%	45	155
	1.75 to <2.5	2 918	1 695	1 061	3 339	2,04%	40,55%	2,11	3 540	106,02%	27	165
	2.50 to <10.00	1 837	1 548	1 185	1 598	5,40%	32,79%	1,72	1 822	113,97%	28	107
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 837	1 548	1 185	1 598	5,40%	32,79%	1,72	1 822	113,97%	28	107
	10.00 to <100.00	1 745	1 363	789	1 547	15,44%	36,09%	2,59	2 906	187,89%	85	236
	10 to <20	1 087	672	413	1 010	12,13%	32,49%	2,83	1 710	169,27%	40	161
	20 to <30	658	691	376	537	21,67%	42,86%	2,14	1 196	222,93%	46	76
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	1 789	845	320	2 041	100,00%	44,18%	2,57	349	17,08%	1 543	1 565	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>70 580</b>	<b>124 388</b>	<b>71 846</b>	<b>121 003</b>	<b>2,24%</b>	<b>38,42%</b>	<b>2,13</b>	<b>49 003</b>	<b>40,50%</b>	<b>1 793</b>	<b>2 328</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0.00 to <0.15	1 688	730	294	8 983	0,03%	8,46%	3,60	356	3,96%	1	1
	0.00 to <0.10	1 688	730	294	8 983	0,03%	8,46%	3,60	356	3,96%	1	1
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	6 907	2 599	1 073	10 118	0,16%	10,92%	3,62	1 160	11,47%	2	1
0.25 to <0.50	9 893	2 751	1 234	10 016	0,30%	12,86%	3,10	1 746	17,43%	4	7	

	0.50 to <0.75	8 128	2 959	1 197	8 188	0,60%	12,30%	3,05	1 812	22,13%	6	19
	0.75 to <2.50	14 528	4 322	2 403	11 716	1,15%	16,82%	3,32	4 627	39,49%	22	112
	0.75 to <1.75	10 458	2 547	1 209	9 143	0,93%	17,52%	3,31	3 576	39,12%	15	64
	1.75 to <2.5	4 070	1 775	1 195	2 574	1,93%	14,32%	3,39	1 050	40,80%	7	48
	2.50 to <10.00	1 173	213	161	826	5,00%	19,91%	3,38	626	75,71%	8	39
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 173	213	161	826	5,00%	19,91%	3,38	626	75,71%	8	39
	10.00 to <100.00	2 046	448	331	1 570	15,56%	13,90%	3,51	1 162	74,02%	32	125
	10 to <20	1 133	145	107	872	12,00%	16,75%	3,39	745	85,42%	18	70
	20 to <30	913	302	224	698	20,00%	10,33%	3,67	417	59,79%	14	54
	30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100.00 (Default)	2 085	21	14	1 645	100,00%	35,48%	2,39	121	7,38%	473	473
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>46 447</b>	<b>14 041</b>	<b>6 708</b>	<b>53 063</b>	<b>4,08%</b>	<b>13,38%</b>	<b>3,32</b>	<b>11 609</b>	<b>21,88%</b>	<b>548</b>	<b>776</b>
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0.00 to <0.15	110	284	19	140	0,08%	35,36%	2,68	26	18,94%	-	-
	0.00 to <0.10	110	284	19	140	0,08%	35,36%	2,68	26	18,94%	-	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	256	395	4	269	0,21%	26,52%	2,48	51	19,02%	-	-
	0.25 to <0.50	334	351	1	341	0,36%	26,57%	2,42	85	24,84%	-	-
	0.50 to <0.75	32	6	2	12	0,60%	39,70%	0,75	5	39,55%	-	-
	0.75 to <2.50	1 258	568	108	1 319	1,43%	22,65%	2,44	513	38,92%	5	6
	0.75 to <1.75	748	474	96	789	1,11%	23,67%	2,51	283	35,90%	2	2
	1.75 to <2.5	510	94	13	530	1,90%	21,13%	2,35	230	43,41%	3	4
	2.50 to <10.00	234	12	-	223	5,00%	19,66%	2,46	161	72,21%	5	11
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	234	12	-	223	5,00%	19,66%	2,46	161	72,21%	5	11
	10.00 to <100.00	164	26	6	167	19,72%	25,49%	2,81	189	113,03%	12	9
	10 to <20	8	1	-	6	12,00%	11,25%	2,06	2	35,08%	-	-
	20 to <30	156	25	5	161	20,00%	26,01%	2,83	187	115,85%	12	9
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	488	27	-	504	100,00%	52,60%	2,51	210	41,56%	251	253	
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>2 876</b>	<b>1 670</b>	<b>140</b>	<b>2 975</b>	<b>19,13%</b>	<b>29,13%</b>	<b>2,48</b>	<b>1 240</b>	<b>41,69%</b>	<b>274</b>	<b>280</b>
Expositions renouvelables	0.00 to <0.15	197	5 864	6 699	6 987	0,07%	40,88%	1,00	151	2,16%	2	2
	0.00 to <0.10	134	4 531	5 434	5 594	0,06%	37,02%	1,00	89	1,59%	1	1
	0.10 to <0.15	62	1 333	1 265	1 393	0,12%	56,41%	1,00	61	4,42%	1	1
	0.15 to <0.25	144	1 566	1 724	1 869	0,17%	24,78%	1,00	48	2,57%	1	1
	0.25 to <0.50	307	2 123	1 800	2 132	0,34%	39,98%	1,00	158	7,43%	3	2
	0.50 to <0.75	264	2 323	1 760	2 028	0,59%	51,51%	1,00	289	14,27%	6	4
	0.75 to <2.50	1 013	2 042	1 635	2 686	1,54%	49,81%	1,00	822	30,61%	22	14
	0.75 to <1.75	636	1 224	1 058	1 724	1,24%	43,47%	1,00	388	22,49%	9	7
	1.75 to <2.5	376	818	578	963	2,09%	61,15%	1,00	435	45,14%	12	7
	2.50 to <10.00	1 568	1 419	1 579	3 201	4,28%	47,22%	1,00	1 814	56,67%	64	43
	2.5 to <5	1 175	1 165	1 096	2 284	3,29%	51,29%	1,00	1 234	54,02%	40	26
	5 to <10	393	254	483	917	6,76%	37,09%	1,00	580	63,25%	24	17
	10.00 to <100.00	385	160	268	668	19,05%	46,34%	1,00	773	115,73%	59	45
	10 to <20	282	123	188	480	12,47%	49,54%	1,00	560	116,51%	30	25
	20 to <30	43	20	60	105	22,38%	28,44%	1,00	91	87,09%	7	4
30.00 to <100.00	60	17	20	83	53,07%	50,42%	1,00	122	147,54%	22	16	
100.00 (Default)	307	18	2	309	100,00%	82,68%	1,00	74	23,89%	256	214	
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>4 183</b>	<b>15 515</b>	<b>15 467</b>	<b>19 880</b>	<b>3,23%</b>	<b>43,42%</b>	<b>1,00</b>	<b>4 129</b>	<b>20,77%</b>	<b>413</b>	<b>326</b>
Autres expositions sur la clientèle de détail - non - PME	0.00 to <0.15	36 561	2 557	2 507	39 217	0,07%	13,31%	1,01	1 133	2,89%	4	8
	0.00 to <0.10	32 043	2 116	2 253	34 320	0,07%	12,27%	1,00	825	2,40%	3	7
	0.10 to <0.15	4 518	441	254	4 897	0,12%	20,58%	1,06	308	6,29%	1	1
	0.15 to <0.25	16 257	915	889	17 212	0,17%	17,57%	1,01	1 228	7,14%	5	10
	0.25 to <0.50	16 163	1 006	992	17 209	0,35%	21,84%	1,01	2 492	14,48%	14	21
	0.50 to <0.75	7 837	618	597	8 475	0,64%	21,91%	1,02	1 680	19,82%	12	16
	0.75 to <2.50	17 447	985	1 022	18 517	1,45%	35,72%	1,02	8 467	45,73%	96	107
	0.75 to <1.75	13 497	852	899	14 426	1,22%	37,04%	1,01	6 587	45,66%	67	72
	1.75 to <2.5	3 950	133	123	4 091	2,29%	31,05%	1,04	1 881	45,97%	29	35
	2.50 to <10.00	12 880	501	523	13 492	4,23%	37,89%	1,01	8 131	60,27%	209	258
	2.5 to <5	8 670	204	211	8 917	3,04%	41,73%	1,01	5 743	64,40%	114	115
	5 to <10	4 210	297	312	4 575	6,54%	30,42%	1,01	2 389	52,21%	94	143
	10.00 to <100.00	2 238	107	113	2 475	22,72%	30,96%	1,00	1 770	71,51%	224	261
	10 to <20	1 338	47	50	1 416	12,71%	30,06%	1,00	871	61,50%	56	87
	20 to <30	522	26	29	591	23,34%	29,47%	1,02	462	78,15%	41	72
30.00 to <100.00	378	34	34	467	52,29%	35,58%	1,00	437	93,47%	127	101	
100.00 (Default)	3 227	10	4	3 259	100,00%	68,34%	1,03	746	22,90%	2 218	1 963	
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>112 610</b>	<b>6 700</b>	<b>6 645</b>	<b>119 857</b>	<b>4,03%</b>	<b>23,84%</b>	<b>1,01</b>	<b>25 647</b>	<b>21,40%</b>	<b>2 782</b>	<b>2 643</b>
Autres expositions sur la clientèle de détail - PME	0.00 to <0.15	169	1	1	170	0,09%	17,13%	1,00	6	3,70%	-	-
	0.00 to <0.10	97	-	-	97	0,08%	5,72%	1,00	1	0,97%	-	-
	0.10 to <0.15	71	1	1	72	0,11%	32,55%	1,00	5	7,39%	-	-
	0.15 to <0.25	20 944	2 189	2 577	23 521	0,17%	21,02%	1,36	2 358	10,03%	8	20
	0.25 to <0.50	26 790	2 968	3 231	30 082	0,35%	20,83%	1,32	4 457	14,82%	22	67
	0.50 to <0.75	9 483	1 224	1 075	10 665	0,59%	26,91%	1,30	2 417	22,66%	17	45
0.75 to <2.50	29 256	2 961	3 093	32 421	1,48%	24,49%	1,32	9 893	30,52%	115	428	

	0.75 to <1.75	18 735	1 763	1 773	20 581	1,05%	26,04%	1,33	6 087	29,57%	58	178
	1.75 to <2.5	10 520	1 199	1 319	11 840	2,22%	21,80%	1,30	3 807	32,15%	57	249
	2.50 to <10.00	10 537	1 145	1 082	11 669	5,30%	28,01%	1,35	5 500	47,14%	168	573
	2.5 to <5	1 273	310	194	1 500	3,28%	46,31%	1,22	864	57,62%	23	33
	5 to <10	9 264	834	888	10 169	5,60%	25,31%	1,36	4 636	45,59%	145	541
	10.00 to <100.00	5 394	460	465	5 870	17,52%	25,07%	1,34	3 662	62,37%	270	704
	10 to <20	3 367	291	298	3 671	11,40%	25,02%	1,35	2 101	57,23%	106	382
	20 to <30	1 651	114	114	1 768	22,53%	23,55%	1,32	1 198	67,77%	95	243
	30.00 to <100.00	376	55	53	431	49,20%	31,76%	1,33	363	84,09%	70	80
	100.00 (Default)	3 954	170	26	3 988	100,00%	68,97%	1,19	849	21,30%	2 748	2 590
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>106 525</b>	<b>11 117</b>	<b>11 549</b>	<b>118 387</b>	<b>5,34%</b>	<b>24,95%</b>	<b>1,32</b>	<b>29 143</b>	<b>24,62%</b>	<b>3 348</b>	<b>4 428</b>
Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des PME	0.00 to <0.15	232	-	-	232	0,11%	17,15%	1,00	8	3,64%	-	-
	0.00 to <0.10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.10 to <0.15	232	-	-	232	0,11%	17,15%	1,00	8	3,64%	-	-
	0.15 to <0.25	2 616	60	60	2 676	0,17%	16,48%	1,00	134	4,99%	1	3
	0.25 to <0.50	5 230	99	99	5 330	0,36%	16,78%	1,01	454	8,51%	3	10
	0.50 to <0.75	5 181	113	113	5 294	0,57%	19,13%	1,05	740	13,97%	6	15
	0.75 to <2.50	6 525	286	285	6 810	1,48%	19,54%	1,07	1 805	26,50%	20	75
	0.75 to <1.75	4 621	172	171	4 792	1,16%	19,41%	1,09	1 094	22,82%	11	32
	1.75 to <2.5	1 904	114	114	2 018	2,24%	19,83%	1,00	711	35,23%	9	43
	2.50 to <10.00	2 634	118	118	2 752	5,29%	20,77%	1,16	1 645	59,76%	30	135
	2.5 to <5	252	10	9	262	3,06%	16,77%	2,08	90	34,42%	1	2
	5 to <10	2 382	108	108	2 490	5,53%	21,19%	1,06	1 555	62,42%	29	133
	10.00 to <100.00	1 480	77	77	1 557	16,98%	22,49%	1,10	1 514	97,19%	60	198
	10 to <20	938	49	49	986	11,36%	22,83%	1,08	913	92,59%	26	114
	20 to <30	463	21	21	484	23,24%	21,52%	1,16	508	105,06%	24	69
30.00 to <100.00	79	8	8	87	45,87%	24,02%	1,00	92	105,66%	10	15	
100.00 (Default)	822	1	-	823	100,00%	61,42%	1,13	185	22,51%	503	367	
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>24 721</b>	<b>755</b>	<b>752</b>	<b>25 475</b>	<b>5,45%</b>	<b>20,20%</b>	<b>1,06</b>	<b>6 484</b>	<b>25,45%</b>	<b>623</b>	<b>802</b>
Garanties par des biens immobiliers n'appartenant pas à des PME	0.00 to <0.15	182 151	6 904	6 903	189 055	0,07%	10,87%	1,01	4 001	2,12%	14	20
	0.00 to <0.10	169 273	6 663	6 662	175 935	0,06%	10,56%	1,00	3 444	1,96%	12	17
	0.10 to <0.15	12 878	242	241	13 120	0,11%	15,02%	1,09	556	4,24%	2	3
	0.15 to <0.25	80 206	3 164	3 163	83 369	0,17%	12,12%	1,01	4 054	4,86%	18	35
	0.25 to <0.50	53 680	2 575	2 573	56 253	0,34%	11,89%	1,01	4 465	7,94%	23	44
	0.50 to <0.75	27 823	1 771	1 771	29 594	0,63%	11,55%	1,02	3 523	11,90%	22	53
	0.75 to <2.50	25 032	1 283	1 283	26 315	1,32%	13,00%	1,05	5 576	21,19%	44	132
	0.75 to <1.75	20 609	1 136	1 136	21 745	1,12%	13,17%	1,03	4 291	19,73%	32	83
	1.75 to <2.5	4 424	146	146	4 570	2,25%	12,17%	1,14	1 285	28,12%	12	49
	2.50 to <10.00	23 763	1 282	1 282	25 045	4,33%	12,88%	1,02	10 767	42,99%	144	495
	2.5 to <5	12 854	680	680	13 533	2,62%	12,42%	1,02	4 290	31,70%	44	136
	5 to <10	10 909	602	602	11 511	6,34%	13,43%	1,02	6 477	56,27%	99	359
	10.00 to <100.00	4 610	177	177	4 786	18,36%	14,19%	1,03	3 887	81,20%	131	306
	10 to <20	2 651	104	104	2 755	11,45%	13,92%	1,00	2 055	74,61%	44	152
	20 to <30	1 549	58	58	1 608	22,44%	13,64%	1,09	1 400	87,05%	49	115
30.00 to <100.00	409	14	14	424	47,76%	18,05%	1,00	432	101,90%	37	39	
100.00 (Default)	3 545	10	3	3 548	100,00%	39,84%	1,06	630	17,75%	1 411	1 247	
	<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>400 811</b>	<b>17 165</b>	<b>17 154</b>	<b>417 966</b>	<b>1,56%</b>	<b>11,84%</b>	<b>1,01</b>	<b>36 902</b>	<b>8,83%</b>	<b>1 805</b>	<b>2 331</b>
<b>TOTAL (Toutes classes d'expositions)</b>		<b>886 307</b>	<b>202 951</b>	<b>136 651</b>	<b>1 018 888</b>			<b>1,38</b>	<b>167 705</b>	<b>16,46%</b>	<b>11 991</b>	<b>14 317</b>

# EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CR6)

31/12/2020	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions au hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant de pertes attendues	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	80 838	2 831	65,04%	94 308	0,00%	5,46%	1,63	370	0,39%	-	-
	0,15 à < 0,25	1 184	10	53,12%	1 800	0,16%	9,98%	2,05	144	8,00%	8	-
	0,25 à < 0,50	202	-	-	202	0,30%	10,00%	2,54	27	13,26%	-	-
	0,50 à < 0,75	733	232	75,00%	459	0,60%	10,00%	1,77	70	15,27%	-	-
	0,75 à < 2,50	575	541	74,18%	143	1,33%	45,00%	1,86	137	95,33%	1	-
	2,50 à < 10,00	759	272	75,00%	52	5,00%	58,78%	3,55	120	228,47%	2	-
	10,00 à < 100,00	199	203	75,42%	28	15,09%	79,88%	3,32	120	425,44%	3	-
	100,00 (défaut)	51	-	-	23	100,00%	45,00%	3,82	-	-	14	-
	<b>Sous-total</b>	<b>84 540</b>	<b>4 089</b>	<b>64,80%</b>	<b>97 015</b>	<b>0,04%</b>	<b>5,69%</b>	<b>1,64</b>	<b>988</b>	<b>1,02%</b>	<b>28</b>	<b>28</b>
	Etablissements	0,00 à < 0,15	21 509	2 683	101,02%	29 166	0,03%	11,36%	1,59	1 023	3,51%	1
0,15 à < 0,25		862	852	54,31%	821	0,16%	34,04%	2,12	255	31,10%	1	-
0,25 à < 0,50		772	920	25,65%	964	0,30%	41,94%	1,20	465	48,25%	1	-
0,50 à < 0,75		71	666	32,26%	268	0,60%	47,37%	1,43	164	61,33%	1	-
0,75 à < 2,50		288	767	41,56%	458	1,31%	32,85%	1,97	389	84,92%	2	-
2,50 à < 10,00		-	83	24,03%	20	5,00%	83,92%	0,76	59	300,45%	1	-
10,00 à < 100,00		-	18	33,40%	4	12,79%	76,51%	1,12	18	421,79%	-	-
100,00 (défaut)		200	168	99,29%	367	100,00%	45,01%	4,35	-	-	356	-
<b>Sous-total</b>		<b>23 702</b>	<b>6 157</b>	<b>80,51%</b>	<b>32 068</b>	<b>1,22%</b>	<b>13,90%</b>	<b>1,63</b>	<b>2 374</b>	<b>7,40%</b>	<b>363</b>	<b>360</b>
Entreprises - Autres		0,00 à < 0,15	25 683	55 300	58,83%	57 217	0,05%	34,21%	1,88	7 709	13,47%	9
	0,15 à < 0,25	10 535	18 865	45,77%	17 501	0,16%	45,39%	2,18	5 780	33,03%	11	-
	0,25 à < 0,50	8 761	17 076	46,92%	14 278	0,30%	45,10%	2,03	6 490	45,45%	16	-
	0,50 à < 0,75	8 949	10 355	56,32%	10 493	0,60%	43,50%	1,95	6 257	59,63%	21	-
	0,75 à < 2,50	12 357	11 725	57,57%	12 144	1,13%	49,08%	2,49	10 910	89,84%	53	-
	2,50 à < 10,00	1 757	938	68,00%	1 146	5,00%	32,74%	2,17	1 190	103,81%	17	-
	10,00 à < 100,00	1 709	1 608	36,63%	1 340	14,12%	43,04%	2,24	2 098	156,56%	54	-
	100,00 (défaut)	2 115	750	39,29%	2 291	100,00%	45,36%	2,44	156	6,82%	1 679	-
	<b>Sous-total</b>	<b>71 867</b>	<b>116 618</b>	<b>54,49%</b>	<b>116 410</b>	<b>2,44%</b>	<b>39,92%</b>	<b>2,04</b>	<b>40 590</b>	<b>34,87%</b>	<b>1 859</b>	<b>2 344</b>
	Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	38	55	20,08%	41	0,05%	47,30%	3,06	9	21,23%	-
0,15 à < 0,25		6	2	75,00%	7	0,18%	31,50%	2,02	1	17,27%	-	-
0,25 à < 0,50		23	6	49,03%	17	0,30%	43,75%	1,20	4	25,09%	-	-
0,50 à < 0,75		19	4	45,64%	9	0,60%	42,95%	2,78	4	44,72%	-	-
0,75 à < 2,50		126	407	30,62%	197	1,48%	36,77%	2,23	112	57,15%	1	-
2,50 à < 10,00		9	8	45,41%	4	5,00%	41,58%	3,92	3	82,93%	-	-
10,00 à < 100,00		19	10	39,08%	18	16,31%	23,06%	1,96	14	78,23%	1	-
100,00 (défaut)		38	28	74,88%	59	100,00%	45,00%	2,25	33	55,50%	16	-
<b>Sous-total</b>		<b>279</b>	<b>519</b>	<b>34,11%</b>	<b>352</b>	<b>18,63%</b>	<b>39,11%</b>	<b>2,30</b>	<b>181</b>	<b>51,36%</b>	<b>18</b>	<b>19</b>
Entreprises - Financement spécialisé		0,00 à < 0,15	1 928	991	55,49%	8 929	0,03%	7,99%	3,81	393	4,40%	-
	0,15 à < 0,25	5 579	2 127	52,68%	8 741	0,16%	12,80%	3,72	1 008	11,53%	2	-
	0,25 à < 0,50	8 573	2 524	51,15%	9 093	0,30%	12,79%	3,66	1 718	18,89%	3	-
	0,50 à < 0,75	9 483	2 102	42,26%	9 171	0,60%	13,15%	3,07	2 056	22,41%	7	-
	0,75 à < 2,50	14 384	4 744	49,40%	11 523	1,11%	15,47%	3,45	4 107	35,64%	19	-
	2,50 à < 10,00	1 157	114	73,93%	1 038	5,00%	13,36%	3,57	549	52,88%	7	-
	10,00 à < 100,00	1 624	326	73,20%	1 258	13,80%	14,68%	3,11	923	73,40%	25	-
	100,00 (défaut)	1 788	79	96,73%	1 427	100,00%	31,94%	2,69	130	9,14%	306	-
	<b>Sous-total</b>	<b>44 516</b>	<b>13 006</b>	<b>51,23%</b>	<b>51 179</b>	<b>3,67%</b>	<b>13,22%</b>	<b>3,50</b>	<b>10 884</b>	<b>21,27%</b>	<b>370</b>	<b>632</b>
	Crédits aux particuliers garantis par une sureté immobilière	0,00 à < 0,15	176 028	6 356	100,00%	182 384	0,07%	10,70%	-	4 004	2,20%	14
0,15 à < 0,25		75 397	2 953	100,00%	78 350	0,18%	12,14%	-	3 823	4,88%	17	-
0,25 à < 0,50		55 904	2 670	100,00%	58 575	0,39%	11,79%	-	5 078	8,67%	27	-
0,50 à < 0,75		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,75 à < 2,50		44 181	2 550	100,00%	46 732	1,04%	12,31%	-	8 183	17,51%	61	-
2,50 à < 10,00		26 702	1 437	99,91%	28 137	5,09%	13,13%	-	13 216	46,97%	194	-
10,00 à < 100,00		2 107	68	100,00%	2 175	27,68%	-	-	2 042	93,88%	96	-
100,00 (défaut)		3 547	9	18,32%	3 549	100,00%	41,14%	-	658	18,54%	1 460	-
<b>Sous-total</b>		<b>383 867</b>	<b>16 043</b>	<b>99,95%</b>	<b>399 902</b>	<b>1,45%</b>	<b>11,64%</b>	-	<b>37 004</b>	<b>9,25%</b>	<b>1 869</b>	<b>2 389</b>
Crédits renouvelables aux particuliers		0,00 à < 0,15	199	6 078	109,14%	6 878	0,07%	39,56%	-	144	2,09%	2
	0,15 à < 0,25	147	1 500	119,71%	1 942	0,18%	26,25%	-	58	3,00%	1	-
	0,25 à < 0,50	368	3 534	75,16%	3 038	0,42%	47,91%	-	333	10,95%	6	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	1 282	2 811	83,25%	3 643	1,37%	46,07%	-	970	26,63%	25	-
	2,50 à < 10,00	1 853	1 429	117,73%	3 562	5,04%	46,79%	-	2 173	61,02%	83	-
	10,00 à < 100,00	175	56	177,77%	279	29,81%	46,13%	-	372	133,56%	39	-
	100,00 (défaut)	346	18	8,31%	349	100,00%	82,68%	-	83	23,82%	288	-
	<b>Sous-total</b>	<b>4 370</b>	<b>15 427</b>	<b>98,59%</b>	<b>19 689</b>	<b>3,14%</b>	<b>43,10%</b>	-	<b>4 133</b>	<b>20,99%</b>	<b>445</b>	<b>344</b>
	Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	34 862	1 938	106,61%	36 934	0,07%	13,73%	-	1 120	3,03%	4
0,15 à < 0,25		17 015	846	107,33%	17 931	0,18%	16,88%	-	1 268	7,07%	6	-
0,25 à < 0,50		16 836	861	106,76%	17 765	0,40%	22,61%	-	2 814	15,84%	16	-
0,50 à < 0,75		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,75 à < 2,50		22 936	1 021	108,86%	24 067	1,28%	33,22%	-	9 852	40,94%	108	-
2,50 à < 10,00		13 839	464	108,44%	14 450	4,81%	37,22%	-	8 700	60,21%	247	-
10,00 à < 100,00		1 292	29	104,53%	1 423	8,45%	13,50%	-	1 210	85,06%	196	-
100,00 (défaut)	3 323	10	30,05%	3 365	100,00%	68,41%	-	776	23,05%	2 317	-	

31/12/2020

Catégories d'expositions (en millions d'euros)

	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions au hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant de pertes attendues	Corrections de valeur et provisions
<b>Sous-total</b>		<b>110 102</b>	<b>5 169</b>	<b>107,20%</b>	<b>115 934</b>	<b>3,81%</b>	<b>23,76%</b>		<b>25 740</b>	<b>22,20%</b>	<b>2 894</b>	<b>2 808</b>
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sureté immobilière	0,00 à < 0,15	764	12	100,45%	776	0,15%	15,60%		32	4,07%	-	-
	0,15 à < 0,25	2 740	61	100,04%	2 801	0,21%	16,18%		155	5,53%	1	-
	0,25 à < 0,50	6 462	149	100,22%	6 611	0,47%	20,65%		854	12,92%	6	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	8 310	277	100,21%	8 587	1,35%	17,47%		1 970	22,94%	21	-
	2,50 à < 10,00	3 376	160	100,01%	3 536	7,20%	21,51%		2 495	70,55%	55	-
	10,00 à < 100,00	572	30	100,00%	602	7,46%	5,95%		637	105,86%	35	-
	100,00 (défaut)	771	1	1,35%	771	100,00%	63,92%		164	21,30%	493	-
<b>Sous-total</b>	<b>22 996</b>	<b>689</b>	<b>100,00%</b>	<b>23 685</b>	<b>4,82%</b>	<b>19,92%</b>		<b>6 307</b>	<b>26,63%</b>	<b>612</b>	<b>776</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	6 619	1 155	122,32%	8 032	0,16%	10,46%		306	3,81%	1	-
	0,15 à < 0,25	21 618	2 231	117,47%	24 239	0,22%	20,54%		2 669	11,01%	10	-
	0,25 à < 0,50	27 256	2 614	112,33%	30 192	0,45%	24,99%		5 922	19,62%	34	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	27 926	2 816	110,87%	31 050	1,48%	24,70%		9 580	30,85%	113	-
	2,50 à < 10,00	13 425	1 335	106,78%	14 852	6,94%	27,09%		7 315	49,25%	273	-
	10,00 à < 100,00	2 123	191	102,80%	2 320	8,67%	-		1 682	72,51%	184	-
	100,00 (défaut)	3 833	180	13,24%	3 861	100,00%	70,40%		803	20,80%	2 717	-
<b>Sous-total</b>	<b>102 799</b>	<b>10 523</b>	<b>111,55%</b>	<b>114 547</b>	<b>4,74%</b>	<b>24,27%</b>		<b>28 278</b>	<b>24,69%</b>	<b>3 332</b>	<b>4 162</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>849 037</b>	<b>188 242</b>	<b>68,53%</b>	<b>970 781</b>	<b>2,30%</b>	<b>18,35%</b>		<b>156 478</b>	<b>16,12%</b>	<b>11 790</b>	<b>13 860</b>

### 2.2.1.3 Utilisation des dérivés de crédit en couverture

#### APPROCHE NI – EFFET SUR LES RWA DES DERIVES DE CREDIT UTILISES COMME TECHNIQUES D'ARC (CR7)

30/06/2021		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>1</b>	<b>Expositions dans le cadre de l'approche IRB-F</b>	<b>91 691</b>	<b>91 691</b>
2	Administrations centrales et banques centrales	1 533	1 533
3	Etablissements	10 461	10 461
4	Entreprises	79 697	79 697
4,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	26 163	26 163
4,2	<i>Dont entreprises - financements spécialisés</i>	2 252	2 252
<b>5</b>	<b>Expositions dans le cadre de l'approche IRB-A</b>	<b>170 059</b>	<b>167 705</b>
6	Administrations centrales et banques centrales	1 021	1 021
7	Etablissements	2 362	2 527
8	Entreprises	64 372	61 853
8,1	<i>Dont Entreprises - PME</i>	1 240	1 240
8,2	<i>Dont Entreprises - Financement spécialisé</i>	11 609	11 609
9	Clientèle de détail	102 304	102 304
9,1	<i>Dont clientèle de détail - PME- garanties par une sûreté immobilière</i>	6 484	6 484
9,2	<i>Dont clientèle de détail - non-PME - garanties par une sûreté immobilière</i>	36 902	36 902
9,3	<i>Dont clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles</i>	4 129	4 129
9,4	<i>Dont clientèle de détail – PME - Autres</i>	29 143	29 143
9,5	<i>Dont clientèle de détail – non-PME - Autres</i>	25 647	25 647
<b>10</b>	<b>TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)</b>	<b>261 750</b>	<b>259 396</b>

## APPROCHE NI – INFORMATIONS À PUBLIER SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ARC (CR7-A)

Expositions totales		Techniques d'atténuation du risque de crédit													
		Protection de Crédit financée									Protection de Crédit non financée		RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)		
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)			
30/06/2021															
(en millions d'euros)															
IRB-A															
1	Administrations centrales et Banques centrales	231 818	-	0,00%	0,00%	0,00%									1 533
2	Etablissements	54 592	0,00%	0,16%	0,05%	0,11%	-								10 461
3	Entreprises	118 846	0,57%	8,79%	5,70%	2,26%	0,83%								79 697
3,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	36 573	1,07%	15,76%	11,37%	3,25%	1,15%								26 163
3,2	<i>Dont entreprises - Financement spécialisé</i>	3 080	0,05%	13,42%	2,22%	10,58%	0,62%								2 252
3,3	<i>Dont entreprises - Autres</i>	79 193	0,36%	5,39%	3,22%	1,48%	0,69%								51 282
4	<b>Total</b>	<b>405 257</b>	<b>0,17%</b>	<b>2,60%</b>	<b>1,68%</b>	<b>0,68%</b>	<b>0,24%</b>								<b>91 691</b>

		Techniques d'atténuation du risque de crédit												
		Protection de Crédit financée									Protection de Crédit non financée		RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)	
		Partie des expositions couvertes par des sûretés financiers (%)			Partie des expositions couvertes par d'autres sûretés éligibles (%)			Partie des expositions couvertes par d'autres formes de protection de crédit financée (%)			Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)		
		Partie des expositions couvertes par des sûretés financiers (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couvertes par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couvertes par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couvertes par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couvertes par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couvertes par des instruments détenus par un tiers (%)				
<b>30/06/2021</b>														
(en millions d'euros)														
IRB-A														
1	Administrations centrales et Banques centrales	107 922	0,00%											1 021
2	Etablissements	32 360	-											2 527
3	Entreprises	177 042	1,83%	10,98%	5,13%		5,85%							61 853
3,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	2 975	3,73%	0,20%	0,20%									1 240
3,2	<i>Dont entreprises - Financement spécialisé</i>	53 063	0,79%	36,14%	16,63%		19,51%							11 609
3,3	<i>Dont entreprises - Autres</i>	121 003	2,25%	0,21%	0,21%									49 003
4	Clientèle de détail	701 565		24,56%	24,56%							39,32%		102 304
4,1	<i>Dont clientèle de détail - Biens immobiliers PME</i>	25 475		77,32%	77,32%							6,12%		6 484
4,2	<i>Dont clientèle de détail - Biens immobiliers non-PME</i>	417 966		35,69%	35,69%							62,51%		36 902
4,3	<i>Dont clientèle de détail - Expositions renouvelables éligibles</i>	19 880												4 129
4,4	<i>Dont clientèle de détail - Autres PME</i>	118 387		2,90%	2,90%							10,11%		29 143
4,5	<i>Dont clientèle de détail - Autres non-PME</i>	119 857		0,03%	0,03%							0,92%		25 647
5	<b>Total</b>	<b>1 018 888</b>	<b>0,32%</b>	<b>18,82%</b>	<b>17,81%</b>		<b>1,02%</b>	-	-			<b>27,08%</b>		<b>167 705</b>

## 2.2.1.4 Évolution des RWA

### ÉTAT DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT DANS LE CADRE DE L'APPROCHE NI (CR8)

30/06/2021

		RWA
<i>(en millions d'euros)</i>		
1	RWA à la fin de la période précédente (31/03/2021)	258 840
2	Taille de l'actif (+/-)	4 259
3	Qualité de l'actif (+/-)	(2 302)
4	Mise à jour des modèles (+/-)	(2 927)
5	Méthodologie et politiques (+/-)	(1 496)
6	Acquisitions et cessions (+/-)	3 957
7	Variations des taux de change (+/-)	(352)
8	Autres (+/-)	(583)
9	RWA à la fin de la période considérée (30/06/2021)	259 6

## 2.2.3 Risque de contrepartie

Le Groupe traite le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole utilise l'approche standard (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283).

### 2.2.1.1 Analyse de l'exposition au risque de contrepartie

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 30 JUIN 2021

30/06/2021	Standard		IRB		Total		Exigence de fonds propres
	EAD	RWA	EAD	RWA	EAD	RWA	
<i>(en milliards d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	5,9	0,0	7,9	0,2	13,9	0,2	0,0
Établissements	12,2	2,0	23,2	4,4	35,5	6,4	0,5
Entreprises	3,5	3,3	28,3	10,0	31,9	13,3	1,1
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>21,7</b>	<b>5,3</b>	<b>59,5</b>	<b>14,5</b>	<b>81,2</b>	<b>19,8</b>	<b>1,6</b>

## EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31 DÉCEMBRE 2020

31/12/2020	Standard		IRB		Total		
	EAD	RWA	EAD	RWA	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	5,6	0,0	8,8	0,2	14,4	0,2	0,0
Établissements	8,6	1,1	24,2	4,7	32,8	5,8	0,5
Entreprises	3,1	2,8	30,3	9,1	33,4	12,0	1,0
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>17,2</b>	<b>3,9</b>	<b>63,4</b>	<b>14,1</b>	<b>80,6</b>	<b>18,0</b>	<b>1,4</b>

### 2.2.1.2 EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE

#### ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE (CCR1)

30/06/2021		Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition règlementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWA)
<i>(en millions d'euros)</i>									
EU1	EU - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)	-	-		1,4	-	-	-	-
EU2	EU - SA-CCR (pour les dérivés)	-	17		1,4	24	24	24	5
1	SA-CCR (pour les dérivés)	3 535	3 512		1,4	-	9 867	9 802	5 226
2	IMM (pour les dérivés et les OFT)			20 482	1,65	66 053	33 795	33 160	10 379
2a	Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres			-		-	-	-	-
2b	Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé			20 482		66 053	33 795	33 160	10 379
2c	Dont issues d'ensembles de compensation multiproduits			-		-	-	-	-
3	Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	-	-	-
4	Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	32 238	31 322	4 076
5	VaR pour les OFT					-	-	-	-
6	<b>TOTAL 30/06/2021</b>					<b>66 077</b>	<b>75 924</b>	<b>74 307</b>	<b>19 686</b>
	<b>TOTAL 31/12/2020</b>							<b>73 162</b>	<b>16 934</b>

### 2.2.1.3 Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES AU 30 JUIN 2021 (CCR3)

30/06/2021	Pondération des risques											Valeur totale d'exposition
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	AUTRES	
<b>Catégories d'expositions</b>												
<i>(en millions d'euros)</i>												
Administrations centrales ou banques centrales	5 919	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	5 922
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	19	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	30
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements	1	6 887	-	-	2 954	2 297	-	-	97	1	-	12 237
Entreprises	-	-	-	-	21	348	-	-	3 110	48	-	3 528
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4	-	5
<b>VALEUR TOTALE D'EXPOSITION</b>	<b>5 940</b>	<b>6 887</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 986</b>	<b>2 645</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>3 210</b>	<b>54</b>	<b>-</b>	<b>21 724</b>

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CCR3)

31/12/2020	Pondération des risques											Valeur totale d'exposition
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	AUTRES	
<b>Catégories d'expositions</b>												
<i>(en millions d'euros)</i>												
Administrations centrales ou banques centrales	5 560	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	5 564
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	13	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	22
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements	-	5 634	-	-	1 694	1 174	-	-	44	4	-	8 551
Entreprises	-	-	-	-	17	394	-	-	2 598	48	-	3 058
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	3	4
<b>VALEUR TOTALE D'EXPOSITION</b>	<b>5 574</b>	<b>5 634</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 720</b>	<b>1 572</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>2 644</b>	<b>52</b>	<b>3</b>	<b>17 203</b>

## 2.2.1.4 Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (CCR4)

30/06/2021	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Etablissements	0.00 à <0.15	471	0,03%	45,00%	2,50	92	19,51%
	0.15 à <0.25	3	0,16%	45,00%	2,50	1	52,67%
	0.25 à <0.50	31	0,30%	45,00%	2,50	18	57,64%
	0.50 à <0.75	31	0,60%	45,00%	2,50	33	104,03%
	0.75 à <2.50	-	0,93%	45,00%	2,50	-	114,17%
	2.50 à <10.00	-	-	-	-	-	-
	10.00 à <100.00	-	19,99%	45,00%	2,50	-	286,69%
	100.00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>		<b>536</b>	<b>0,08%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>144</b>	<b>26,87%</b>
Entreprises - Autres	0.00 à <0.15	35	0,06%	48,19%	2,68	8	21,51%
	0.15 à <0.25	44	0,17%	45,00%	2,50	19	43,77%
	0.25 à <0.50	124	0,31%	45,00%	2,50	78	62,83%
	0.50 à <0.75	121	0,60%	45,00%	2,50	102	84,18%
	0.75 à <2.50	120	1,14%	45,00%	2,50	131	109,09%
	2.50 à <10.00	8	5,00%	45,00%	2,50	14	173,92%
	10.00 à <100.00	14	15,51%	45,00%	2,50	35	255,53%
	100.00 (Défaut)	7	100,00%	45,00%	2,50	-	-
<b>Sous-total</b>		<b>473</b>	<b>2,61%</b>	<b>45,24%</b>	<b>2,51</b>	<b>386</b>	<b>81,71%</b>
Entreprises - PME	0.00 à <0.15	15	0,05%	45,00%	2,50	2	15,66%
	0.15 à <0.25	6	0,17%	45,00%	2,50	2	30,59%
	0.25 à <0.50	24	0,31%	45,00%	2,50	11	46,12%
	0.50 à <0.75	37	0,60%	45,00%	2,50	25	66,98%
	0.75 à <2.50	66	1,72%	45,00%	2,50	56	84,36%
	2.50 à <10.00	17	5,02%	45,00%	2,50	23	133,35%
	10.00 à <100.00	6	17,91%	45,00%	2,50	11	172,88%
	100.00 (Défaut)	2	100,00%	45,00%	2,50	-	-
<b>Sous-total</b>		<b>174</b>	<b>2,99%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>130</b>	<b>74,54%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 183</b>	<b>1,52%</b>	<b>45,10%</b>	<b>251,00%</b>	<b>660</b>	<b>55,81%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (CCR4)**

31/12/2020	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Etablissements	0,00 à < 0,15	566	0,03%	42,47%	2,50	105	18,49%
	0,15 à < 0,25	40	0,16%	38,02%	2,50	17	42,56%
	0,25 à < 0,50	-	0,30%	44,99%	2,50	-	57,64%
	0,50 à < 0,75	22	0,60%	44,77%	2,50	23	104,03%
	0,75 à < 2,50	-	1,25%	44,99%	2,50	-	115,67%
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	20,00%	45,00%	2,50	-	286,68%
	100,00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>629</b>	<b>0,07%</b>	<b>42,27%</b>	<b>2,50</b>	<b>146</b>	<b>23,14%</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	659	0,03%	44,84%	2,50	49	7,42%
	0,15 à < 0,25	17	0,16%	44,61%	2,50	7	44,27%
	0,25 à < 0,50	92	0,30%	44,41%	2,50	56	60,59%
	0,50 à < 0,75	58	0,60%	44,35%	2,50	49	83,57%
	0,75 à < 2,50	76	1,09%	43,89%	2,50	83	108,20%
	2,50 à < 10,00	6	5,00%	43,70%	2,50	11	174,84%
	10,00 à < 100,00	9	19,10%	44,44%	2,50	24	270,13%
	100,00 (Défaut)	1	100,00%	44,79%	2,50	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>918</b>	<b>0,49%</b>	<b>44,67%</b>	<b>2,50</b>	<b>279</b>	<b>30,34%</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	8	0,03%	44,62%	2,50	1	12,45%
	0,15 à < 0,25	4	0,16%	44,07%	2,50	1	28,32%
	0,25 à < 0,50	12	0,30%	43,57%	2,50	6	50,08%
	0,50 à < 0,75	15	0,60%	43,39%	2,50	10	67,73%
	0,75 à < 2,50	43	1,40%	43,11%	2,50	37	84,78%
	2,50 à < 10,00	15	5,00%	42,56%	2,50	18	117,47%
	10,00 à < 100,00	3	16,71%	43,03%	2,50	6	175,98%
	100,00 (défaut)	1	100,00%	44,23%	2,50	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>101</b>	<b>2,83%</b>	<b>43,28%</b>	<b>2,50</b>	<b>79</b>	<b>77,74%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 648</b>	<b>0,47%</b>	<b>43,67%</b>	<b>2,50</b>	<b>503</b>	<b>30,50%</b>	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (CCR4)**

30/06/2021	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	0.00 à <0.15	7 365	0,01%	5,15%	2,83	82	1,11%
	0.15 à <0.25	397	0,16%	9,75%	2,23	34	8,47%
	0.25 à <0.50	43	0,30%	10,00%	1,11	4	9,41%
	0.50 à <0.75	82	0,60%	10,00%	2,38	14	17,38%
	0.75 à <2.50	17	1,41%	45,00%	2,56	19	111,13%
	2.50 à <10.00	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
	10.00 à <100.00	9	18,78%	45,00%	4,35	25	267,00%
	100.00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>7 913</b>	<b>0,05%</b>	<b>5,59%</b>	<b>2,79</b>	<b>177</b>	<b>2,24%</b>	
Etablissements	0.00 à <0.15	18 002	0,04%	20,79%	2,03	1 573	8,74%
	0.15 à <0.25	2 377	0,16%	36,38%	1,94	898	37,78%
	0.25 à <0.50	1 270	0,30%	37,68%	1,77	652	51,33%
	0.50 à <0.75	621	0,60%	50,50%	1,85	599	96,45%
	0.75 à <2.50	394	0,93%	54,10%	1,46	455	115,58%
	2.50 à <10.00	19	5,00%	60,70%	0,92	37	192,43%
	10.00 à <100.00	6	19,91%	43,05%	2,96	15	253,72%
	100.00 (Défaut)	-	100,00%	45,00%	2,11	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>22 690</b>	<b>0,11%</b>	<b>24,80%</b>	<b>1,99</b>	<b>4 229</b>	<b>18,64%</b>	
Entreprises - Autres	0.00 à <0.15	13 742	0,04%	27,25%	1,59	1 455	10,59%
	0.15 à <0.25	3 035	0,16%	41,88%	2,66	1 422	46,85%
	0.25 à <0.50	2 251	0,30%	41,01%	1,55	1 044	46,40%
	0.50 à <0.75	2 508	0,60%	47,55%	1,10	1 668	66,48%
	0.75 à <2.50	2 268	1,09%	50,44%	1,39	2 109	93,01%
	2.50 à <10.00	102	5,01%	44,55%	2,33	161	158,07%
	10.00 à <100.00	249	16,09%	42,41%	2,04	531	212,85%
	100.00 (Défaut)	61	100,00%	45,00%	3,57	4	6,18%
<b>Sous-total</b>	<b>24 216</b>	<b>0,67%</b>	<b>34,91%</b>	<b>1,66</b>	<b>8 393</b>	<b>34,66%</b>	
Entreprises - PME	0.00 à <0.15	43	0,03%	52,32%	2,38	6	14,51%
	0.15 à <0.25	9	0,19%	54,90%	1,40	3	35,00%
	0.25 à <0.50	5	0,35%	54,94%	1,37	3	49,92%
	0.50 à <0.75	4	0,60%	52,31%	3,83	3	91,71%
	0.75 à <2.50	22	1,73%	52,22%	4,31	25	114,03%
	2.50 à <10.00	4	5,00%	52,30%	4,58	6	137,98%
	10.00 à <100.00	-	20,00%	54,92%	1,00	1	213,38%
	100.00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>87</b>	<b>0,81%</b>	<b>52,74%</b>	<b>2,85</b>	<b>46</b>	<b>53,23%</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0.00 à <0.15	404	0,06%	8,34%	4,30	26	6,45%
	0.15 à <0.25	1 156	0,16%	15,17%	4,47	234	20,20%
	0.25 à <0.50	597	0,30%	14,36%	3,72	139	23,31%
	0.50 à <0.75	465	0,60%	13,63%	4,15	137	29,57%
	0.75 à <2.50	555	1,09%	16,77%	3,31	222	39,97%
	2.50 à <10.00	105	5,00%	38,92%	2,52	141	133,82%
	10.00 à <100.00	67	15,87%	26,18%	3,37	97	145,63%
	100.00 (Défaut)	26	100,00%	19,06%	3,98	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>3 375</b>	<b>1,62%</b>	<b>15,25%</b>	<b>3,99</b>	<b>997</b>	<b>29,53%</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0.00 à <0.15	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
	0.15 à <0.25	1	0,22%	53,65%	1,00	-	24,64%
	0.25 à <0.50	1	0,44%	53,63%	1,00	1	38,10%
	0.50 à <0.75	1	0,55%	53,63%	1,00	-	43,35%
	0.75 à <2.50	2	1,28%	53,63%	1,00	1	62,61%
	2.50 à <10.00	-	4,44%	53,63%	1,00	-	82,74%
	10.00 à <100.00	-	38,43%	78,33%	1,00	-	216,60%
	100.00 (Défaut)	-	100,00%	73,62%	1,00	-	31,35%
<b>Sous-total</b>	<b>6</b>	<b>3,03%</b>	<b>54,60%</b>	<b>1,00</b>	<b>3</b>	<b>52,59%</b>	

TOTAL	58 286	0,43%	25,88%	2,08	13 845	23,75%
-------	--------	-------	--------	------	--------	--------

## EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (CCR4)

31/12/2020	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	8 257	0,01%	5,67%	2,85	89	1,08%
	0,15 à < 0,25	385	0,16%	9,98%	2,05	29	7,53%
	0,25 à < 0,50	21	0,30%	10,00%	2,54	2	9,45%
	0,50 à < 0,75	24	0,60%	10,00%	1,77	6	24,31%
	0,75 à < 2,50	101	0,80%	45,00%	1,09	72	71,45%
	2,50 à < 10,00	8	5,00%	58,78%	3,55	15	197,58%
	10,00 à < 100,00	-	20,00%	77,17%	3,68	-	249,17%
	100,00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>8 796</b>	<b>0,03%</b>	<b>6,38%</b>	<b>2,80</b>	<b>214</b>	<b>2,44%</b>	
Etablissements	0,00 à < 0,15	17 384	0,04%	15,80%	1,63	1 513	8,70%
	0,15 à < 0,25	2 510	0,16%	34,04%	2,12	944	37,59%
	0,25 à < 0,50	2 073	0,30%	41,94%	1,20	953	45,96%
	0,50 à < 0,75	738	0,60%	47,37%	1,43	635	86,04%
	0,75 à < 2,50	980	0,82%	25,69%	2,85	443	45,17%
	2,50 à < 10,00	19	5,00%	83,92%	0,76	48	252,29%
	10,00 à < 100,00	4	19,81%	39,70%	3,13	9	206,80%
	100,00 (Défaut)	5	100,00%	45,01%	4,35	2	54,17%
<b>Sous-total</b>	<b>23 715</b>	<b>0,15%</b>	<b>21,44%</b>	<b>1,68</b>	<b>4 547</b>	<b>19,18%</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	14 908	0,04%	33,32%	1,75	1 586	10,64%
	0,15 à < 0,25	2 498	0,16%	45,39%	2,18	1 096	43,86%
	0,25 à < 0,50	2 477	0,30%	45,10%	2,03	1 104	44,58%
	0,50 à < 0,75	2 782	0,60%	43,50%	1,95	1 650	59,30%
	0,75 à < 2,50	2 059	1,19%	48,87%	2,51	1 827	88,76%
	2,50 à < 10,00	129	5,00%	32,74%	2,17	180	139,51%
	10,00 à < 100,00	110	14,40%	43,10%	2,23	237	214,53%
	100,00 (Défaut)	57	100,00%	45,36%	2,44	6	10,11%
<b>Sous-total</b>	<b>25 020</b>	<b>0,55%</b>	<b>38,16%</b>	<b>1,91</b>	<b>7 685</b>	<b>30,72%</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	54	0,03%	47,31%	2,56	8	14,55%
	0,15 à < 0,25	4	0,18%	31,50%	2,02	1	33,65%
	0,25 à < 0,50	14	0,30%	43,75%	1,20	6	44,81%
	0,50 à < 0,75	6	0,60%	42,95%	2,78	5	89,25%
	0,75 à < 2,50	27	1,67%	33,44%	2,49	28	102,79%
	2,50 à < 10,00	5	5,00%	41,58%	3,92	6	127,39%
	10,00 à < 100,00	1	16,39%	23,16%	1,96	2	176,38%
	100,00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>111</b>	<b>0,87%</b>	<b>42,18%</b>	<b>2,42</b>	<b>57</b>	<b>51,04%</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	690	0,06%	12,04%	3,81	44	6,31%
	0,15 à < 0,25	1 172	0,16%	12,80%	3,72	236	20,15%
	0,25 à < 0,50	698	0,30%	12,79%	3,66	119	17,06%
	0,50 à < 0,75	680	0,60%	13,15%	3,07	187	27,46%
	0,75 à < 2,50	804	1,03%	15,78%	3,49	325	40,36%
	2,50 à < 10,00	59	5,00%	13,36%	3,57	34	57,21%
	10,00 à < 100,00	78	15,85%	16,19%	3,07	103	132,80%
	100,00 (Défaut)	31	100,00%	31,94%	2,69	-	0,99%
<b>Sous-total</b>	<b>4 212</b>	<b>1,50%</b>	<b>13,51%</b>	<b>3,55</b>	<b>1 047</b>	<b>24,87%</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	-	0,16%	10,50%	1,07	-	12,48%
	0,15 à < 0,25	1	0,22%	20,54%	1,36	-	28,81%
	0,25 à < 0,50	2	0,45%	24,99%	1,35	1	44,88%
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	2	1,49%	25,27%	1,32	1	72,60%
	2,50 à < 10,00	-	6,06%	29,07%	1,30	-	107,46%

	10,00 à < 100,00	-	49,33%	30,20%	1,39	-	584,60%
	100,00 (défaut)	-	100,00%	70,40%	1,15	-	73,76%
	<b>Sous-total</b>	<b>5</b>	<b>4,55%</b>	<b>25,86%</b>	<b>1,33</b>	<b>3</b>	<b>62,73%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>61 859</b>	<b>0,39%</b>	<b>25,56%</b>	<b>-</b>	<b>13 554</b>	<b>21,91%</b>

## 2.2.1.5 Sûretés

### COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (CCR5)

Type de sûreté		Sûretés utilisées dans des contrats dérivés				Sûretés utilisées dans des opérations de financement sur titres			
		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés données		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés données	
		Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées
1	Espèces – monnaie nationale	-	10 835	1 502	2 482	-	295	-	631
2	Espèces – autres monnaies	-	6 825	105	1 108	-	248	-	-
3	Dettes souveraine nationale	-	2 966	-	183	-	222 710	-	152 563
4	Autre dette souveraine	-	640	-	-	-	125 392	-	106 106
5	Dettes des administrations publiques	-	1 336	1 498	-	-	13 288	-	8 980
6	Obligations d'entreprise	-	74	-	-	-	19 383	-	18 082
7	Actions	-	253	-	-	-	16 655	-	18 163
8	Autres sûretés	-	366	15	-	-	1 355	-	1 997
9	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>23 294</b>	<b>3 121</b>	<b>3 772</b>	<b>-</b>	<b>399 327</b>	<b>-</b>	<b>306 522</b>

## 2.2.1.6 Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM)

### ETATS DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU CCR DANS LE CADRE DE L'IMM (CCR7)

30/06/2021

(en millions d'euros)

		RWA
0010	<b>RWA à la fin de la période précédente (31/03/2021)</b>	<b>10 581</b>
0020	Taille de l'actif	(823)
0030	Qualité de crédit des contreparties	48
0040	Mise à jour des modèles (IMM uniquement)	-
0050	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	-
0060	Acquisitions et cessions	-
0070	Variation des taux de change	555
0080	Autres	18
0090	<b>RWA à la fin de la période considérée (30/06/2021)</b>	<b>10 379</b>

## 2.2.1.7 Expositions sur les contreparties centrales (CCP)

### EXPOSITIONS SUR LES CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (CCR8)

		30/06/2021	
		Valeur exposée au risque post- ARC	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>			
1	<b>Expositions aux contreparties centrales éligibles (total)</b>		<b>437</b>
2	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont	6 887	138
3	(i) dérivés de gré à gré	1 471	29
4	(ii) Dérivés négociés en bourse	307	6
5	(iii) opérations de financement sur titres	5 109	102
6	(iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
7	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	2 739	
8	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	5 575	111
9	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	1 120	187
10	Contributions non financées au fonds de défaillance	-	-
11	<b>Expositions aux contreparties centrales non éligibles (total)</b>		<b>-</b>
12	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance) dont :	-	-
13	(i) dérivés de gré à gré	-	-
14	(ii) Dérivés négociés en bourse	-	-
15	(iii) Opérations de financement sur titres	-	-
16	(iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
17	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	-	
18	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	-	-
19	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	-	-
20	Contributions non financées au fonds de défaillance	-	-

## 2.2.1.8 CVA

### EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) (CCR2)

		30/06/2021		31/12/2020	
		Valeur d'exposition	RWA	Valeur d'exposition	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>					
1	Total des transactions soumises à la méthode avancée	16 247	2 356	14 768	2 634
2	(i) Composante VaR (incluant le multiplicateur x3)	-	275	-	545
3	(ii) Composante sVaR (incluant le multiplicateur x3)	-	2 082	-	2 089
4	Transactions soumises à la méthode standard	28 553	2 518	22 910	1 929
EU4	Transactions soumises à l'approche alternative (basée sur la méthode de l'exposition initiale)	-	-	-	-
5	<b>Total des transactions soumises aux exigences de fonds propres au titre du risque d'ajustement de la valeur du crédit</b>	<b>44 799</b>	<b>4 874</b>	<b>37 678</b>	<b>4 563</b>

## 2.2.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

### VUE D'ENSEMBLE DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) : PUBLICATION DE L'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ARC (RC3)

30/06/2021

		Valeur comptable non garanties	Valeur comptable garanties	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>(en millions d'euros)</i>						
1	Prêts et avances	756 372	613 038	289 177	323 860	7 716
2	Titres de créance	161 969	2 782	-	2 782	-
<b>3</b>	<b>TOTAL</b>	<b>918 341</b>	<b>615 820</b>	<b>289 177</b>	<b>326 642</b>	<b>7 716</b>
4	Dont: expositions non performantes	17 927	6 830	4 106	2 724	-

31/12/2020

		Valeur comptable non garanties	Valeur comptable garanties	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>(en millions d'euros)</i>						
1	Prêts et avances	627 805	651 090	321 514	311 785	17 791
2	Titres de créance	160 023	2 858	-	2 858	-
<b>3</b>	<b>TOTAL</b>	<b>787 828</b>	<b>653 948</b>	<b>321 514</b>	<b>314 642</b>	<b>17 791</b>
4	Dont: expositions non performantes	18 126	7 083	3 717	3 110	256

## 2.2.1.1 Techniques de réduction du risque appliquées au risque de contrepartie

### Dérivés de crédit utilisés en couverture

#### EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS DE CRÉDIT (CCR6)

30/06/2021

<i>(en millions d'euros)</i>		Protection achetée	Protection vendue
<b>Montants notionnels</b>			
0010	CDS mono-émetteurs	19 651	12 014
0020	CDS indiciels	3 077	705
0030	Total contrats d'échange	16 464	1 012
0040	Options de crédit	-	-
0050	Autres dérivés de crédit	-	-
0060	<b>TOTAL montants notionnels</b>	<b>39 193</b>	<b>13 731</b>
<b>Justes valeurs</b>			
0070	Juste valeur positive (actif)	106	377
0080	Juste valeur négative (passif)	(391)	(153)

## 2.2.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire

### EXPOSITIONS SOUS FORME D'ACTIONS FAISANT L'OBJET DE LA METHODE DE PONDERATION SIMPLE (CR10.5)

30/06/2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants au bilan	Montants hors bilan	Pondération de risque	Valeurs des expositions	RWA	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement	1 873	52	190%	1 924	3 656	15
Expositions sur actions cotées	980	-	290%	980	2 843	8
Autres expositions en actions	17 841	4	370%	17 845	66 028	428
<b>TOTAL</b>	<b>20 694</b>	<b>56</b>		<b>20 750</b>	<b>72 527</b>	<b>452</b>

**EXPOSITIONS SOUS FORME D' ACTIONS FAISANT L'OBJET DE LA METHODE DE PONDERATION SIMPLE (CR10.5)**

31/12/2020						
Catégories	Montants au bilan	Montants hors bilan	Pondération de risque	Valeurs des expositions	RWA	Montant des pertes anticipées
<i>(en millions d'euros)</i>						
Expositions sur capital-investissement	1 407	29	190%	1 435	2 727	11
Expositions sur actions cotées	1 821	-	290%	1 821	5 281	15
Autres expositions en actions	17 257	4	370%	17 262	63 868	414
<b>TOTAL</b>	<b>20 485</b>	<b>33</b>		<b>20 518</b>	<b>71 876</b>	<b>440</b>

## 2.3 Titrisation

### 2.3.1.1 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE IRB ET STD (SEC1)

30/06/2021

		Banque agissant comme émetteur						Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur				
		Classique			Synthétique			Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total
		STS		non-STs	Dont TSR	Sous-total	STS		Synthétique	Sous-total			STS			
		Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR			Dont TSR	Dont TSR			Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR			
<i>(en millions d'euros)</i>																
1	<b>Total des expositions</b>	15 826	-	898	-	10 618	10 618	27 342	3 634	14 657	-	18 291	642	2 071	6	2 719
2	Clientèle de détail (total)	107	-	295	-	-	-	402	1 472	7 638	-	9 110	641	1 115	6	1 762
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	509	11	-	520
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	107	-	295	-	-	-	402	1 472	7 638	-	9 110	131	1 084	-	1 215
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	6	-	26
7	De gros (total)	15 719	-	604	-	10 618	10 618	26 940	2 162	7 019	-	9 181	1	956	-	957
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	8 168	8 168	8 168	-	1 162	-	1 162	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	-	11
10	Crédits-bails et créances	15 719	-	604	-	-	-	16 322	2 162	4 144	-	6 306	1	227	-	228
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	2 450	2 450	2 450	-	1 713	-	1 713	-	718	-	718
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2020

		Banque agissant comme émetteur						Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur				
		Classique			Synthétique			Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total
		STS		non-STs	Dont TSR	Sous-total	STS		Synthétique	Sous-total			STS			
		Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR			Dont TSR	Dont TSR			Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR			
<i>(en millions d'euros)</i>																
1	<b>Total des expositions</b>	14 588	43	2 802	11	7 232	7 223	24 622	3 210	14 331	-	17 541	358	2 332	-	2 690
2	Clientèle de détail (total)	43	43	573	11	-	-	616	1 975	7 143	-	9 118	357	1 048	-	1 405
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	357	43	-	400
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	43	43	573	11	-	-	616	1 975	7 143	-	9 118	-	980	-	980
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	-	-	24
7	De gros (total)	14 546	-	2 229	-	7 232	7 223	24 006	1 235	7 188	-	8 423	1	1 284	-	1 285
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	6 703	6 694	6 703	-	1 141	-	1 141	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	-	16
10	Crédits-bails et créances	14 546	-	2 229	-	-	-	16 774	1 235	4 456	-	5 691	1	525	-	527
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	529	529	529	-	1 591	-	1 591	-	743	-	743
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES – BANQUE AGISSANT COMME ÉMETTEUR OU MANDATAIRE IRB ET STD (SEC3)**

30/06/2021

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement				
	≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	
<i>(en millions d'euros)</i>																		
1	<b>Total des expositions</b>	38 173	5 344	2 105	-	10	11 454	30 677	3 502	-	2 977	4 848	588	-	238	388	47	-
2	Transaction de type classique	31 231	3 615	95	-	-	836	30 677	3 428	-	125	4 813	517	-	10	385	41	-
3	Dont titrisation	31 231	3 615	95	-	-	836	30 677	3 428	-	125	4 813	517	-	10	385	41	-
4	Dont de détail sous-jacent	9 295	155	61	-	-	-	7 258	2 253	-	-	1 148	342	-	-	92	27	-
5	Dont STS	1 553	25	-	-	-	-	1 472	-	-	-	154	11	-	-	12	1	-
6	Dont de gros	21 936	3 459	34	-	-	836	23 419	1 175	-	125	3 665	174	-	10	293	14	-
7	Dont STS	15 878	1 930	-	-	-	-	17 789	19	-	-	2 569	1	-	-	206	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Transaction de type synthétique	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
10	Titrisation	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2020

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement				
	≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	
<i>(en millions d'euros)</i>																		
1	<b>Total des expositions</b>	32 987	9 083	23	17	5	7 947	30 783	3 380	-	2 100	5 125	585	-	168	410	47	-
2	Transaction de type classique	30 227	4 620	23	13	-	724	30 783	3 376	-	140	5 125	528	-	11	410	42	-
3	Dont titrisation	30 227	4 620	23	13	-	724	30 783	3 376	-	140	5 125	528	-	11	410	42	-
4	Dont de détail sous-jacent	9 548	60	23	13	-	-	7 617	2 060	-	-	1 176	332	-	-	94	27	-
5	Dont STS	1 945	60	-	13	-	-	1 988	-	-	-	235	-	-	-	19	-	-
6	Dont de gros	20 680	4 560	-	-	-	724	23 166	1 316	-	140	3 949	196	-	11	316	16	-
7	Dont STS	13 977	1 826	-	-	-	-	15 620	19	-	-	2 423	1	-	-	194	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Transaction de type synthétique	2 760	4 463	-	5	5	7 223	-	5	-	1 959	-	57	-	157	-	5	-
10	Titrisation	2 760	4 463	-	5	5	7 223	-	5	-	1 959	-	57	-	157	-	5	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	5	5	-	-	5	-	-	-	57	-	-	-	5	-
12	Dont de gros	2 760	4 463	-	-	-	7 223	-	-	-	1 959	-	-	-	157	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES – BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR IRB ET STD (SEC4)

30/06/2021		Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions
(en millions d'euros)																		
1	<b>Total des expositions</b>	2 182	457	35	18	26	947	865	907	-	234	146	655	1	19	12	52	-
2	Transaction de type classique	2 178	457	35	18	20	947	865	896	-	234	146	356	1	19	12	28	-
3	Dont titrisation	2 178	457	35	18	-	947	865	876	-	234	146	107	1	19	12	9	-
4	Dont de détail sous-jacent	1 273	457	1	-	-	437	733	561	-	150	113	59	1	12	9	5	-
5	Dont STS	641	-	-	-	-	-	132	509	-	-	13	51	-	-	1	4	-
6	Dont de gros	905	-	34	18	-	510	132	315	-	84	34	47	-	7	3	4	-
7	Dont STS	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	20	-	-	20	-	-	-	249	-	-	-	20	-
9	Transaction de type synthétique	-	-	-	-	6	-	-	6	-	-	-	80	-	-	-	6	-
10	Titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	6	-	-	6	-	-	-	80	-	-	-	6	-

31/12/2020		Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions
(en millions d'euros)																		
1	<b>Total des expositions</b>	2 088	566	38	46	-	1 013	854	876	-	270	89	567	1	22	7	45	-
2	Transaction de type classique	2 088	566	38	46	-	1 013	854	876	-	270	89	566	1	22	7	45	-
3	Dont titrisation	2 088	566	38	23	-	1 013	854	852	-	270	89	274	1	22	7	22	-
4	Dont de détail sous-jacent	928	566	1	-	-	501	425	569	-	172	72	75	1	14	6	6	-
5	Dont STS	357	-	-	-	-	-	-	357	-	-	-	36	-	-	-	3	-
6	Dont de gros	1 160	-	37	23	-	512	428	283	-	98	17	199	-	8	1	16	-
7	Dont STS	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	24	-	-	-	24	-	-	-	292	-	-	-	23	-
9	Transaction de type synthétique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
10	Titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-

## EXPOSITIONS DE TITRISATION - EXPOSITIONS EN DEFAUT ET AJUSTEMENT DE RISQUE DE CREDIT SPECIFIQUE (SEC5)

30/06/2021

		Exposition titrisée - Etablissement agissant en tant qu'émetteur ou mandataire		
		Montant total du nominal	Dont expositions en défaut	Montant total des ajustements de risque de crédit spécifique sur la période
(en millions d'euros)				
1	<b>Total des expositions</b>	45 633	1 161	-
2	Clientèle de Détail (Total)	9 512	16	-
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-
4	Carte de crédit	-	-	-
5	Autres expositions de détail	9 512	16	-
6	Re-titrisation	-	-	-
7	De gros (total)	36 121	1 145	-
8	Prêts aux entreprises	9 329	20	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-
10	Crédits-bails et créances	22 629	1 124	-
11	Autres expositions de gros	4 163	1	-
12	Re-titrisation	-	-	-

31/12/2020

		Exposition titrisée - Etablissement agissant en tant qu'émetteur ou mandataire		
		Montant total du nominal		Montant total des ajustements de risque de crédit spécifique sur la période
			Dont expositions en défaut	
(en millions d'euros)				
1	<b>Total des expositions</b>	42 163	692	-
2	Clientèle de Détail (Total)	9 734	29	-
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-
4	Carte de crédit	-	-	-
5	Autres expositions de détail	9 734	29	-
6	Re-titrisation	-	-	-
7	De gros (total)	32 429	663	-
8	Prêts aux entreprises	7 844	23	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-
10	Crédits-baïls et créances	22 465	639	-
11	Autres expositions de gros	2 120	1	-
12	Re-titrisation	-	-	-

## 1.17 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille de négociation génératrices d'emplois pondérés

### Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par rôle

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)

30/06/2021		Banque agissant comme émetteur				Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur			
		classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total
		STS	Non-STS			STS	Non-STS			STS	Non-STS		
<i>(en millions d'euros)</i>													
1	<b>Total des expositions</b>										196	-	196
2	Clientèle de détail (total)										186	-	186
3	Prêts immobiliers résidentiels										117	-	117
4	Cartes de crédit										-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail										53	-	53
6	Retitrisation										16	-	16
7	De gros (total)										10	-	10
8	Prêts aux entreprises										-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux										-	-	-
10	Crédits-bails et créances										-	-	-
11	Autres expositions sur la clientèle de gros										10	-	10
12	Re-titrisation										-	-	-

31/12/2020		Banque agissant comme émetteur				Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur			
		classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total
		STS	Non-STS			STS	Non-STS			STS	Non-STS		
<i>(en millions d'euros)</i>													
1	<b>Total des expositions</b>										168		168
2	Clientèle de détail (total)												
3	Prêts immobiliers résidentiels												
4	Cartes de crédit												
5	Autres expositions sur la clientèle de détail												
6	Retitrisation												
7	De gros (total)										168		168
8	Prêts aux entreprises												
9	Prêts immobiliers commerciaux												
10	Crédits-bails et créances												
11	Autres expositions sur la clientèle de gros										152		152
12	Re-titrisation										16		16

Les valeurs exposées aux risques portent uniquement sur les titrisations classiques.

## 2.4 Risques de marché

### 1.18 Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

#### 2.4.1.1 Emplois pondérés des expositions en méthode standard

##### EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (MR1)

		30/06/2021	31/12/2020
		RWA	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>			
	Produits fermes		
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	813	470
2	Risque sur actions (général et spécifique)	-	-
3	Risque de change	4 385	4 155
4	Risque sur produits de base	44	7
	Options		
5	Approche simplifiée	-	-
6	Méthode delta-plus	6	1
7	Approche par scénario	23	4
8	Titrisation (risque spécifique)	60	56
9	<b>TOTAL</b>	<b>5 332</b>	<b>4 693</b>

## 2.4.1.2 Expositions en méthode modèle interne

### Emplois pondérés et exigences de fonds propres

#### RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (MR2-A)

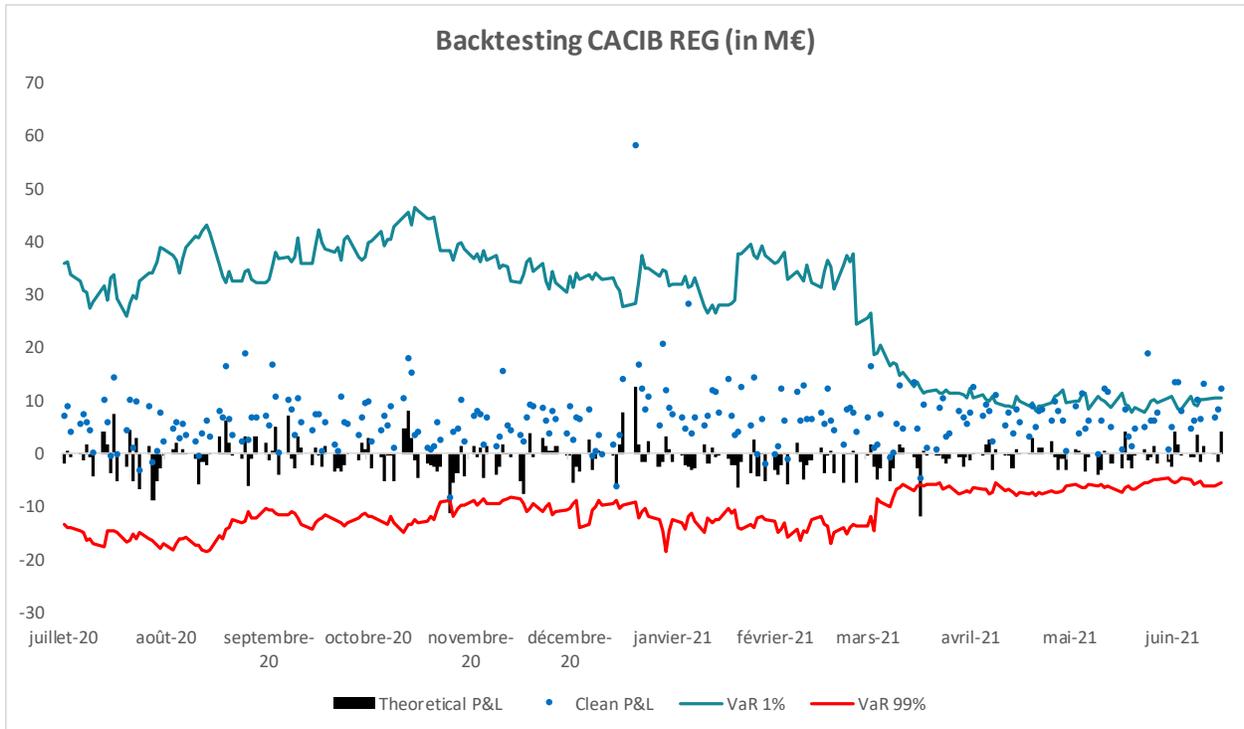
		30/06/2021		31/12/2020	
		RWA	Exigences minimales de fonds propres	RWA	Exigences minimales de fonds propres
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>1</b>	<b>VaR (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>1 019</b>	<b>82</b>	<b>1 694</b>	<b>136</b>
(a)	VaR de la veille (VaRt-1)		18	-	29
(b)	Facteur de multiplication (mc) x Moyenne, sur les soixante derniers jours ouvrés (VaRavg)		82	-	136
<b>2</b>	<b>SVaR (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>2 331</b>	<b>187</b>	<b>2 188</b>	<b>175</b>
(a)	Dernière SVaR disponible (SVaRt-1))		59	-	37
(b)	Facteur de multiplication (mc) x Moyenne, sur les soixante derniers jours ouvrés (sVaRavg)		187	-	175
<b>3</b>	<b>Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>1 642</b>	<b>131</b>	<b>1 451</b>	<b>116</b>
(a)	Mesure la plus récente de l'IRC		109	-	69
(b)	Moyenne des mesures des risques d'IRC sur les 12 semaines précédentes		131	-	116
<b>4</b>	<b>Mesure du risque global (valeur la plus élevée entre a, b et c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(a)	Mesure la plus récente de la mesure du risque global	-	-	-	-
(b)	Moyenne des mesures des risques pour le risque global sur les 12 semaines précédentes	-	-	-	-
(c)	Plancher de la mesure du risque global	-	-	-	-
<b>5</b>	<b>Autre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>6</b>	<b>TOTAL</b>	<b>4 993</b>	<b>399</b>	<b>5 333</b>	<b>427</b>

## Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

### VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)

<i>(en millions d'euros)</i>		30/06/2021	31/12/2020
<b>1</b>	<b>VaR (10 jours, 99 %)</b>		
2	Valeur maximale	59	47
3	Valeur moyenne	30	34
4	Valeur minimale	15	26
5	Valeur en fin de période	18	29
<b>6</b>	<b>VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)</b>		
7	Valeur maximale	59	68
8	Valeur moyenne	42	44
9	Valeur minimale	31	35
10	Fin de période	59	37
<b>11</b>	<b>Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)</b>		
12	Valeur maximale	230	198
13	Valeur moyenne	96	89
14	Valeur minimale	64	53
15	Valeur en fin de période	84	53
<b>16</b>	<b>Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)</b>		
17	Valeur maximale	-	-
18	Valeur moyenne	-	-
19	Valeur minimale	-	-
20	Valeur en fin de période	-	-
21	Plancher (méthode de mesure standard)	-	-

## 1.19 Back testing du modèle de VAR (MR4)



### 3. LIQUIDITY RISK

Template EU LIQ1 - Quantitative information of LCR

Informations quantitatives									
Niveau de consolidation : consolidé (en millions d'euros)		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le	30/09/2020	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	30/09/2020	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITE</b>									
1	Total des actifs de haute qualité (HQLA)					285 187	314 297	342 767	362 466
<b>SORTIES DE TRESORERIE</b>									
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	537 174	539 916	542 598	553 816	33 860	34 158	34 402	35 265
3	<i>Dépôts stables</i>	407 502	401 549	395 789	401 989	20 375	20 077	19 789	20 099
4	<i>Dépôts moins stables</i>	129 672	138 367	146 809	151 828	13 485	14 080	14 612	15 166
5	Financement de gros non garanti	313 025	330 720	344 595	350 787	145 065	152 299	156 871	158 691
6	<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives</i>	128 816	138 741	147 192	149 678	31 971	34 436	36 535	37 146
7	<i>Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)</i>	167 762	175 590	181 052	183 424	96 647	101 473	103 985	103 861
8	<i>Créances non garanties</i>	16 448	16 390	16 351	17 684	16 448	16 390	16 351	17 684
9	Financement de gros garanti					22 519	22 294	22 391	23 743
10	Exigences supplémentaires	203 936	207 063	210 227	212 489	52 547	53 740	54 498	54 574
11	<i>Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté</i>	24 385	25 928	27 076	28 048	20 261	21 700	22 515	22 636
12	<i>Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
13	<i>Facilités de crédit et de trésorerie</i>	179 551	181 135	183 151	184 441	32 286	32 040	31 983	31 938
14	Autres obligations de financement contractuel	44 450	33 348	35 217	38 129	1 579	1 917	3 109	4 415
15	Autres obligations de financement éventuel	49 446	49 348	51 086	54 548	2 761	2 872	2 790	2 963
16	<b>TOTAL DES SORTIES DE TRESORERIE</b>					258 331	267 280	274 060	279 651

ENTREES DE TRESORERIE									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	160 158	159 769	163 647	179 926	19 578	20 015	20 398	22 303
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes	75 470	62 423	48 828	50 834	30 158	29 779	29 721	30 775
19	Autres entrées de trésorerie	5 296	6 525	6 599	7 731	5 296	6 525	6 599	7 731
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					-	-	-	-
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié)					-	-	-	-
20	<b>TOTAL DES ENTREES DE TRESORERIE</b>	<b>240 924</b>	<b>228 717</b>	<b>219 074</b>	<b>238 491</b>	<b>55 032</b>	<b>56 319</b>	<b>56 718</b>	<b>60 809</b>
EU-20a	<i>Entrées de trésorerie entièrement exemptées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20b	<i>Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	<i>Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%</i>	205 005	192 799	184 106	201 818	55 032	56 319	56 718	60 809
						<b>TOTAL DE LA VALEUR AJUSTEE</b>			
21	<b>COUSSIN DE LIQUIDITE</b>					<b>285 187</b>	<b>314 297</b>	<b>342 767</b>	<b>362 466</b>
22	<b>TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRESORERIE</b>					<b>203 298</b>	<b>210 961</b>	<b>217 342</b>	<b>218 842</b>
23	<b>RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE</b>					<b>140,28%</b>	<b>148,98%</b>	<b>157,71%</b>	<b>165,63%</b>

## Template EU LIQ2: Net Stable Funding Ratio

selon Article 451a(3) CRR

<b>Ratio de Financement Stable Net (NSFR) au 30/06/2021</b>	a	b	c	d	e
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur non pondérée, par maturité résiduelle				Valeur pondérée
	Sans maturité	< 6 mois	6 mois à < 1 an	≥ 1 an	

<b>Financement stable disponible (ASF)</b>						
1	Capital et instruments de fonds propres	<b>127 223</b>	<b>2</b>	-	<b>20 174</b>	<b>147 396</b>
2	<i>Fonds propres</i>	127 223	2	-	20 174	147 396
3	<i>Autres instruments de capital</i>		-	-	-	-
4	Dépôts de détail		<b>577 791</b>	<b>2 205</b>	<b>4 912</b>	<b>547 686</b>
5	<i>Dépôts stables</i>		415 466	89	2 451	397 228
6	<i>Dépôts moins stables</i>		162 325	2 116	2 460	150 458
7	Financement de gros		<b>610 373</b>	<b>42 060</b>	<b>335 973</b>	<b>524 658</b>
8	<i>Dépôts opérationnels</i>		148 615	-	-	74 308
9	<i>Autres financements de gros</i>		461 758	42 060	335 973	450 351
10	Passifs interdépendants		<b>69 995</b>	-	-	-
11	Autres passifs	-	<b>119 763</b>	<b>1 628</b>	<b>46 286</b>	<b>47 100</b>
12	<i>Dérivés passifs NSFR</i>	-				-
13	<i>Autres passifs et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus</i>		119 763	1 628	46 286	47 100
<b>14</b>	<b>Total financement stable disponible (ASF)</b>					<b>1 266 841</b>

<b>Besoin de financement stable (RSF)</b>						
15	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)					<b>15 819</b>
EU-15a	Actifs grevés pour une durée résiduelle d'au moins un an dans un pool de couverture		<b>438</b>	<b>491</b>	<b>52 988</b>	<b>45 829</b>
16	Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles		<b>6 137</b>	-	-	<b>3 069</b>
17	Prêts et titres performants		<b>367 215</b>	<b>92 205</b>	<b>783 427</b>	<b>773 897</b>
18	<i>Opérations de financement sur titres avec des clients financiers garanties par des titres HQLA de niveau 1 soumis à une décote de 0%</i>		158 178	11 455	2 770	10 909
19	<i>Opérations de financement sur titres avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers</i>		61 393	5 906	25 412	32 962
20	<i>Prêts à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, prêts aux souverains et aux entreprises du secteur public, dont:</i>	-	106 280	49 532	330 797	380 994
21	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35% selon l'approche standardisée Bâle II pour le risque de crédit</i>	-	1 582	566	10 667	8 007
22	<i>Prêts hypothécaires résidentiels, dont:</i>	-	18 556	18 869	396 581	313 680
23	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35% selon l'approche standardisée Bâle II pour le risque de crédit</i>		15 338	15 651	372 262	289 791
24	<i>Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et non qualifiés comme HQLA, y compris les actions négociées en bourse et les crédits commerciaux enregistrés au bilan</i>		22 807	6 442	27 867	35 351
25	Actifs interdépendants		<b>69 995</b>	-	-	-
26	Autres actifs		<b>114 690</b>	<b>2 191</b>	<b>105 794</b>	<b>157 465</b>
27	<i>Marchandises physiques échangées</i>				-	-
28	<i>Actifs comptabilisés en marge initiale pour les contrats dérivés et contributions aux fonds de défaut des chambres de compensation et contreparties centrales (CCP)</i>		8 679	-	447	7 757
29	<i>Dérivés actifs NSFR</i>		6 386			6 386
30	<i>Dérivés passifs NSFR avant déduction de la variation de marge postée</i>		29 893			1 495
31	<i>Autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus</i>		69 732	2 191	105 347	141 828
32	Éléments de hors bilan		<b>63 494</b>	<b>10 782</b>	<b>196 494</b>	<b>16 498</b>
<b>33</b>	<b>Total besoin de financement stable (RSF)</b>					<b>1 012 577</b>
<b>34</b>	<b>Ratio de Financement Stable Net (NSFR) (%)</b>					<b>125,11%</b>

## 4. TAUX D'INTERET GLOBAL

Conformément à l'article 448 du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013, le groupe Crédit Agricole est assujéti à la publication d'informations relatives au risque de taux d'intérêt.

### Informations quantitatives sur le risque de taux

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur économique et du produit net d'intérêts à différents scénarios de chocs de taux d'intérêt.

En millions d'euros	Variation de la valeur économique	Variation du produit net d'intérêts
	30/06/2021	31/03/2021
Choc parallèle vers le haut	-11 662	3 627
Choc parallèle vers le bas	1 357	-1 680
Pentification de la courbe	-3 060	
Aplatissement de la courbe	432	
Hausse des taux courts	-2 867	
Baisse des taux courts	1 146	
<b>Perte maximale</b>	<b>-11 662</b>	<b>-1 680</b>

En millions d'euros	30/06/2021
Fonds propres Tier 1 phasés	105 337

### Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul et scénarios de chocs de taux sont définis par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) dans les « Orientations sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation » parues le 19 juillet 2018.

La variation de la valeur économique est déterminée à partir d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et plan épargne logement) hors institutions financières est plafonnée à 5 ans.

Il est considéré un scénario de choc de taux instantané. Les chocs de taux utilisés sont ceux des principales zones économiques où le groupe Crédit Agricole est exposé, à savoir la zone euro, la Suisse et les Etats-Unis.

En bps	EUR	USD	CHF
Choc parallèle	200	200	100
Taux courts	250	300	150
Taux longs	100	150	100

Les scénarios de pentification et d'aplatissement de la courbe des taux sont des scénarios non uniformes où des chocs de taux variables selon la maturité sont à la fois appliqués sur les taux courts et les taux longs.

Un seuil minimum (ou *floor*), variable selon les maturités, est appliqué aux taux d'intérêt après prise en compte des scénarios de choc à la baisse. La variation du produit net d'intérêts est calculée à un horizon de 12 mois en prenant l'hypothèse d'un bilan constant et donc d'un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme. Il est considéré un scénario de choc de taux instantané de 200 bps quelle que soit la devise.

Il est constaté une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique du groupe Crédit Agricole baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente.

La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume de passifs à taux fixe globalement plus faible que les actifs à taux fixe sur les échéances à venir.

A l'inverse, la marge nette d'intérêts augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne règlementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux.

## 5. TABLEAUX COVID-19 EBA

PUBLICATION DES EXPOSITIONS FAISANT L'OBJET DE MESURES APPLIQUÉES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 – GROUPE CRÉDIT AGRICOLE  
(MORATOIRES SUR LES PAIEMENTS ET GARANTIES PUBLIQUES)

Périmètre du tableau ci-dessous : moratoires non échus

Modèle 1 – Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs

<b>Objet:</b> fournir un relevé de la qualité de crédit des prêts et avances soumis à des moratoires sur les remboursements de prêts appliqués en raison de la pandémie de COVID-19, conformément aux orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02».
<b>Champ d'application:</b> le modèle s'applique à tous les établissements de crédit soumis à l'ensemble ou à une partie des exigences de publication prévues à la huitième partie du CRR, conformément aux articles 6, 10 et 13 du CRR.
<b>Contenu:</b> valeur comptable brute des prêts et avances performants et non performants ainsi que dépréciations cumulées correspondantes et variations cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit, en application du périmètre de consolidation réglementaire conformément à la première partie, titre II, chapitre 2, du CRR.
<b>Fréquence:</b> semestrielle.
<b>Format:</b> fixe.
<b>Explications complémentaires:</b> les établissements devraient expliquer l'application des types de moratoires éligibles (par exemple report, suspension ou réduction du capital et/ou des intérêts durant une période limitée et prédéfinie) et les différents secteurs et industries dans lesquels les moratoires éligibles sont appliqués, ainsi que les pertes économiques réalisées et la façon dont elles sont calculées.

	a	b	c	d	e	f	g	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit								o
	Valeur comptable brute							Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit								Valeur comptable brute
	Performants				Non performants			Performants				Non performants				
			Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: instruments présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés (étape 2)		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: paiement improbable, pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: instruments présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non		Dont: expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	Dont: paiement improbable, pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	Entrées d'expositions non performantes		
1 Prêts et avances soumis à des moratoires	2 217 730 263	2 160 856 001	121 026 373	425 010 388	56 874 262	35 669 783	18 040 072	-	83 645 396	- 59 637 556	- 9 232 948	- 44 756 786	- 24 007 840	- 19 800 801	- 3 490 318	1498 441
2 dont: ménages	305 860 518	302 865 314	11 200 319	51 892 150	2 995 204	1 314 855	761 994	-	4 535 730	- 3 743 553	- 618 547	- 3 147 763	- 792 178	- 223 923	- 152 435	370 048
3 dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels	222 619 085	220 958 877	7 315 500	41 975 541	1 660 207	1 029 349	517 405	-	2 659 395	- 2 484 786	- 276 337	- 2 285 229	- 174 610	- 87 598	- 64 461	-
4 dont: sociétés non financières	1 839 825 715	1 786 581 657	109 826 055	368 505 432	53 244 057	34 354 328	17 278 077	-	78 830 173	- 55 614 511	- 8 614 401	- 41 512 071	- 23 215 662	- 19 576 877	- 3 337 883	1128 393
5 dont: petites et moyennes entreprises	1 196 603 749	1 155 748 088	74 392 380	247 098 466	40 855 660	27 500 954	8 248 687	-	59 408 566	- 40 009 949	- 6 224 223	- 29 545 132	- 19 398 617	- 16 548 778	- 2 215 012	1128 393
6 dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux	692 242 504	674 726 013	62 966 370	166 624 032	17 516 491	9 247 991	12 219 369	-	20 706 945	- 18 175 928	- 5 048 448	- 15 118 177	- 2 531 017	- 1 482 831	- 1 665 380	-

## Définitions

### Lignes:

*Moratoires*: moratoires législatifs et non législatifs sur les remboursements de prêts appliqués en réponse à la pandémie de COVID-19 conformément aux orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02».

*Ventilation par contreparties*: les établissements devraient appliquer la ventilation par contreparties telle que définie à l'annexe V, première partie, paragraphe 42, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

L'affectation à un secteur de contrepartie devrait se fonder sur la seule nature de la contrepartie immédiate. La classification des expositions relevant conjointement de plus d'un débiteur devrait s'effectuer sur la base des caractéristiques du débiteur qui a été le plus pertinent, ou le plus déterminant, pour la décision de l'établissement d'autoriser l'exposition. Entre autres classifications, la répartition des expositions conjointes selon le secteur de la contrepartie, le pays de résidence et le code NACE devrait être motivée par les caractéristiques du débiteur le plus pertinent, ou le plus déterminant.

*Petites et moyennes entreprises*: telles que définies à l'annexe V, première partie, paragraphe 5, point i), du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

### Colonnes:

*Valeur comptable brute*: valeur comptable brute au sens de l'annexe V, première partie, paragraphe 34, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

*Exposition renégociée*: exposition renégociée au sens de l'annexe V, deuxième partie, paragraphes 240 à 244, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission. Selon que les expositions renégociées satisfont ou non aux conditions requises par l'annexe V dudit règlement, elles peuvent être qualifiées d'expositions performantes ou non performantes.

*Expositions non performantes*: telles que définies à l'article 47 bis, paragraphe 3, du CRR et aux paragraphes 213 à 239 de l'annexe V, deuxième partie, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

*Expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation*: article 4 (ter) du LHM, annexe V, première partie, paragraphe 34, de l'ITB et annexe V, deuxième partie, paragraphes 240 à 268, de l'ITS.

Les expositions soumises à des moratoires conformes aux orientations de l'ABE et faisant également l'objet d'autres mesures de renégociation appliquées en raison

*Expositions en défaut*: expositions considérées comme étant en défaut au sens de l'article 178 du CRR.

*Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions*: ce poste devrait inclure les sommes calculées conformément à l'annexe V, deuxième partie, paragraphe 69 à 71, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

*Dont étape 1*: catégories de dépréciations, telles que définies dans l'ITB et l'ITS. L'étape 1 correspond à une dépréciation mesurée conformément à l'ITB et l'ITS.

Les colonnes «Dont étape 2» ne devraient pas être publiées par les établissements qui appliquent les principes comptables nationaux généralement admis sur la base de la directive 86/635/CEE du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers.

La colonne «entrées d'expositions non performantes» devrait refléter la valeur brute des expositions, c'est-à-dire ne pas tenir compte de la valeur nette découlant des sorties de la période de publication, et devrait avoir une fréquence semestrielle à partir de la date de publication précédente.

Les entrées devraient être publiées à une fréquence semestrielle depuis le début de la période de publication jusqu'à la date de référence.

Pour une exposition reclassée plusieurs fois de «non-performante» à «performante» durant la période de publication, le montant des entrées devrait être identifié en comparant le statut de l'exposition au début de la période de publication avec son statut à la date de référence.

Le reclassement d'une exposition non performante d'un portefeuille comptable à un autre ne devrait pas être publié en tant qu'entrée.

Modèle 2 – Ventilation des prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs par échéance résiduelle du moratoire

<b>Objet:</b> fournir un relevé du volume de prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs conformément aux orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02», selon l'échéance résiduelle de ces moratoires.
<b>Champ d'application:</b> le modèle s'applique à tous les établissements de crédit soumis à l'ensemble ou à une partie des exigences de publication prévues à la huitième partie du CRR, conformément aux articles 6, 10 et 13 du CRR.
<b>Contenu:</b> valeur comptable brute des prêts et avances présentée selon l'échéance résiduelle des moratoires sur les remboursements de prêts, en application du périmètre de consolidation réglementaire, conformément à la première partie, titre II, chapitre 2, du CRR.
<b>Fréquence:</b> semestrielle.
<b>Format:</b> fixe.
<b>Explications complémentaires:</b> les établissements devraient expliquer la durée des moratoires sur les remboursements de prêts appliqués et toute révision de cette durée (par exemple une prorogation).

		a	b	c	d	e	f	g	h	i
		Nombre de débiteurs	Valeur comptable brute							
			Dont: moratoires législatifs	Dont: qui ont expiré	Échéance résiduelle des moratoires					
					≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 6 mois	> 6 mois ≤ 9 mois	> 9 mois ≤ 12 mois	> 1 an	
1	Prêts et avances pour lesquels un moratoire a été proposé	386 248	50 961 471 373							
2	Prêts et avances soumis à des moratoires (accordés)	385 742	50 477 239 763	6 811 929 130	48 259 509 500	1 341 249 365	651 407 163	216 976 515	7 410 253	686 968
3	dont: ménages		5 385 982 762	1 208 147 331	5 080 122 244	185 240 013	97 481 738	21 693 722	1 010 349	434 695
4	dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels		3 926 645 559	505 028 996	3 704 026 474	129 579 818	77 520 693	14 160 078	959 068	399 428
5	dont: sociétés non financières		44 230 296 498	4 782 017 850	42 390 470 783	1 148 523 026	490 467 350	194 183 164	6 399 903	252 273
6	dont: petites et moyennes entreprises		34 334 974 025	4 106 281 964	33 138 370 276	698 592 646	363 759 335	129 848 025	4 151 470	252 273
7	dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux		8 480 994 478	1 829 948 053	7 788 751 974	478 570 796	128 378 119	81 731 723	3 561 866	-

Périmètre du tableau ci-dessus : moratoires échus et non échus

## Définitions

### Lignes:

*Moratoire:* voir la définition dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

*Prêts et avances:* annexe V, première partie, paragraphe 32, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014.

*Prêts et avances pour lesquels un moratoire a été proposé:* tels que définis au paragraphe 19, point a), des orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02».

Dans cette ligne, pour le nombre de débiteurs (colonne a) ou pour la valeur comptable brute (colonne b), les établissements devraient publier le nombre de demandes reçues de leurs clients ou la valeur comptable brute correspondante pour les moratoires conformes aux orientations de l'ABE, que le moratoire concerné ait déjà été mis en œuvre ou non. Si le nombre de débiteurs autorisés à demander un moratoire conforme aux orientations de l'ABE ou la valeur comptable brute correspondante ne sont pas connus (par exemple en raison des spécificités du moratoire), le nombre de débiteurs à qui un moratoire a été proposé et le nombre de débiteurs auxquels un moratoire a été appliqué peuvent être égaux. De même, la valeur comptable brute du moratoire proposé et celle à laquelle le moratoire a été appliqué peuvent être égales.

*Prêts et avances soumis à des moratoires (accordés):* tels que définis au paragraphe 19, point b), des orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02».

Dans cette ligne, pour le nombre de débiteurs (colonne a), les établissements devraient publier le nombre de débiteurs dont les demandes de moratoires conformes aux orientations de l'ABE ont déjà été mises en œuvre.

*Ventilation par contreparties:* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

*Petites et moyennes entreprises (PME):* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

### Colonnes:

*Valeur comptable brute:* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs». La valeur comptable brute inclut, dans le cas du modèle 2, non seulement les moratoires conformes aux orientations de l'ABE toujours en vigueur mais aussi ceux qui ont expiré, c'est-à-dire la valeur comptable brute des prêts et avances dont les moratoires conformes aux orientations de l'ABE ont expiré à la date de référence (c'est-à-dire que l'échéance résiduelle du moratoire est égale à zéro).

*Échéance résiduelle des moratoires:* temps écoulé entre la date de référence et la fin de l'application des moratoires législatifs et non législatifs sur les remboursements de prêts appliqués conformément aux orientations de l'ABE «EBA/GL/2020/02».

**Modèle 3 – Informations sur les nouveaux prêts et avances émis et fournis en vertu des nouveaux régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de COVID-19**

<b>Objet:</b> fournir un relevé du stock de nouveaux prêts et avances émis qui sont soumis à des régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de COVID-19.
<b>Champ d'application:</b> le modèle s'applique à tous les établissements de crédit soumis à l'ensemble ou à une partie des exigences de publication prévues à la huitième partie du CRR, conformément aux articles 6, 10 et 13 du CRR.
<b>Contenu:</b> valeur comptable brute des prêts et avances soumis à des garanties publiques appliquées en raison de la pandémie de COVID-19, en application du périmètre de consolidation réglementaire, conformément à la première partie, titre II, chapitre 2, du CRR.
<b>Fréquence:</b> semestrielle.
<b>Format:</b> fixe.
<b>Explications complémentaires:</b> les établissements devraient expliquer la taille, la durée et la portée sectorielle des garanties publiques, ainsi que le statut «performant», «faisant l'objet de mesures de renégociation» et «non performant» de ces nouveaux prêts émis.

	a	b	c	d
	Valeur comptable brute		Montant maximum de garantie pouvant être pris en considération	Valeur comptable brute
		dont: renégociés	Garanties publiques reçues	Entrées d'expositions non performantes
1 Nouveaux prêts et avances émis qui sont soumis à des régimes de garantie publics	23 821 024 128	1 057 976 919	20 948 799 350	403 436 748
2 dont: ménages	300 679 237			1 056 956
3 dont: garantis par des biens immobiliers résidentiels	-			-
4 dont: sociétés non financières	23 497 488 250	1 052 765 753	20 658 620 759	402 379 793
5 dont: petites et moyennes entreprises	14 961 653 406			150 545 636
6 dont: garantis par des biens immobiliers commerciaux	-			-

**Définitions**

**Lignes:**

*Nouveaux prêts et avances émis qui sont soumis à des régimes de garantie publics:* paragraphe 18 des présentes orientations et annexe V, première partie, paragraphe 32, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014.

*Ventilation par contreparties:* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

*Petites et moyennes entreprises (PME):* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

**Colonnes:**

*Valeur comptable brute:* voir la définition fournie dans le modèle 1 «Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs».

*dont renégociés:* article 47 ter du CRR, annexe V, première partie, paragraphe 34, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 et annexe V, deuxième partie, paragraphe 244, du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014. La valeur comptable brute du nouveau contrat («créance faisant l'objet d'un refinancement») accordé dans le cadre d'une opération de refinancement considérée comme une mesure de renégociation devrait être publiée.

*Garanties publiques reçues:* paragraphe 18 des présentes orientations et annexe V, deuxième partie, paragraphes 172 et 174 de l'ITS.

Les établissements devraient publier le montant maximum de garantie publique que les États membres ont instauré en réponse à la pandémie de COVID-19 pour les nouveaux prêts et avances émis. Le montant de la garantie ne devrait pas dépasser la valeur comptable brute du prêt correspondant. L'existence d'autres formes de sûretés ou garanties ne devrait pas être prise en compte pour calculer le montant maximum de garantie publique reçue en raison de la pandémie de COVID-19 qui peut être demandé.

*Entrées d'expositions non performantes:* les entrées devraient être publiées à une fréquence semestrielle depuis le début de la période de publication jusqu'à la date de référence. Pour une exposition reclassée plusieurs fois de «non-performante» à «performante» durant la période de publication, le montant des entrées doit être identifié en comparant le statut de l'exposition au début de la période de publication avec son statut à la date de référence. Le reclassement d'une exposition non performante d'un portefeuille comptable à un autre ne doit pas être publié en tant qu'entrée.

Déclaration en vertu des orientations 2016/11 de l'EBA relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n°575/2013 et des modifications ultérieures

Jérôme GRIVET, Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance, conformément aux directives 2016/11 de l'EBA sur les exigences de publication en vertu de la partie huit du règlement (UE) n°575/2013 (et modifications ultérieures) 4.2 paragraphe - section C, les informations fournies conformément à la partie huit susmentionnée ont été préparées conformément aux processus de contrôle interne convenus au niveau de l'organe de direction.

Fait à Montrouge, le 10 septembre 2021

**Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.**

Jérôme GRIVET

Siège social : 12 place des Etats-Unis – 92127 MONTRouGE CEDEX  
Tél. 01 43 23 52 02

---

Etablissement de crédit soumis aux articles L 225-1 et suivants du Code de commerce et aux articles L 512-47 et suivants du Code monétaire et financier